



RAPPORT SUR LES PRINCIPALES TENDANCES EN 2025

**Vers une justice économique et climatique féministe :
Une analyse féministe des principales tendances**

SOMMAIRE

- Présentation
- Transformer les systèmes pour une justice économique et climatique féministe
- La dette
- Le commerce
- Les Institutions de Bretton Woods
- La fiscalité
- Le financement pour le climat
- La mainmise des entreprises
- Conclusion

AUTRICES

Ce rapport a été rédigé par Arimbi Wahono (Shared Planet), en étroite collaboration avec Katie Tobin (Women's Environment & Development Organization). Graphiques et visualisations de données réalisés par Data4Change. Conception et site web par Cosmic. Traduit en français par Fany Lambert. Photo de couverture par Ariana Rodriguez-Gitler.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier les personnes suivantes pour leur généreuse contribution et leur expertise dans la révision de ce rapport : Precious Tricia Abwooli, Sanam Amin, Bertha Argueta, gina cortés valderrama, Tara Daniel, Ibrahim Elhatimi, Habiba Fouad, Guillermina French, Julia Gerlo, Verónica Grondona, Sinéad Magner, Amy McShane, Tara Povey, Emilia Reyes, Friederike Strub et Rebecca Thissen. Nous inscrivons ce projet au long cours comme un apport aux dynamiques plus larges en faveur de la justice économique et climatique féministe auxquelles nous participons activement. Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude envers collègues qui ont généreusement investi du temps pour enrichir ce travail et partager leurs analyses.

CE RAPPORT

Le rapport annuel sur les principales tendances réalisé par WEDO passe en revue les progrès accomplis et les obstacles rencontrés dans la réalisation d'une vision globale de la justice économique et climatique féministe, telle qu'exposée dans les [sept principales exigences](#) du Nexus action féministe (2021-2023) et de la [Feuille de route élaborée à Rabat](#) (2025). Ce rapport propose un état des lieux des évolutions de 2025 à partir de données récentes. Il met en évidence les mobilisations locales face aux impacts du néolibéralisme ainsi que les initiatives de plaidoyer portées, à l'échelle internationale, par la société civile et les pays du Sud pour transformer le système économique mondial. Ce travail a pour ambition de renforcer les mouvements féministes et populaires en leur fournissant des données solides et des analyses contextualisées au service de leurs luttes et de leur action collective.



Journée d'action de la Banque mondiale, avril 2024 (Katie Tobin)

PRÉSENTATION

L'année 2025 constitue une année charnière, marquée par de nombreux jalons historiques

Elle correspond aux anniversaires de plusieurs engagements multilatéraux majeurs de notre époque : les 30 ans de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing en faveur des droits des femmes, les dix ans des Objectifs de développement durable (ODD) et de l'Accord de Paris sous l'égide de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), ainsi que les 80 ans de la création de l'Organisation des Nations unies.

Loin d'être une année de célébration, 2025 a révélé la fragilité de ces engagements. Sept des neuf limites planétaires indispensables à la vie sur Terre ont désormais été franchies.¹ **Portée par la montée électorale de l'extrême droite et d'autres forces fondamentalistes, cette année a été le théâtre de l'un des reculs les plus graves observés depuis des décennies en matière de droits humains, d'égalité des sexes et d'espace civique, sous l'impulsion conjointe des gouvernements et des entreprises.** À peine cinq ans après que la pandémie de COVID-19 a tragiquement mis en lumière les conséquences mortelles de l'austérité et de la privatisation, les gouvernements persistent à ignorer les leçons du passé, poursuivant le démantèlement de la protection sociale et des infrastructures de soin, tout en revenant drastiquement sur leurs engagements vis à vis de l'aide publique et de financement climatique. Au lieu de cela, ils consacrent toujours plus de ressources aux dépenses militaires, en hausse pour la dixième année consécutive.² La militarisation sert de bouclier à l'impunité des acteurs économiques, tandis que des entreprises du Nord global et leurs dirigeant·e·s accumulent des milliards en dépossédant les communautés et les écosystèmes et en bloquant toute avancée vers la justice écologique, en particulier dans les secteurs extractifs tels que les combustibles fossiles, l'exploitation minière et l'agro-industrie.³

Cette accumulation de crises est orchestrée par les mêmes gouvernements et entreprises qui tirent profit de la pauvreté, des inégalités et de l'effondrement écologique. Les mouvements féministes soulignent depuis longtemps qu'il ne s'agit en rien d'un phénomène nouveau, mais bien d'une intensification d'un système impérialiste et capitaliste fondé sur l'exploitation du travail invisibilisé et sous-payé des femmes et des personnes issues de la diversité sexuelle et de genre, ainsi que sur l'extraction et la financiarisation des terres, du travail et des ressources, en particulier dans le Sud global et auprès des populations racisées du Nord global, au service de la croissance et du profit.

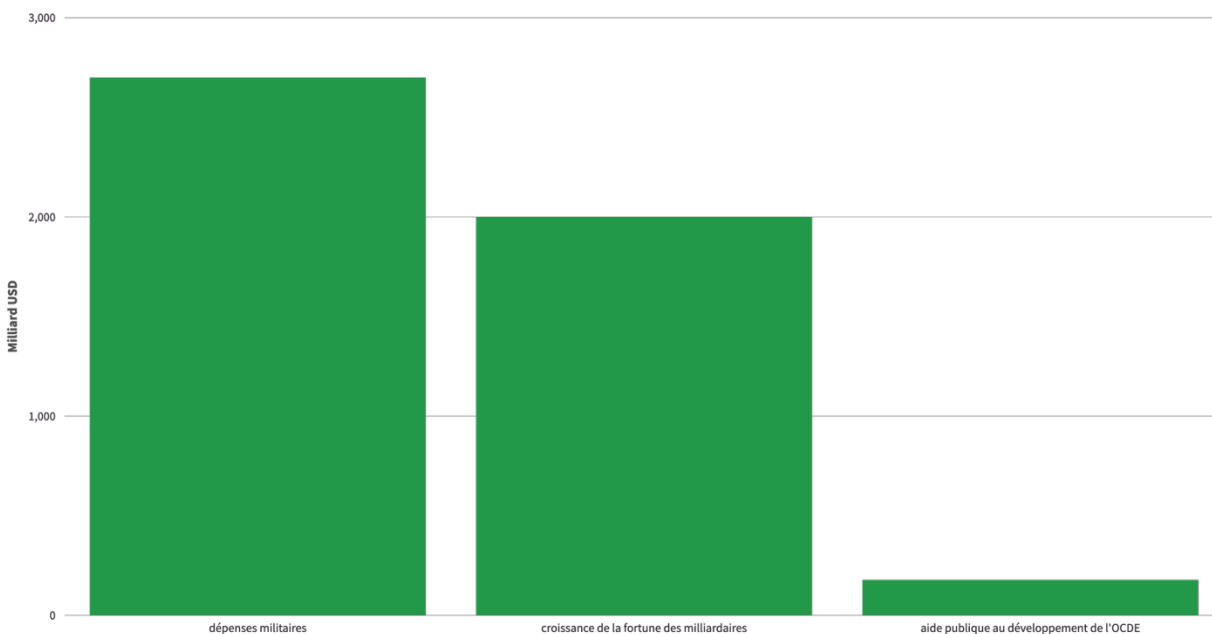
L'année 2025 a une fois de plus démontré qu'il ne peut y avoir de justice écologique, économique ou de genre sur des territoires occupés ou militarisés. Les gouvernements du Nord global ont continué de soutenir le génocide perpétré par Israël en Palestine et d'alimenter la militarisation à travers le monde, notamment en RDC, au Soudan, au Yémen, au Cachemire, en Haïti, au Myanmar et au Venezuela, tout en se réclamant, paradoxalement, de soi-disant politiques étrangères féministes.

¹ Planetary Boundaries Science (2025), [Planetary Health Check 2025 \(Santé planétaire : état des lieux 2025\)](#).

² Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI - Institut international de recherche sur la paix de Stockholm) (2025) [Unprecedented rise in global military expenditure as European and Middle East spending surges \(« Les dépenses militaires mondiales atteignent un niveau sans précédent, sous l'effet d'une forte hausse en Europe et au Moyen-Orient »\)](#).

³ Women's Major Group (2025) [Women's Major Group Position Paper 2025 \(« Note de positionnement du Grand groupe des femmes 2025 »\)](#).

Dans une année marquée par d'importantes réductions de l'aide, les riches s'enrichissent et les dépenses militaires augmentent, tandis que les engagements multilatéraux sont pratiquement abandonnés.



Notes: Les chiffres proviennent de diverses sources et, bien qu'ils ne soient pas directement comparables, ils sont présentés côte à côte afin de mettre en évidence les différences d'échelle, de priorités et de concentration des ressources entre les systèmes mondiaux. L'aide publique au développement (2025) utilise les projections de l'OCDE ; les chiffres définitifs n'étant pas encore disponibles, la valeur médiane de la fourchette prévue (170 à 186 milliards de dollars) est utilisée comme valeur indicative unique.

Sources: Dépenses militaires ([SIPRI, 2024](#)); Croissance de la fortune des milliardaires ([Oxfam, 2024](#)); APD ([OECD, 2025](#))

À propos de ce rapport

Structuré autour de sept axes thématiques interdépendants, ancrés dans les revendications historiques des mouvements féministes et populaires,⁴ **ce rapport sur les principales tendances en 2025 dresse un constat détaillé des échecs continus en matière de justice économique et écologique féministe.** La Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et d'autres institutions continuent de mener des programmes d'austérité et d'orientation néolibérale dans les pays du Sud global. Les créanciers privés tirent profit d'une crise de la dette qui détourne des milliards de dollars des dépenses consacrées à l'égalité des sexes et aux droits humains. Les États-Unis instrumentalisent la politique commerciale et l'aide au développement pour contraindre les pays à s'aligner sur un programme opposé aux politiques climatiques et aux droits humains. Par ailleurs, les grandes entreprises technologiques étendent leur emprise sur les fonctions publiques et développent des technologies militaires de plus en plus sophistiquées, parmi d'autres tendances examinées ici.

⁴ Diyana Yahaya (2021) [Un programme féministe pour les peuples et pour la planète.](#)

Le rapport met également en lumière des pistes de changement immédiat et des espaces de lutte locaux, portés par les mouvements populaires, les féministes et certains gouvernements du Sud global engagés en faveur de la justice écologique et économique à l'échelle mondiale.

À titre d'exemple, grâce aux efforts conjoints du Vanuatu et de jeunes militant·e·s du Pacifique, la Cour internationale de Justice (CIJ) a rendu en juillet 2025 un avis consultatif historique, confirmant que les États sont tenus de réduire les émissions de gaz à effet de serre afin de respecter l'objectif de limitation du réchauffement à 1,5 °C prévu par l'Accord de Paris. Cet avis reconnaît également que la poursuite de la production et du financement des combustibles fossiles est susceptible de constituer une violation du droit international.⁵ Bien qu'il ne soit pas juridiquement contraignant, cet avis vient consolider le fondement juridique des actions climatiques portées devant les tribunaux, notamment en ce qui concerne la responsabilité relative aux pertes et préjudices ainsi qu'au financement pour le climat. Dans le même esprit, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a rendu en 2025 un avis consultatif affirmant que la prévention des atteintes au système climatique relève des obligations des États en matière de droits humains.⁶

Nous relevons ici une dynamique paradoxale. **Les véritables transformations systémiques ne se produisent ni à l'échelle ni au rythme nécessaire, en particulier dans un contexte marqué par l'intensification du militarisme, l'expansion des énergies fossiles, la fragmentation de la coopération internationale et le recul démocratique.** Si certaines victoires progressives méritent d'être célébrées comme autant de leviers ou de formes de résistance face à des structures d'impérialisme et de néolibéralisme profondément enracinées, d'autres doivent être dénoncées pour ce qu'elles sont : de simples ajustements destinés à stabiliser ces mêmes structures en neutralisant la contestation. Quoi qu'il en soit, en tant que féministes, nous continuons à nous organiser en vue d'une véritable transformation, pour le bien-être et l'émancipation collectifs, à un moment où les propositions radicales pour la justice économique et écologique atteignent un degré d'urgence sans précédent.

⁵ Cour internationale de justice (2025) [Obligations des États en matière de changement climatique](#).

⁶ Cour interaméricaine des droits de l'homme (2025) [Inter-American Court of Human Rights Advisory Opinion AO-32/25 of May 29, 2025 requested by the Republic of Chile and the Republic of Colombia Climate emergency and human rights \(« Avis consultatif de la Cour interaméricaine des droits de l'homme AO-32/25 du 29 mai 2025, émis à la demande de la République du Chili et de la République de Colombie, Urgence climatique et droits de l'homme »\)](#).

LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES POUR UNE JUSTICE ÉCONOMIQUE ET CLIMATIQUE FÉMINISTE

Tout au long de l'année 2025, nous avons assisté à un recul manifeste du multilatéralisme, façonné par la progression des agendas politiques de droite dans le Nord global et par l'érosion, voire l'abandon explicite, des normes historiquement dominantes de coopération à l'échelle mondiale. Cela s'est notamment traduit par le retrait des États-Unis d'organisations et de traités internationaux jugés contraires à leurs intérêts (voir le chapitre consacré à la **fiscalité**), ainsi que par le mépris du régime de libre-échange prétendument fondé sur des règles, à travers des droits de douane sélectifs utilisés destinés à sanctionner aussi bien des adversaires politiques que des alliés de longue date (voir le chapitre consacré au **commerce**). Ce phénomène ne se limite toutefois pas aux États-Unis : plusieurs pays européens ont réduit leur budget d'aide et accordé une place accrue à « sécurité nationale » et à la militarisation. Alors que les nations les plus riches du monde continuent de concentrer les richesses entre les mains d'oligarques et d'augmenter les dépenses militaires tout en se désengageant du financement public international, nous soulignons la nécessité urgente de transformer les systèmes inéquitables d'aide, de commerce, de dette et de fiscalité afin que le Sud global puisse retrouver une trajectoire de souveraineté économique et se libérer des impératifs extractivistes qui alimentent partout les injustices de genre.

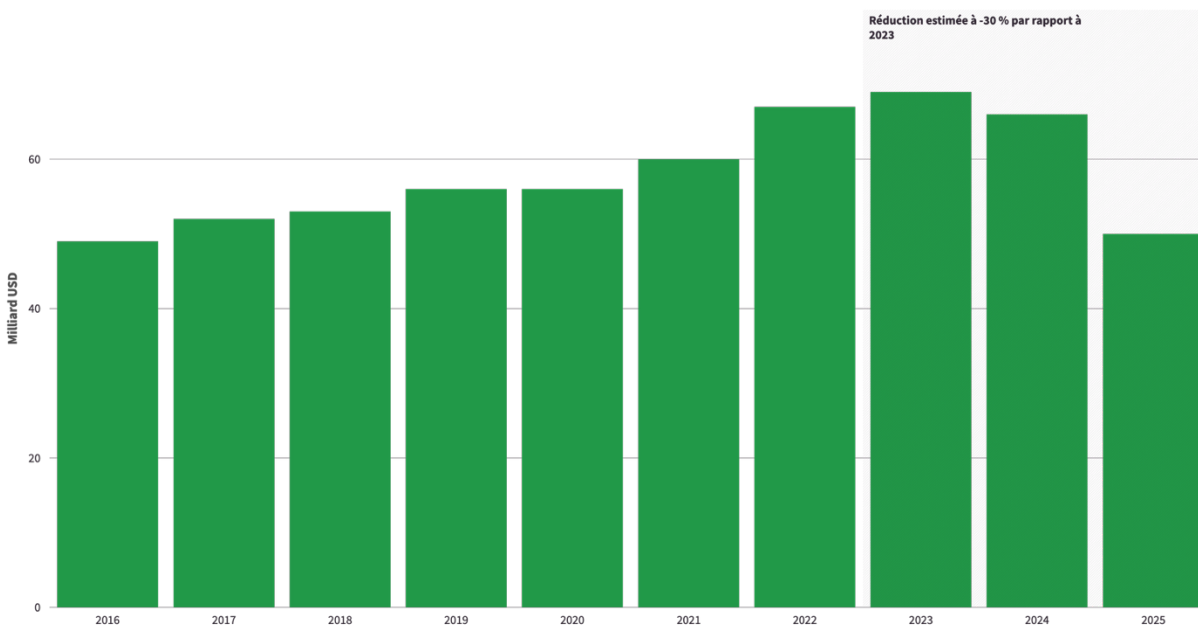


Militants à la COP28, Dubai (Konrad Skotnicki)

Crise du multilatéralisme : militarisation, rétrécissement de l'espace civique, insuffisance des financements et obstruction politique sous l'égide de l'ONU

Sur le plan structurel, le système des Nations unies demeure chroniquement sous-financé par ses États membres, ce qui entrave gravement sa capacité à assumer ses mandats en matière de développement, d'égalité des sexes et d'action climatique, ou à défendre le multilatéralisme en s'opposant aux violations flagrantes du droit international. Les projections les plus récentes montrent que **les ressources de l'ONU auraient diminué de 30 % entre 2023 et 2025, passant de 69 à 50 milliards de dollars, pour atteindre un niveau de dépenses comparable à celui observé il y a près de dix ans, en 2016.**⁷ Plutôt que d'inverser cette tendance, le programme de réforme « UN80 » lancé par le Secrétaire général des Nations unies en mars 2025 s'est concentré sur des politiques d'austérité : suppressions de postes, fusions de fonctions et réduction des capacités au sein de multiples entités onusiennes. Ces orientations ont suscité une vive contestation en interne, notamment de la part du Haut-Commissaire aux droits de l'homme, qui a dénoncé le contraste saisissant entre les coupes imposées à l'ONU et le financement croissant des mouvements opposés aux droits humains et à l'égalité de genre ainsi que leur expansion.⁸

En 2025, les ressources de l'ensemble du système des Nations Unies devraient diminuer de près de 30 % par rapport à 2023, pour revenir à des niveaux qui n'avaient plus été observés depuis dix ans.



Source: Briefing aux États membres sur l'ONU80 (2025)

⁷ Dag Hammarskjöld Foundation (2025) [Financing the UN Development System: Managing Unprecedented Times](#) (« Financement du système de développement des Nations unies : Comment faire face à un contexte sans précédent »); ONU (2025) [Briefing to Member States on UN80](#) (« Briefing aux États membres sur l'ONU80 »).

⁸ ONU (2025) [UN80 Initiative Shifting Paradigms: United to Deliver](#) (« Initiative ONU80, Changement de paradigmes : agir collectivement »); Michelle Langrand (2025) [UN human rights branch 'in survival mode' as funding dries up](#) (« La branche des droits de l'homme de l'ONU "en mode survie" alors que le financement se tarit »), Geneva Solutions.

Cependant, les échecs de l'ONU ne s'expliquent pas seulement par le manque de ressources : elles sont aussi le résultat de choix politiques délibérés, incarnés de façon criante par le Conseil de sécurité, profondément antidémocratique. En novembre 2025, celui-ci a entériné le prétendu « plan de paix » proposé par les États-Unis pour Gaza, après des années de passivité face au génocide commis par Israël en Palestine et des décennies de violence structurelle découlant du partage colonial de la Palestine imposé sous l'égide de l'ONU en 1947. Cette résolution place de facto Gaza sous l'autorité d'une organisation et d'une force de sécurité dirigées par les États-Unis, qui travailleront en étroite coordination avec le gouvernement israélien.⁹ Loin de promouvoir le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, cette décision met en exergue l'urgence des revendications portées de longue date par les pays du Sud global en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité, incluant l'abolition du droit de veto des cinq membres permanents et l'élargissement de la représentation du Sud global au sein de l'organe composé de quinze membres.¹⁰

Avec la progression électorale des forces de droite dans le Nord global, **les négociations multilatérales se tiennent de plus en plus dans des contextes où les gouvernements et la société civile du Sud global sont exclus par des régimes de visas restrictifs et des formes manifestes de discrimination politique.** En 2025, des délégué·e·s ont rencontré des obstacles pour participer à l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) à New York, aux négociations de la CCNUCC à Bonn (Allemagne) et à la Conférence sur le financement du développement à Séville (Espagne), malgré la vocation démocratique de ces forums de discussion portant sur des enjeux d'intérêt mondial commun.¹¹ **En septembre 2025, les États-Unis ont en effet refusé des visas à l'ensemble de la délégation palestinienne souhaitant participer à l'AGNU.**¹² Par ailleurs, à la suite de leur prise de la présidence du G20 en novembre 2025, ils ont annoncé l'exclusion de l'Afrique du Sud au profit de la Pologne, invoquant une théorie conspirationniste d'extrême droite sans fondement, alléguant l'existence d'un « génocide blanc ».¹³ Cette décision n'a donné lieu à aucune condamnation publique de la part des autres membres du G20, bien qu'elle constitue une violation manifeste des normes multilatérales.

Les négociations climatiques menées sous l'égide de la CCNUCC représentent un autre espace où la militarisation et la sécurisation croissantes restreignent le multilatéralisme et la participation citoyenne, touchant de manière disproportionnée les groupes marginalisés en première ligne des résistances. La COP30 organisée au Brésil devait rompre avec les contextes autoritaires de celles qui se sont tenues entre 2022 et 2024 en Égypte, aux Émirats arabes unis et en Azerbaïdjan, lesquelles

⁹ Conseil de sécurité des Nations Unies (2025) [Résolution 2803 \(2025\)](#) ; Craig Mokhiber (2025) [The UN Embraces Colonialism: Unpacking the Security Council's mandate for the U.S. colonial administration of Gaza](#) (« L'institutionnalisation du colonialisme par l'ONU : analyse du mandat du Conseil de sécurité relatif à une administration américaine de Gaza »), Mondoweiss.

¹⁰ Global Policy Watch (2024) [Global South perspectives on Security Council reform](#) (« Regards du Sud global sur la réforme du Conseil de sécurité »).

¹¹ Lin Taylor (2025) [Tighter borders bar poor nations from summits - on poor nations](#) (« Le durcissement des frontières empêche les nations pauvres de participer aux sommets, censés leur être consacrés »), Context : Thomson Reuters Foundation ; APWLD (2025) [Financing for Development for Whom? FfD4 preaches development but reeks of privilege and repression](#) (« Le financement du développement pour qui ? Derrière le discours de la FfD4, privilèges et répression »).

¹² Patrick Wintour (2025) [US visa refusal for Palestinian delegation prompts calls to move UN meeting to Geneva](#) (« Le refus des États-Unis d'accorder des visas à la délégation palestinienne relance le débat sur la tenue de la réunion de l'ONU à Genève »), The Guardian.

¹³ Allison Griner (2025) [Trump yanks G20 invitation from South Africa over false genocide claims](#) (« Trump retire l'invitation de l'Afrique du Sud au G20 sur fond d'accusations mensongères de génocide »), Al Jazeera.

ont été marquées par une forte présence policière et des arrestations d'activistes limitant l'action collective.¹⁴ Si des milliers de personnes se sont mobilisées dans les rues de Belém pendant la COP30 pour exiger la justice écologique, ces espaces d'expression sont restés particulièrement précaires. Le 11 novembre 2025, alors que des manifestations menées par des peuples autochtones entraient dans l'enceinte de la COP30, le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Simon Stiell, a exigé un renforcement sécuritaire visant à disperser les disperser. Les acteurs de la société civile ont dénoncé cette décision, car elle crée un précédent dangereux en normalisant des réponses sécuritaires disproportionnées face à des manifestations pacifiques au sein même de la CCNUCC,¹⁵ en particulier au détriment des peuples autochtones, déjà exposés à des violences et à des intimidations en tant que défenseur·e-s de l'environnement. La tenue de la prochaine COP en Türkiye en novembre 2026 laisse présager la poursuite de cette tendance à la militarisation.

Les résultats des négociations des COP témoignent de l'incapacité persistante du cadre actuel à faire progresser la justice écologique, tant il est paralysé par l'obstruction politique des pays les plus riches et les plus pollueurs. Certes, les féministes ont pu célébrer d'importantes victoires lors de la COP30, notamment le Plan d'action de Belém pour l'égalité de genre (GAP) et le Mécanisme pour une transition juste, qui posent des bases essentielles pour une action climatique transformatrice, fondée sur les droits humains et centrée sur les communautés.¹⁶ Cependant, ces progrès restent fragiles. **La décision finale de la COP n'a prévu aucun engagement financier de la part des pays développés**, aucune stratégie pour atteindre le Nouvel objectif collectif chiffré en matière de financement climatique, pourtant déjà largement insuffisant. Cette défaillance compromet directement la mise en œuvre du GAP et du Mécanisme pour une transition juste (voir le chapitre consacré au **financement climatique**). **Enfin, malgré l'appel de plus de 80 États en faveur d'un plan de sortie progressive des énergies fossiles, la déclaration finale n'y fait aucune référence, ce qui restreint fortement les possibilités d'une transition ancrée dans les droits humains.**¹⁷

La quatrième Conférence sur le financement pour le développement : un nouvel échec dans la transformation de la gouvernance économique mondiale

La quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4), très attendue, s'est tenue en juillet 2025, dix ans après celle de 2015 qui avait abouti au Programme d'action d'Addis-Abeba. Pour les féministes et les défenseur·e-s de la justice économique, la FfD4 constituait une véritable opportunité pour transformer en profondeur l'architecture financière mondiale et

¹⁴ Amnesty International (2022) [Égypte : Les arrestations liées aux appels à manifester durant la COP27 soulignent la réalité de la crise des droits humains](#) ; Ruth Michaelson (2023) [COP28 officials fail to clarify if protesters are safe to protest in Dubai \(« Les responsables de la COP28 ne parviennent pas à clarifier si les manifestants peuvent protester en toute sécurité à Dubaï »\)](#), The Guardian ; Jaxx Artz (2024) [COP29: A Growing Crackdown on Civic Space Restricts Future Climate Negotiations \(« COP29 : Une répression de plus en plus marquée de l'espace civique freine les futures négociations climatiques »\)](#), Global Citizen.

¹⁵ Human Rights & Climate Change Working Group (2025) [Urgent Appeal to Reverse Harmful UNFCCC Communication Endangering Indigenous Peoples and Protest Rights \(« Une communication controversée de la CCNUCC menace les peuples autochtones et le droit de protester : appel urgent à son retrait »\)](#).

¹⁶ WEDO (2025) [Belém: Feminist power delivered — but the process failed to meet the moment \(« Belém : la force du féminisme a produit des résultats, mais le processus n'a pas été à la hauteur des enjeux »\)](#).

¹⁷ Fiona Harvey et Jonathan Watts (2025) [More than 80 countries at Cop30 join call for roadmap to fossil fuel phase-out \(« À la COP30, plus de 80 pays ont uni leurs voix pour exiger une feuille de route claire vers la sortie des énergies fossiles »\)](#), The Guardian.

obtenir des engagements concrets en faveur de l'égalité de genre. Organisée sous l'égide des Nations Unies, la FfD4 devait, en théorie, offrir un cadre plus démocratique et inclusif que d'autres instances internationales comme le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, le G20 ou le G7. Pourtant, des négociations opaques et un document final vide de substance ont fait de la FfD4 une occasion manquée, soulignant l'urgence d'un véritable changement systémique de la gouvernance économique mondiale.¹⁸



Les féministes et la société civile manifestent pendant la quatrième Conférence sur le financement du développement (Mouvement MENAFem)

Lors des négociations sur le document final de la FfD4, les gouvernements du Sud global, notamment des groupes de négociation tels que le Groupe africain et l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), ont demandé des changements systémiques afin de remédier aux inégalités structurelles qui sous-tendent la gouvernance du FMI et de la Banque mondiale, la dette souveraine, les agences de notation de crédit, les droits de tirage spéciaux et le financement du développement, conformément aux revendications de longue date des mouvements pour la justice et de la société civile.¹⁹ En réponse, les pays du Nord global ont éludé toute réforme de fond, se limitant à des ajustements marginaux sous couvert d'éviter la duplication des initiatives existantes, perpétuant ainsi les déséquilibres actuels.²⁰

Les demandes les plus structurantes et porteuses de changement ont été soit supprimées, soit fortement édulcorées dans le texte final, en grande partie sous l'influence des pays du Nord global, dont le Royaume-Uni et l'Union européenne. Le document, négocié à huis clos sans

¹⁸ Grace Arina (2025) [Feminist Reflections on the Fourth International Conference on Financing for Development \(« Regards féministes sur la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement »\)](#), MENAFem.

¹⁹ AFRODAD (2025) [Appel à un document final ambitieux pour la quatrième réunion de financement à Séville, en Espagne, afin de résoudre la crise de la dette africaines](#) ; FfD4 Civil Society Forum (2025) [Déclaration from the FfD4 Civil Society Forum \(« Déclaration du Forum de la société civile de la FfD4 »\)](#).

²⁰ Maria Jose Romero et Jean Saldanha (2025) [Fourth International Conference on Financing for Development exposes continued lack of commitment to address systemic issues \(« La quatrième Conférence internationale sur le financement du développement met en évidence le manque persistant d'engagement pour s'attaquer aux problèmes systémiques »\)](#) Bretton Woods Project ; AFRODAD (2025) [Appel à un document final ambitieux pour la quatrième réunion de financement à Séville, en Espagne, afin de résoudre la crise de la dette africaines](#).

aucune transparence, a été publié dès juin 2025 sous le titre *Compromiso de Sevilla*, avant même l'ouverture de la conférence.²¹ Les appels à l'action qui y figurent sont largement insuffisants : ils se limitent à inviter les États à « rendre compte des progrès » ou à « approfondir les discussions », sans engagements juridiquement contraignants, tout en s'appuyant massivement sur le financement privé.²² Cette orientation reflète également la marginalisation de la société civile au sein du Forum, où **les délégué·e·s du secteur privé, représentant 40 % des participant·e·s, étaient six fois plus nombreux·ses que les représentant·e·s de la société civile.**²³

*Pour en savoir plus sur les résultats de la quatrième Conférence sur le financement du développement, notamment la plateforme des emprunteurs et le Forum de Séville sur la dette, consulter le chapitre consacré à la **dette**.*

PLEINS FEUX SUR LE MILITANTISME INTERNATIONAL

Groupe d'experts de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU sur l'« au-delà du PIB »

Les appels à dépasser le PIB s'enracinent dans une longue histoire de luttes politiques et de savoirs anticapitalistes. Depuis des décennies, les universitaires écoféministes et du Sud global, nourri·e·s notamment par les théories de l'échange inégal, de la dépendance et du découplage, dénoncent un paradigme économique obsédé par la croissance, générateur d'injustices structurelles et de destruction écologique. Plus récemment, les mouvements de la décroissance et les travaux émergents en économie écologique et hétérodoxe ont ravivé ce débat et renforcé le sentiment d'urgence. À l'image des écoféministes et des intellectuel·le·s du Sud, ces approches identifient le Nord global comme le principal terrain où doit s'opérer la rupture avec le modèle productiviste. La décroissance appelle explicitement à réduire les secteurs et activités économiques les plus dommageables. Si certaines économistes féministes ont souligné les angles morts de ce courant, notamment en ce qui concerne les structures du capitalisme, sa reconnaissance grandissante ouvre une fenêtre politique essentielle pour intégrer des principes écoféministes dans les politiques macroéconomiques et engager une transformation profonde des indicateurs de prospérité, au-delà du PIB.²⁴

Dans un contexte marqué par des décennies de mobilisations au sein de l'ONU pour imposer des systèmes de mesure alternatifs au PIB, **le Secrétaire général des Nations Unies a nommé en mai 2025 un Groupe d'experts de haut niveau chargé de proposer sur d'autres manières de mesurer le progrès.** Cette initiative fait suite à l'appel clair des États membres, formulé dans le Pacte pour l'avenir adopté lors du Sommet de l'avenir de l'ONU en 2024, exigeant des indicateurs

²¹ Maria Jose Romero et Jean Saldanha (2025) [Fourth International Conference on Financing for Development exposes continued lack of commitment to address systemic issues](#) (« La quatrième Conférence internationale sur le financement du développement met en évidence le manque persistant d'engagement pour s'attaquer aux problèmes systémiques ») Bretton Woods Project ; AFRODAD (2025) [Appel à un document final ambitieux pour la quatrième réunion de financement à Séville, en Espagne, afin de résoudre la crise de la dette africaines.](#)

²² ONU (2025) [Sevilla Commitment \(« Engagement de Séville »\)](#) ; MENAFem Movement for Economic, Development and Ecological Justice (2025) [Feminists Confront Financing Injustice at FFD4 \(« À la FfD4, les féministes s'attaquent aux injustices du financement »\).](#)

²³ Eurodad (2025) [Our verdict on FfD4: job not yet done \(« Notre verdict sur la FfD4 : le travail est loin d'être terminé »\).](#)

²⁴ Emilia Reyes (2025) [System Change Before Planetary Collapse: A feminist's perspective on ecological justice and macroeconomics \(« Changer le système avant l'effondrement planétaire : une perspective féministe pour une justice écologique et macroéconomique »\).](#) Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN).

rompant avec le PIB comme boussole dominante du développement. Parmi les expert·e·s figurent Joseph E. Stiglitz, critique majeur de la mondialisation, des inégalités et des institutions de Bretton Woods, ainsi que Naila Kabeer, économiste féministe de premier plan, dont les travaux ont mis en lumière les liens entre genre, pauvreté, travail et exclusion sociale.²⁵

Une année marquée par de fortes réductions de l'aide, tandis que les dépenses militaires augmentent

Les pays riches, et les institutions internationales qu'ils contrôlent, affirment régulièrement que les finances publiques sont insuffisantes pour éradiquer la pauvreté, faire face à la crise climatique ou soutenir un développement juste du point de vue du genre. Pourtant, ils choisissent d'augmenter les budgets militaires et de concentrer la richesse au sommet. En 2025, ces priorités se sont traduites par des coupes drastiques dans l'aide internationale, au mépris d'engagements de longue date en matière de financement public mondial. Si le volume de l'aide n'a jamais été à la hauteur des promesses formulées, et que celle-ci est trop souvent assortie de conditionnalités limitant la souveraineté des pays bénéficiaires, elle demeure une obligation envers le Sud global. Les pays donateurs doivent impérativement renouveler leur engagement, car sans aide publique, des millions de personnes risquent de perdre l'accès aux soins, à l'éducation et à d'autres services essentiels.

En 2024, les dépenses militaires mondiales ont augmenté pour la dixième année consécutive, atteignant un niveau record de 2 720 milliards de dollars, soit la plus forte hausse annuelle (9,4 %) depuis la fin de la guerre froide. Israël figure parmi les pays ayant enregistré les hausses les plus brutales, avec une augmentation de 65 % de ses dépenses militaires, alors qu'il poursuivait son génocide à Gaza.²⁶ Cette explosion des budgets militaires profite avant tout aux entreprises d'armement du Nord global : en 2023, 41 entreprises américaines de ce secteur affichaient un chiffre d'affaires cumulé de 317 milliards de dollars.²⁷ Confirmant cette dynamique, en juin 2025, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a plus que doublé ses lignes directrices en matière de dépenses, pressant ses États membres à porter à 5 % la part du produit intérieur brut (PIB) consacrée chaque année au financement des « besoins ayant trait à la défense proprement dite et aux dépenses liées à la défense et à la sécurité au sens large » d'ici 2035.²⁸

²⁵ ONU (2025) [UN Secretary-General appoints High-Level Expert Group on Beyond GDP](#)

(« [Le Secrétaire général de l'ONU nomme un Groupe d'experts de haut niveau sur l'"au-delà du PIB"](#) »).

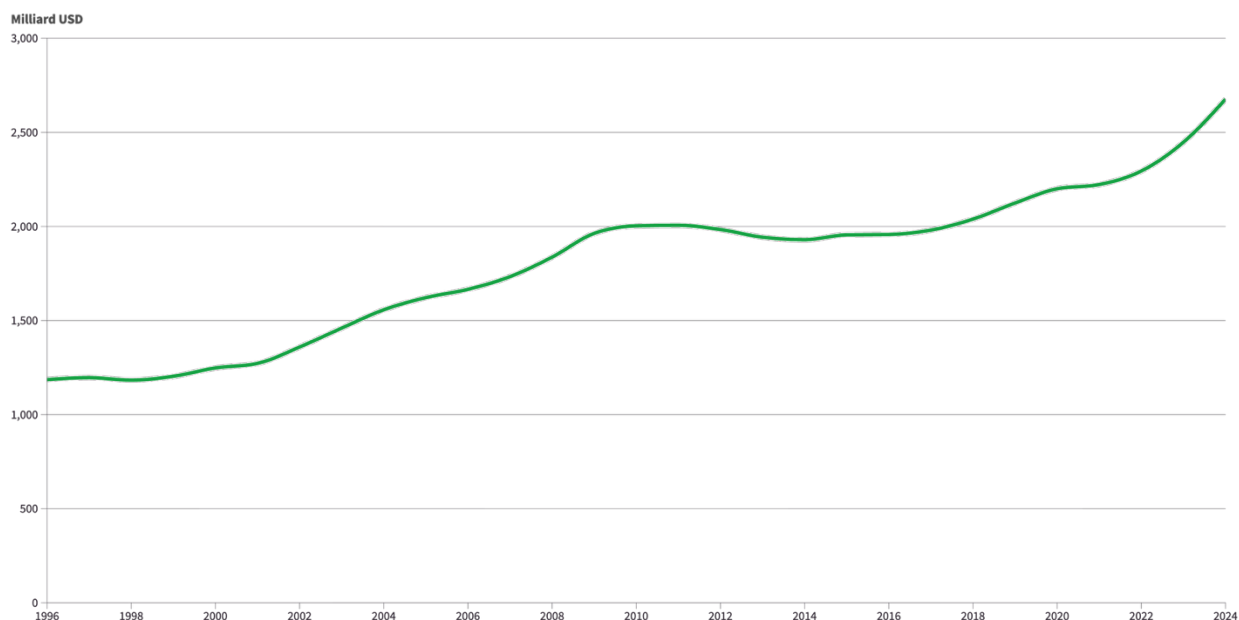
²⁶ Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI - Institut international de recherche sur la paix de Stockholm) (2025) [Unprecedented rise in global military expenditure as European and Middle East spending surges](#) (« [Les dépenses militaires mondiales atteignent un niveau sans précédent, sous l'effet d'une forte hausse en Europe et au Moyen-Orient](#) »).

²⁷ SIPRI (2024). [The SIPRI Top 100 arms-producing and military services companies in the world, 2024](#) (« [Les 100 principales entreprises mondiales de production d'armements et de services militaires selon le classement SIPRI, 2024](#) »).

²⁸ OTAN (2025) [Dépenses de défense et engagement des 5 %](#).

En 2024, les dépenses militaires mondiales ont augmenté pour la dixième année consécutive.

Les dépenses ont atteint un niveau record de 2,72 billions de dollars, soit la plus forte augmentation annuelle (9,4 %) depuis la fin de la guerre froide.



Sources: Dépenses militaires ([SIPRI, 2024](#)); Milex ([SIPRI](#))

L'augmentation des dépenses militaires entraîne des effets directs et profondément néfastes sur l'environnement et la sécurité humaine. **Si les objectifs de l'OTAN sont atteints, les émissions pourraient croître de 132 millions de tonnes d'équivalent CO₂ (tCO₂e)**, soit un volume comparable aux émissions territoriales annuelles du Chili. Chaque tranche additionnelle de 100 milliards de dollars consacrée à la militarisation pourrait entraîner une hausse d'environ 32 millions de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère.²⁹ Même si ces objectifs ne se traduisent pas par un doublement réel des budgets, ils entérinent une vision sécuritaire privilégiant la puissance militaire et la dissuasion, plutôt que sur le multilatéralisme, la réciprocité ou le contrôle des armements. Cette tendance normalise le transfert massif de ressources publiques vers des entreprises qui tirent profit de la guerre, tandis que la paix, le développement et la protection sociale continuent d'être dramatiquement sous-financés.

Austérité de l'aide internationale : qui fait des coupes dans les budgets ?

En 2025, de nombreux pays donateurs membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD), pourtant traditionnellement engagés à financer l'Aide publique au développement (APD) apportée aux pays en développement, ont annoncé des réductions de leur aide publique. Les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Canada, la France, la Suisse, la Suède, la Belgique et l'Irlande font partie des pays qui réduisent leur contribution.³⁰ **Après une baisse pour la première fois en**

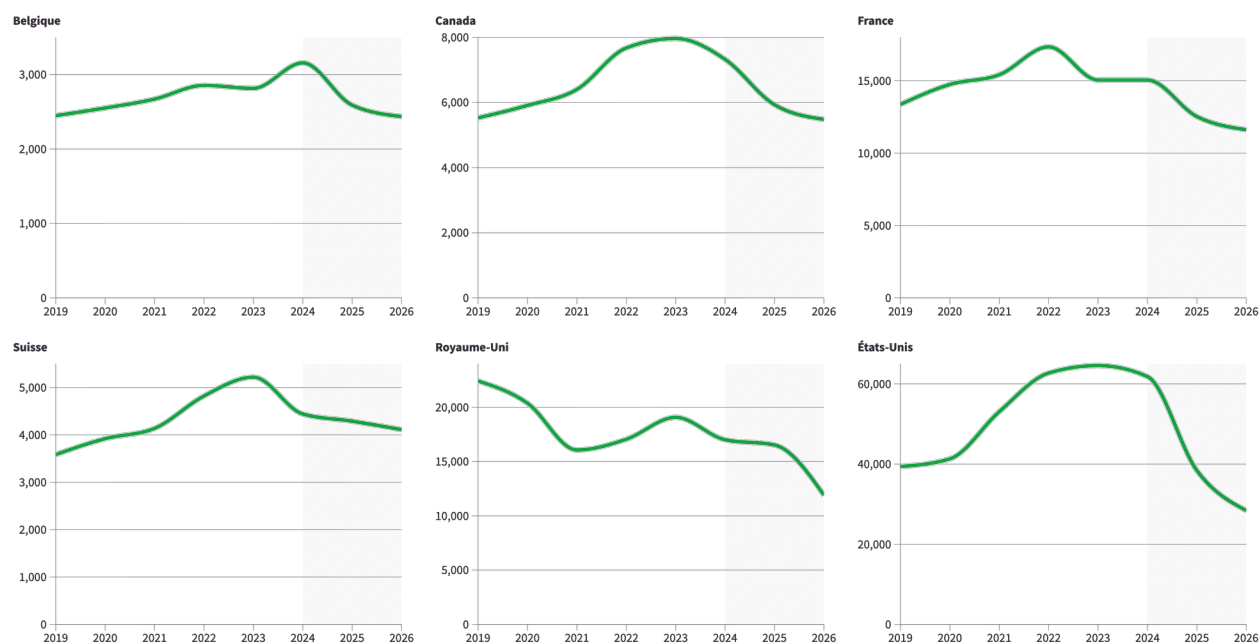
²⁹ Stuart Parkinson (2025) [Military spending rises and greenhouse gas emissions: what does the research say?](#) (« Hausse des dépenses militaires et émissions de gaz à effet de serre : que disent les recherches ? »), Scientists for Global Responsibility.

³⁰ Sam Huckstep, Laura Granito, Sara Casadevall Bellés and Lee Crawford (2025) [Charting the Fallout of Aid Cuts: Which Countries Will be Hit Hardest, as Multiple Donors Cut Budgets?](#) (« Cartographier les conséquences des coupes dans l'aide :

six ans en 2024 (-7,1 %), l'aide devrait encore chuter de 9 à 17 % en 2025. En 2024, seuls quatre pays ont respecté l'engagement international minimal de consacrer 0,7 % de leur revenu national à l'APD : la Norvège, le Luxembourg, la Suède et le Danemark.³¹ **Dans l'ensemble, le G7, qui regroupe les pays les plus riches du monde, s'apprête à enregistrer la plus forte réduction de son aide depuis sa création en 1975, avec une baisse de 28 % entre 2024 et 2026.**³²

Le financement du développement a diminué en 2024 et devrait encore baisser en 2025.

Après avoir enregistré une baisse pour la première fois en six ans en 2024 (baisse de 7,1 %), l'APD devrait encore reculer de 9 à 17 % en 2025.



Note: La dernière année pour laquelle des données sont disponibles est 2024. Les données pour 2025 et 2026 sont basées sur les projections de The Donor Tracker.

Sources: Sam Huckstep et al (2025); The Donor Tracker (2025)

La spirale du recul de l'aide internationale a été largement enclenchée par la décision du président américain Donald Trump de démanteler l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) dès son premier jour de mandat en 2025.³³ Cette décision entraîne **une réduction massive de 56 % de l'aide publique au développement des États-Unis entre 2023 et 2026**, ainsi que le licenciement de plus de 10 000 employé-e-s de l'USAID et de dizaines de milliers de personnes travaillant dans des organisations auparavant financées par l'agence.³⁴ Ce tournant

[quels pays seront les plus durement touchés par les réductions budgétaires de plusieurs donateurs ?](#) », Center for Global Development.

³¹ OCDE (2025) [Réductions de l'aide publique au développement : Projections de l'OCDE pour 2025 et à court terme](#).

³² Oxfam (2025) [Biggest-ever aid cut by G7 countries a death sentence for millions of people \(« Coupes historiques de l'aide par le G7 : une condamnation à mort pour des millions de personnes »\)](#).

³³ Charles Kenny (2025) [The USAID Shutdown: Where Next? \(« Démantèlement de l'USAID : quelles perspectives ? »\)](#), Center for Global Development.

³⁴ Elissa Miolene (2025) [Devex Newswire: USAID's 'final mission' has just ended. Now what? \(« Devex Newswire : la "mission finale" de l'USAID vient de s'achever. Et maintenant ? »\)](#), Devex.

marque une rupture profonde : l'aide est de plus en plus conçue comme un outil de rendement financier ou d'influence géopolitique, au détriment de sa mission première. En s'appuyant davantage sur le secteur privé, les gouvernements donateurs se détournent de leurs engagements en matière de financement public international pour le développement, l'aide humanitaire et l'action climatique.

Même des pays ayant solennellement promis de préserver l'aide humanitaire ont manqué à leur parole. Le Royaume-Uni, par exemple, avait affirmé que ses coupes budgétaires n'affecteraient pas la Palestine et le Soudan.³⁵ Pourtant, son budget d'aide pour 2024/2025 fait apparaître une réduction de 21 % pour la Palestine et de 18 % pour le Soudan par rapport à l'année précédente. Cette situation est d'autant plus scandaleuse que le gouvernement britannique a lui-même reconnu que des ressources initialement destinées à l'aide humanitaire seraient réaffectées à l'augmentation des dépenses militaires.³⁶

L'austérité de l'aide renforce les inégalités pour les populations en première ligne des injustices

L'austérité de l'aide frappe en priorité les pays déjà classés comme les moins avancés, vulnérables au climat ou touchés par des situations de fragilité et de conflit. **En Afrique subsaharienne par exemple, les réductions prévues, comprises entre 16 % et 28 %, dépassent largement la moyenne mondiale.**³⁷ Par ailleurs, en supposant une répartition proportionnelle des compressions budgétaires, l'Éthiopie, la Jordanie, l'Afghanistan et la République démocratique du Congo (RDC) devraient subir les baisses les plus significatives en valeur absolue, tandis que la Micronésie, la Somalie, l'Afghanistan et la République centrafricaine enregistraient les pertes les plus élevées d'aide publique au développement (APD) en proportion de leur revenu national brut (RNB). Le Lesotho devrait être le pays le plus touché, avec une baisse estimée à 52 % de son APD.³⁸

Bon nombre de ces pays font face à une succession de chocs politiques et économiques. En 2025, les droits de douane imposés par les États-Unis ont porté un coup supplémentaire, notamment au Lesotho, initialement menacé par un tarif de douanier 50 %. Avant même la suspension de cette mesure, les perturbations de la demande ont provoqué des licenciements massifs et la fermeture d'usines dans le secteur du textile, aggravant une situation déjà fragilisée par les restrictions des financements de l'aide.³⁹ Pris ensemble, l'augmentation des dépenses militaires, les mesures commerciales punitives, l'accaparement des richesses par la classe milliardaire et les réductions drastiques dans l'aide internationale contribuent à accentuer les inégalités structurelles et la précarité économique à l'échelle mondiale.

³⁵ Middle East Monitor (2025) [UK defends aid cuts, vows to protect key projects in Ukraine, Gaza and Sudan \(« Aide internationale : Londres défend ses coupes tout en promettant de protéger des projets en Ukraine, à Gaza et au Soudan »\)](#).

³⁶ Philip Loft et Philip Brien (2025) [UK to reduce aid to 0.3 % of gross national income from 2027 \(« Le Royaume-Uni réduira son aide à 0,3 % du revenu national brut dès 2027 »\)](#), House of Commons Library.

³⁷ OCDE (2025) [Réductions de l'aide publique au développement : Projections de l'OCDE pour 2025 et à court terme](#).

³⁸ Sam Huckstep, Laura Granito, Sara Casadevall Bellés et Lee Crawford (2025) [Charting the Fallout of Aid Cuts: Which Countries Will be Hit Hardest, as Multiple Donors Cut Budgets? \(« Cartographe des conséquences des coupes dans l'aide : quels pays seront les plus durement touchés par les réductions budgétaires de plusieurs donateurs ? »\)](#), Center for Global Development.

³⁹ John Eligon (2025) [How the Threat of Trump's Highest Tariff Derailed an African Nation \(« La menace des tarifs douaniers de Trump plonge un pays africain dans la crise »\)](#), The New York Times.

Les baisses drastiques des financements menacent de réduire à néant des décennies de progrès en matière de santé et de bien-être de manière générale. **Dans 28 pays, l'aide sanitaire des États-Unis représente au moins un quart des dépenses nationales de santé, alors que plus de 60 % d'entre eux sont déjà en situation de surendettement ou à haut risque.**⁴⁰ Dans ce contexte de contraintes budgétaires, la suppression soudaine de l'aide à la santé obligera les gouvernements à réduire des services essentiels, avec des effets particulièrement néfastes pour les femmes, les filles et d'autres groupes marginalisés. Une analyse publiée dans *The Lancet* estime que la contraction de l'aide américaine pourrait, à elle seule, entraîner d'ici 2030 jusqu'à 14 millions de décès qui auraient pu être évités.⁴¹

Les organisations de défense des droits des femmes (ODF), et par extension les femmes et les filles qu'elles soutiennent, ont été particulièrement touchées par la suspension brutale de l'aide.⁴² Selon ONU Femmes, 89 % des ODF interrogées (en juin/juillet 2025) signalent une chute drastique de l'accès des femmes et des filles aux services de lutte contre les violences sexuelles et sexistes, **et seules 5 % estiment pouvoir maintenir leurs activités au-delà de deux ans si les conditions de financement actuelles persistent.**⁴³ Dans le bloc des États arabes de l'ONU, 82 % des ODF ont dû licencier du personnel travaillant sur la prévention et la prise en charge des violences sexuelles et sexistes, les moyens de subsistance, la santé sexuelle et d'autres domaines.⁴⁴ La réduction de l'aide américaine s'est traduite par la fermeture de nombreux programmes vitaux : réduction des services pour les survivant·e·s de violences sexuelles et les personnes atteintes du VIH au Guatemala, en Haïti et en Afrique du Sud, et fermeture de plus de la moitié des centres communautaires pour les migrant·e·s et les personnes déplacées en Afghanistan.⁴⁵

⁴⁰ ONE Data (2025) [Many debt distressed countries are highly exposed to US aid cuts](#) (« De nombreux pays confrontés à une grave crise de la dette sont fortement exposés aux réductions de l'aide des États-Unis »).

⁴¹ Daniella Medeiros Cavalcanti et al. (2025) [Evaluating the impact of two decades of USAID interventions and projecting the effects of defunding on mortality up to 2030: a retrospective impact evaluation and forecasting analysis](#) (« Analyse rétrospective de l'impact des interventions de l'USAID et modélisation des conséquences du désengagement financier sur la mortalité jusqu'en 2030 »), *The Lancet*.

⁴² Réseau humanitaire féministe (2025) [Feminist Humanitarian Action: Still Holding the Line](#) (« Action humanitaire féministe : tenir bon malgré les crises »).

⁴³ ONU Femmes (2025) [At risk and underfunded: How funding cuts are threatening efforts to end violence against women and girls](#) (« En danger et sous-financées : comment les coupes budgétaires menacent les efforts visant à mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles »).

⁴⁴ Regional Gender in Humanitarian Action Working Group for the Arab States and MENA (2025) [Advocacy Note — Four Ways to Support Women's Organizations in the Arab States Amid Widespread Funding Cuts](#) (« Note de plaidoyer — Quatre façons de soutenir les organisations de femmes dans les États arabes en période de fortes réductions de financement »).

⁴⁵ Amnesty International (2025) [Amnesty International met en garde contre les conséquences dévastatrices de la réduction brutale par les États-Unis de l'aide internationale, qui menace les droits humains dans le monde entier](#).

LA DETTE

La crise de la dette atteint un niveau critique dans le Sud global. Les pays y empruntent à des coûts bien plus élevés que ceux du Nord, tandis que les réponses politiques continuent de privilégier le remboursement des créanciers au détriment de la justice sociale et économique. Ce modèle fait peser un fardeau disproportionné sur les groupes marginalisés, en particulier les femmes et les personnes issues de la diversité sexuelle et de genre. **La dette publique du Sud global augmente deux fois plus rapidement que celle du Nord, et les paiements d'intérêts ont atteint un niveau record de 921 milliards de dollars en 2024, dépassant les dépenses consacrées à la santé et à l'éducation.**⁴⁶ En Afrique subsaharienne, 58 % des recettes publiques servent à payer la dette, contre 45 % en Asie et 40 % en Amérique latine et dans les Caraïbes.⁴⁷ Dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord (MENA), le poids des remboursements aux institutions financières internationales est supérieur à la moyenne mondiale et représente une part significative du service total de la dette.⁴⁸ Dans de nombreux pays du Sud global, les gouvernements transfèrent davantage de ressources aux créanciers sous forme de paiement au titre de la dette et de surtaxes qu'ils n'en reçoivent en nouveaux financements, ce qui réduit fortement l'espace budgétaire disponible pour les dépenses publiques en faveur de l'égalité de genre, des services publics et de l'action climatique, tout en renforçant la dépendance à l'égard des industries extractives pour obtenir les devises nécessaires au remboursement de la dette.⁴⁹

Afin de reconnaître l'exigence de réparation liée à la dette incalculable contractée par le Nord global envers le Sud global et forgée par des siècles de colonisation, d'impérialisme et de destruction écologique, l'Union africaine a proclamé 2025 « Année de la justice pour les Africain·e·s et les personnes d'ascendance africaine par les réparations ». ⁵⁰ Pour que cette déclaration se traduise en changements concrets, le Sud global a besoin d'une véritable annulation de la dette, et non de réformes marginales, d'engagements vagues ou de promesses de « mobilisation du capital privé ».

Crise de la dette : l'endettement croissant du Sud global au profit du Nord global

En 2024, la dette publique mondiale a atteint un niveau record de 102 000 milliards de dollars. Si la majeure partie de celle-ci est contractée par les pays du Nord global, le Sud global fait face à des coûts d'emprunt nettement supérieurs, ce qui réduit drastiquement son espace budgétaire et l'expose bien davantage aux chocs externes et aux conditionnalités que le Nord global.⁵¹ Les pays riches — Royaume-Uni, Japon, Canada, États-Unis — peuvent supporter des niveaux élevés de dette extérieure supérieurs, au-delà des seuils critiques, car ils en remboursent tout ou partie dans leur propre monnaie. Cette situation les dispense de générer des recettes d'exportation pour assurer le service de la dette, les protège en grande partie de la volatilité des taux de change et leur confère

⁴⁶ CNUCED (2025) [Un monde de dettes 2025](#).

⁴⁷ Debt Service Watch (2025) [Debt and Development Crisis Worsens: Relief essential to save millions of lives \(« Crise de la dette et du développement : la situation empire, l'allègement devient vital pour des millions de personnes »\)](#).

⁴⁸ Shady Hassan (2025) [The IMF & World Bank's Grip on MENA \(« L'emprise du FMI et de la Banque mondiale sur la région MENA »\)](#). MENAFem Movement for Economic Development and Ecological Justice.

⁴⁹ CNUCED (2025) [Un monde de dettes 2025](#) ; Tess Woolfenden (2025) [The debt-fossil fuel trap: Why debt is a barrier to fossil fuel phase-out and what we can do about it \(« Le piège de la dette et des énergies fossiles : Pourquoi la dette constitue un obstacle à la sortie des énergies fossiles et comment y remédier »\)](#), Debt Justice.

⁵⁰ African Union (2025) [AU Theme of the Year 2025 \(« Thème de l'année 2025 de l'Union africaine »\)](#).

⁵¹ CNUCED (2025) [Un monde de dettes 2025](#).

une large marge de manœuvre en matière de politique monétaire souveraine pour gérer le refinancement. Le Sud global, en revanche, est piégé par un système où près de 90 % de sa dette extérieure est libellée en devises étrangères, principalement en dollars américains.⁵² **Cette dépendance entraîne des coûts d'emprunt bien plus élevés — en Afrique, plus de trois fois supérieurs à ceux des États-Unis.**⁵³



Manifestation de la société civile lors des réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI à Marrakech, octobre 2023 (ZUMA Press Wire pour Glasgow Actions Team)

Il est indispensable de comprendre qui détient réellement la dette des pays du Sud global pour envisager des solutions justes de refinancement. Les acteurs du Nord global — notamment certains groupes de réflexion, gouvernements et responsables des institutions financières internationales — qualifient souvent l'expansion des prêts chinois à l'Afrique de « diplomatie du piège de la dette ».⁵⁴ **Si la Chine est effectivement le principal créancier bilatéral, ce discours est exagéré et relève d'une sinophobie structurelle propre à l'impérialisme occidental. Elle détourne l'attention du rôle central joué par les créanciers privés et multilatéraux du Nord, par lesquels transite la majorité des prêts.**⁵⁵

⁵² Kristina Rehbein, Dr. Klaus Schilder & Malina Stutz (2025) [Global Sovereign Debt Monitor 2025 \(« Observatoire mondial de la dette souveraine 2025 »\)](#), erlassjahr.de - Entwicklung braucht Entschuldung e. V. et Bischöfliches Hilfswerk Misereor e. V.

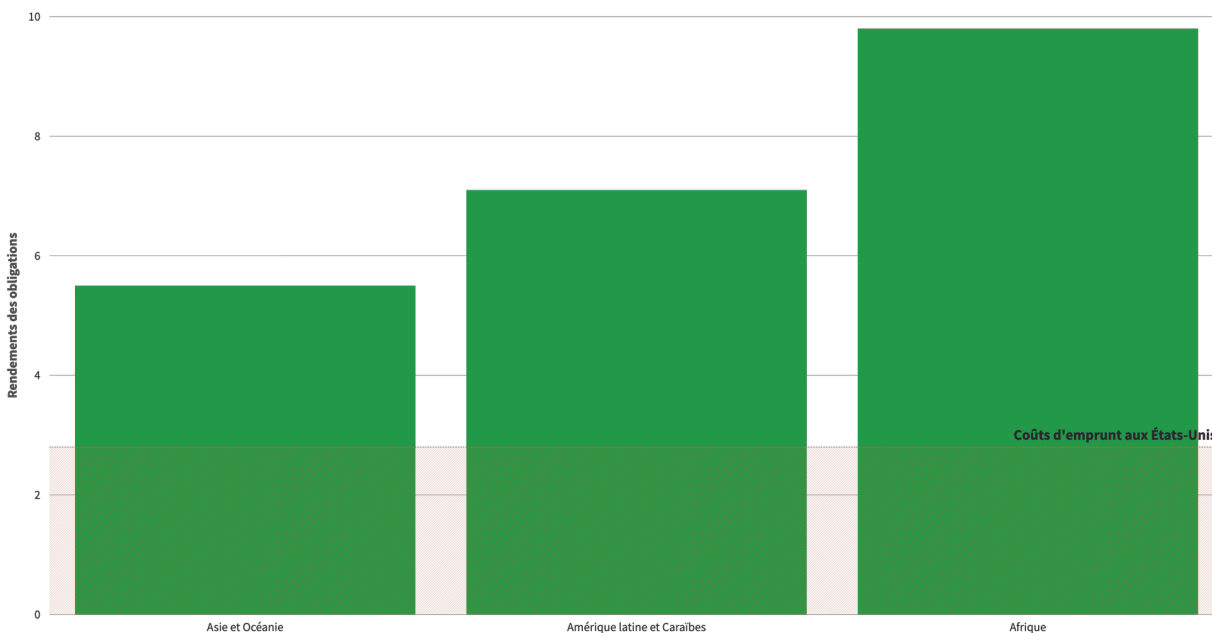
⁵³ CNUCED (2025) [Un monde de dettes 2025](#).

⁵⁴ Heidi Crebo-Rediker (2024) [Navigating the Trade-Offs: IMF, China, and the Financing Dilemma in Low-Income and Emerging Markets \(« Composer avec les arbitrages : Le FMI, la Chine et le dilemme du financement dans les pays à faible revenu et les économies émergentes »\)](#), Council on Foreign Relations ; Daniel F. Runde, Rafael Romeu et Austin Hardman (2024) [Reintroducing Concessional Loans into the Development Toolbox \(« Pour une réintroduction des prêts concessionnels dans les instruments du développement »\)](#), Center for Strategic and International Studies ; Reuters (2024) [Germany's Scholz calls on China to play bigger role in poor nations' debt \(« Dette des pays pauvres : Scholz appelle la Chine à s'engager davantage »\)](#) ; Larry Elliot (2024) [World Bank official calls for shake-up of G20 debt relief scheme \(« Un responsable de la Banque mondiale plaide pour une réforme du dispositif du G20 sur l'allègement de la dette »\)](#), The Guardian.

⁵⁵ Andrew M. Fischer et Servaas Storm (2023) [The Return of Debt Crisis in Developing Countries: Shifting or Maintaining Dominant Development Paradigms? \(« Le retour de la crise de la dette dans les pays en développement : changement ou continuité des modèles dominants ? »\)](#), Development and Change.

La dette en devises étrangères entraîne des coûts d'emprunt élevés dans les pays du Sud

La dette est aggravée par les taux de change et la prédominance du dollar américain.



Note: Les coûts d'emprunt sont illustrés par les rendements obligataires des régions du Sud (basés sur la moyenne des rendements obligataires JPM EMBI Global Diversified par région) par rapport aux États-Unis (rendement obligataire à 10 ans).

Source: CNUCED ([2025](#))

Comme le souligne Debt Justice, entre 2020 et 2025, les prêteurs publics et privés chinois ne détenaient que 13 % de la dette extérieure des pays à faible revenu, contre 39 % pour les créanciers commerciaux, soit trois fois plus,⁵⁶ la grande majorité de ces contrats étant régis par le droit anglais ou américain.⁵⁷ La domination des créanciers privés alourdit les coûts de la dette, accroît les paiements exigés et rend les restructurations toujours plus complexes.⁵⁸ Par ailleurs, sur la même période, les institutions multilatérales détenaient 34 % de la dette des pays à faible revenu, ce qui suscite également des préoccupations, dans la mesure où les gouvernements du Nord s'emploient souvent à exclure ces créances multilatérales des mécanismes de restructuration de la dette.⁵⁹

⁵⁶ Debt Justice (2025) [Lower-income country external debt payments to private lenders are three times higher than to Chinese lenders](#) (« Les pays à faible revenu paient trois fois plus de dettes extérieures aux créanciers privés qu'aux prêteurs chinois »).

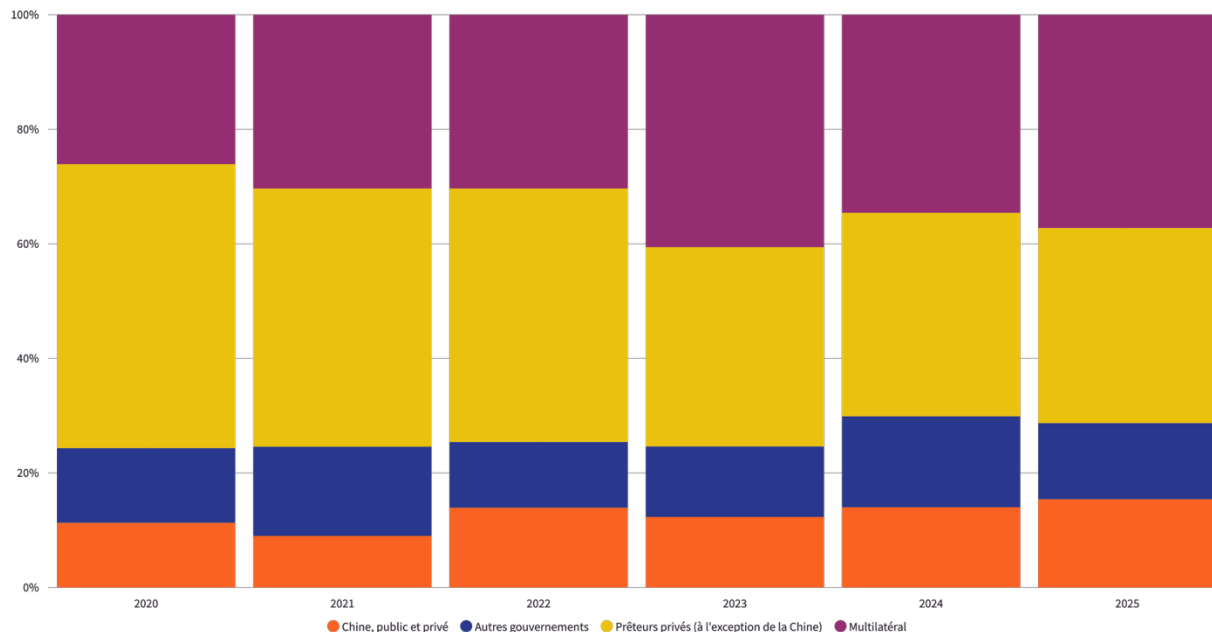
⁵⁷ Debt Justice (2024) [Debt payments for climate vulnerable countries hit highest level since at least 1990](#) (« Les paiements de la dette des pays vulnérables au changement climatique atteignent leur plus haut niveau depuis au moins 1990 »).

⁵⁸ CNUCED (2025) [Un monde de dettes 2025](#).

⁵⁹ Kristina Rehbein, Dr. Klaus Schilder et Malina Stutz (2025) [Global Sovereign Debt Monitor 2025](#) (« Observatoire mondial de la dette souveraine 2025 »), erlassjahr.de - Entwicklung braucht Entschuldung e. V. et Bischöfliches Hilfswerk Misereor e. V.; Debt Justice (2025) [Lower-income country external debt payments to private lenders are three times higher than to Chinese lenders](#) (« Les pays à faible revenu paient trois fois plus de dettes extérieures aux créanciers privés qu'aux prêteurs chinois »).

Le Sud doit la majeure partie de sa dette à des prêteurs privés et multilatéraux basés dans le Nord, et non à la Chine.

Contrairement à ce qu'affirment les discours nordistes, la Chine ne détenait qu'environ 13 % de la dette du Sud entre 2020 et 2025, tandis que les prêteurs commerciaux basés dans le Nord et principalement régis par le droit américain ou britannique détenaient plus de trois fois plus de dette du Sud.



Source: Debt Justice ([August 2025](#))

Le Liban et le Laos figurent parmi les pays les plus durement touchés par cette crise : entre 2025 et 2027, le service de leur dette extérieure absorbera en moyenne plus de 70 % des recettes publiques. Au Liban, plus de 90 % de la dette est contractée auprès de créanciers obligataires privés.⁶⁰ La crise survient alors que le pays fait face à d'importants besoins de reconstruction après la guerre menée par Israël contre le Liban en 2024, laquelle a causé des pertes et des dommages estimés à 14 milliards de dollars.⁶¹ Le conflit a encore fragilisé une économie déjà affaiblie : entre 2019 et 2024, le PIB du Liban a chuté de plus de 38 % et sa monnaie a perdu plus de 98 % de sa valeur, dans un contexte d'hyperinflation consécutive à l'effondrement financier de 2019 et au défaut de paiement souverain de 2020.⁶²

⁶⁰ Kristina Rehbein, Dr. Klaus Schilder et Malina Stutz (2025) [Global Sovereign Debt Monitor 2025](#) (« Observatoire mondial de la dette souveraine 2025 »), erlassjahr.de - Entwicklung braucht Entschuldung e. V. et Bischöfliches Hilfswerk Misereor e. V.

⁶¹ Groupe de la Banque mondiale et CNRS (2025) [Lebanon Rapid Damage and Needs Assessment](#) (« Évaluation rapide des dommages et des besoins au Liban ») (RDNA).

⁶² Groupe de la Banque mondiale (2024) [Lebanon's Economic Contraction Deepens, Highlighting Critical Need for Reforms and Key Investments](#) (« Au Liban, l'effondrement économique se poursuit, révélant l'urgence de réformes structurelles et d'investissements stratégiques ») ; Groupe de la Banque mondiale (2023) [Lebanon Economic Monitor: The Normalization of Crisis is No Road for Stabilization](#) (« Suivi économique du Liban : La normalisation de la crise n'est pas une voie vers la stabilisation ») ; Hossein Cheaito (2025) [Priced Out of Recovery: Lebanon Between War and Reconstruction](#) (« Privé de reprise : le Liban pris en étau entre guerre et reconstruction »), The Tahrir Institute for Middle East Policy.



Mégaprojet de Siemens en Égypte (Adobe Stock)

Égypte : des mégaprojets financés par l'emprunt au service de l'autoritarisme et de l'austérité, au détriment des libertés civiles

Ces dernières années, le poids de la dette de l'Égypte s'est considérablement alourdi. Issu de décennies d'emprunts contractés sous des régimes autoritaires, il alimente depuis longtemps des mobilisations réclamant l'annulation d'une créance considérée comme odieuse et illégitime. **La part des recettes publiques consacrée au remboursement est passée de 5 % en 2015 à plus de 30 % sur la période 2023-2025, reflet d'une trajectoire devenue insoutenable et de conditions de prêt favorables accordées par le FMI et d'autres créanciers.** En 2025, plus d'un tiers des ressources de l'État devait ainsi être absorbé par les échéances, comprimant drastiquement les marges budgétaires pour les politiques sociales.⁶³ L'Égypte est actuellement le deuxième plus grand débiteur du FMI, après l'Argentine, avec une dette en cours supérieure à 7 milliards de dollars.⁶⁴ **En 2024, outre les intérêts, il a versé environ 1,6 milliard de dollars de surtaxes au Fonds — des pénalités imposées aux principaux emprunteurs — soit l'équivalent de 23 % du total des subventions, 55 % des aides alimentaires et près de 60 % des soutiens à l'énergie inscrits au budget de cette année-là.**⁶⁵

Des milliards de dollars de financements extérieurs ont été engagés pour soutenir la série de mégaprojets impulsée par le président Abdel Fattah el-Sissi. Parmi eux figurent une nouvelle capitale administrative estimée à 59 milliards de dollars (avec la plus haute tour d'Afrique et la plus grande cathédrale du Moyen-Orient), un monorail d'environ 1,3 milliard de dollars, une ligne de train à grande vitesse évaluée à 23 milliards, ainsi que divers programmes immobiliers haut de gamme. Très médiatisées, ces initiatives suscitent de vives interrogations quant à leur utilité

⁶³ Tess Woolfenden (2025) [How the global debt system is undermining democracy and fuelling authoritarianism across Global South countries](#) (« Comment le système mondial de la dette fragilise la démocratie et alimente l'autoritarisme dans les pays du Sud global »), Debt Justice and the Institute of Political Economy.

⁶⁴ Ibid.

⁶⁵ Shady Hassan (2025) The IMF & World Bank's Grip on MENA (« L'emprise du FMI et de la Banque mondiale sur la région MENA »), MENAFem Movement for Economic Development and Ecological Justice.

sociale et à leur pertinence économique.⁶⁶ Si les autorités soutiennent qu'elles dynamiseront la croissance, leurs détracteurs estiment qu'elles servent avant tout à consolider le pouvoir en place. Depuis la prise de pouvoir d'el-Sissi en 2013, l'institution militaire s'est imposée comme un acteur central des grands chantiers publics, favorisant l'enrichissement d'entreprises qui lui sont liées. Dans le même temps, les populations urbaines les plus précaires sont repoussées vers les marges des villes, ce qui affaiblit leurs capacités d'organisation et de contestation.⁶⁷

Alors que les autorités égyptiennes multiplient les emprunts extérieurs pour financer des projets de prestige, la population subit une érosion continue des budgets sociaux. Le pays a sollicité le FMI à quatre reprises — en 2016, 2020, 2022 et 2024 — acceptant en contrepartie des programmes d'ajustement marqués par de fortes mesures d'austérité : réduction des subventions, hausse des tarifs des services publics et compression des dépenses consacrées à la santé, à l'éducation et à la protection sociale.⁶⁸ Dans un climat de répression durable sous le régime d'el-Sissi, les voies d'expression des revendications économiques demeurent extrêmement limitées. Les autorités ont criminalisé la contestation, emprisonné des militant·e·s pacifiques et engagé des poursuites contre des manifestant·e·s.⁶⁹

Le Nord global continue de bloquer les transformations de l'architecture mondiale de la dette

Tout au long de l'année 2025, les discussions relatives au document final de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) ont été marquées par des revendications fortes de la société civile et de plusieurs gouvernements du Sud global en faveur de l'ouverture d'un processus intergouvernemental conduisant à une Convention des Nations Unies sur la dette (voir le [Rapport sur les tendances 2023](#) pour plus d'informations). Ces propositions ont cependant été freinées, voire largement édulcorées, par des États du Nord, notamment l'Union européenne, le Japon et le Royaume-Uni.⁷⁰ Un tel cadre offrirait une représentation plus équilibrée des pays débiteurs, contrairement à l'architecture actuelle, largement façonnée par les créanciers. Les féministes soulignent néanmoins que la seule véritable solution transformatrice reste l'annulation complète des dettes du Sud global. En définitive, le texte adopté à l'issue de la FfD4 se contente d'engagements généraux visant à encourager le dialogue avec les créanciers et à promouvoir des principes volontaires relatifs à la dette souveraine.⁷¹ **Parmi les avancées jugées les**

⁶⁶ Tess Woolfenden (2025) [How the global debt system is undermining democracy and fuelling authoritarianism across Global South countries](#) (« Comment le système mondial de la dette fragilise la démocratie et alimente l'autoritarisme dans les pays du Sud global »), Debt Justice and the Institute of Political Economy ; Nosmot Gbadamosi (2025) [Egypt Unveils a New Luxury Megaproject](#) (« L'Égypte dévoile un nouveau mégaprojet de luxe »), Foreign Policy.

⁶⁷ Nosmot Gbadamosi (2025) [Egypt Unveils a New Luxury Megaproject](#) (« L'Égypte dévoile un nouveau mégaprojet de luxe »), Foreign Policy.

⁶⁸ Tahrir Institute for Middle East Policy, Front for Human Rights, MENA Fem Movement for Economic, Development, and Ecological Justice, Egyptian Commission for Rights and Freedoms, Center for Egyptian Women's Legal Assistance et Egyptian Human Rights Forum (2025) [Economic and Social Rights in Egypt: Joint UPR Alternate Report](#) (« Droits économiques et sociaux en Égypte : rapport alternatif conjoint dans le cadre de l'EPU »).

⁶⁹ Human Rights Watch (2025) [Egypt](#) (« L'Égypte ») (consulté le 25 septembre 2025).

⁷⁰ Julia Ravenscroft (2025) [Ambitious UN Financing for Development outcome derailed by global north](#) (« Un accord ambitieux de l'ONU sur le financement du développement mis en échec par le Nord global »), Eurodad ; Heela Rasool-Ayub (2025) [Why the Global South needs a 'Borrower's Club'](#) (« Pourquoi le Sud global a besoin d'un "club des emprunteurs" »), Al Jazeera.

⁷¹ Julia Ravenscroft (2025) [Ambitious UN Financing for Development outcome derailed by global north](#) (« Un accord ambitieux de l'ONU sur le financement du développement mis en échec par le Nord global »), Eurodad.

plus encourageantes figure la proposition de mettre en place une « plateforme pour les pays emprunteurs », destinée à renforcer leur coordination et leur capacité d'intervention, avec l'appui d'un secrétariat onusien. À ce jour, aucune mesure concrète n'a toutefois été annoncée pour concrétiser cette initiative.⁷²

Dans la continuité du document final de la FfD4, le Forum de Séville sur la dette a été inauguré en octobre 2025 à l'occasion de la 16^e session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Il se présente comme un « nouveau pôle de dialogue sur la dette, réunissant l'ensemble des parties prenantes — créanciers, emprunteurs, institutions financières internationales et monde académique — autour des questions de viabilité, de gestion de la dette et de solutions innovantes ». ⁷³ Portée par l'Espagne avec l'appui de la CNUCED et du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), cette initiative entend consolider et promouvoir des principes d'emprunt et de prêt responsables, des principes d'emprunt et de prêt responsables, nourrir la réflexion sur la réforme de l'architecture mondiale de la dette et favoriser les échanges entre débiteurs et prêteurs. **Si ce cadre peut contribuer à mieux faire entendre la voix des pays emprunteurs, l'insistance sur un « dialogue inclusif » et sur des « solutions innovantes » interroge au regard de la gravité et de l'urgence de la crise.⁷⁴ Le Sud global n'a pas besoin de nouveaux instruments conceptuels, mais d'une annulation effective de sa dette.**

Dans le même esprit, les réponses apportées à la crise de l'endettement au sein d'autres enceintes multilatérales se sont révélées largement insuffisantes, traduisant une réticence persistante à remettre en cause une architecture internationale façonnée par les créanciers (voir notre [Rapport sur les tendances 2024](#) pour une analyse critique du Cadre commun du G20 et des échanges dette-nature). Certes, l'Alliance pour la suspension de la dette, le Centre mondial pour les échanges dette-nature ainsi que la présidence sud-africaine du G20 ont inscrit cette problématique à leur programme. Toutefois, au mieux, ces démarches se bornent à proposer des moratoires temporaires ou des restructurations portant sur des parts marginales des encours. Au pire, elles diffèrent les décisions structurelles en privilégiant des discussions au sein de forums dominés par les prêteurs, dont le G20 lui-même. Dans tous les cas, l'option d'une annulation pure et simple demeure exclue des débats.

Seul le Sud global peut apporter de vraies solutions à la crise de la dette

Les initiatives de l'Union africaine en faveur de la création d'une Agence africaine de notation de crédit (AfCRA) pourraient constituer une réponse plus structurante à la crise de l'endettement sur le continent. **À l'heure actuelle, trois grandes agences — Fitch, S&P Global et Moody's — toutes détenues par des intérêts américains — contrôlent plus de 95 % du marché mondial.** Leurs évaluations influencent directement l'accès des États aux financements et le coût de leurs emprunts.

⁷² ONU (2025) [Sevilla Commitment \(« Engagement de Séville »\)](#) ; CNUCED (2025) [Ministerial round table: Implementing the Sevilla Commitment on financing for development and establishing a borrowers' platform \(« Table ronde ministérielle : mise en œuvre de l'Engagement de Séville sur le financement du développement et création d'une plateforme des emprunteurs »\)](#).

⁷³ CNUCED (2025) [Sevilla Forum on Debt launched at UNCTAD16 to tackle the entrenched debt crisis in developing countries \(« Lancement du Forum de Séville sur la dette lors de la CNUCED16 pour faire face à la crise de la dette profondément enracinée dans les pays en développement »\)](#).

⁷⁴ Ibid.

En Afrique, leurs notations, souvent procycliques et contestées, pénalisent régulièrement les pays sur la base de critères jugés subjectifs, tels que la « faiblesse institutionnelle » ou « l'incertitude des politiques publiques ». **Abaisant les notes précisément lorsque les gouvernements ont le plus besoin de ressources abordables — et en les tenant largement à l'écart des processus d'évaluation — ces agences contribuent à aggraver les tensions financières plutôt qu'à les atténuer**, en renchérissant les coûts d'emprunt et en accentuant les pressions budgétaires sur des économies dépendantes des marchés internationaux.⁷⁵

Le projet AfCRA a vu le jour en 2019, lorsque les ministres des Finances de l'Union Africaine ont acté la nécessité d'un organe continental de notation et lancé les travaux préparatoires. **En 2023, à l'issue de consultations approfondies, ils ont approuvé la création d'une structure privée et financièrement autonome, destinée à produire des analyses plus indépendantes et mieux ancrées dans les réalités africaines.**⁷⁶ Basée à Maurice, l'AfCRA devient opérationnelle au deuxième trimestre 2026 et publie sa première évaluation d'ici juin de la même année.⁷⁷

L'agence entend proposer aux investisseurs une appréciation plus nuancée des risques souverains en Afrique, afin de corriger la « prime Afrique » qui alourdit durablement les conditions d'emprunt. Elle viendra compléter — sans s'y substituer — les acteurs dominants du secteur. Néanmoins, cette initiative ne saurait suffire à elle seule : en l'absence d'une réforme structurelle plus profonde de l'architecture financière internationale, y compris une annulation de la dette, les causes fondamentales de la crise demeureront.⁷⁸

LE COMMERCE

Depuis plusieurs décennies, les économistes et militantes féministes alertent sur les effets de la libéralisation commerciale — promue par le Nord global et institutionnalisée par des organisations qu'il domine, telles que l'Organisation mondiale du commerce et le Fonds monétaire international — qui accroît l'exposition des femmes et des personnes issues de la diversité sexuelle et de genre aux risques de préjudices, tout en restreignant leur accès aux gains générés par les échanges internationaux. L'articulation entre une croissance orientée vers les exportations, des régimes budgétaires contraints par l'endettement et des règles commerciales asymétriques incite les États à déréglementer les marchés du travail. Ce cadre soutient les chaînes de valeur mondiales grâce à une main-d'œuvre féminine « bon marché » et « flexible », à laquelle s'ajoute le poids du travail de soin non rémunéré.⁷⁹ En outre, ces normes néolibérales réduisent la capacité des pays du Sud global à investir dans l'égalité de genre et dans les services publics, en privilégiant des modèles

⁷⁵ Misheck Mutize (2025) [L'agence de notation de crédit africaine est en route](#), African Business Insider.

⁷⁶ African Peer Review Mechanism et la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (2025) [An Africa Credit Rating Agency \(AfCRA\): Key shaping the new global financial architecture \(« L'Agence africaine de notation de crédit \[AfCRA\] : un levier stratégique pour façonner la nouvelle architecture financière mondiale »\)](#).

⁷⁷ Alister Bull (2025) [New African Ratings Agency to be Headquartered in Mauritius \(« La nouvelle agence africaine de notation sera basée à Maurice »\)](#), Bloomberg.

⁷⁸ Misheck Mutize (2025) [L'agence de notation de crédit africaine est en route](#), African Business Insider.

⁷⁹ Gender and Trade Coalition (2024) [Feminist Trade Explainer 1 – Gender \(« Décryptage féministe du commerce n° 1 – Le genre »\)](#).

extravertis au détriment de stratégies de développement ancrées localement.⁸⁰ Si ces dynamiques inégalitaires ne sont pas nouvelles, les guerres tarifaires menées par Donald Trump ont dissipé toute ambiguïté quant à la nature du système commercial mondial. Elles ont mis fin à l'illusion d'un commerce multilatéral fondé sur des règles partagées. Comme l'a déclaré l'ancien ministre sud-africain du Commerce, Rob Davies : « Nous sommes désormais confrontés à l'exercice d'un pouvoir brut, non filtré, et d'une intimidation ouverte. »⁸¹

Les guerres tarifaires révèlent les failles d'un modèle commercial qui n'a jamais servi le Sud global

Tout au long de l'année 2025, les guerres tarifaires engagées par le président américain Donald Trump ont replacé le commerce au centre des débats économiques mondiaux. **Si leur ampleur est sans précédent dans l'histoire récente, elles s'inscrivent néanmoins dans une tradition ancienne de protectionnisme sélectif : les puissances dominantes recourent aux barrières douanières pour consolider leur développement, avant d'en contester la légitimité lorsqu'il s'agit des pays du Sud global, « retirant l'échelle » une fois parvenues au sommet.**⁸² L'escalade débute en avril 2025 avec le décret présidentiel 14257, instaurant des droits de douane sur les importations issues de 190 pays et territoires, dont un taux universel de 10 % assorti de surtaxes ciblant les partenaires affichant un excédent commercial avec les États-Unis.⁸³ Par la suite, nombre de ces mesures ont été amendées, suspendues ou annulées (à l'exception du plancher de 10 %) et contestées en justice. En août 2025, une cour d'appel fédérale a jugé que la plupart d'entre elles étaient illégales, les qualifiant d'abus de pouvoir exécutif.⁸⁴

Même lorsque les droits de douane sont réduits, leur menace persistante demeure un levier de pression utilisé par Washington pour arracher des accords commerciaux et d'investissement conformes à ses intérêts, y compris auprès d'alliés historiques. En juillet 2025, l'Union européenne a accepté d'investir 600 milliards de dollars dans l'économie américaine et d'acheter pour 750 milliards de dollars d'énergie d'ici 2028, sans obtenir de réciprocité tarifaire : les exportations américaines vers l'UE restent exemptées de droits de douane.⁸⁵ Le même mois, le Japon a conclu un accord similaire, s'engageant à investir 550 milliards de dollars aux États-Unis d'ici la fin de la présidence de Trump en janvier 2029, avec une répartition particulièrement asymétrique

⁸⁰ Isabel Estevez et Thea Riofrancos (2025) [Global Green Industrial Policy \(« Une politique industrielle verte à l'échelle mondiale »\)](#), Climate & Community Institute.

⁸¹ Rob Davies (2025) [Reconstructing an international trade order for the 21st century \(« Reconstruire l'ordre commercial international pour le XXI^e siècle »\)](#), Third World Network.

⁸² Isabel Estevez et Thea Riofrancos (2025) [Global Green Industrial Policy \(« Une politique industrielle verte à l'échelle mondiale »\)](#), Climate & Community Institute ; Ha-Joon Chang (2003) [Kicking Away the Ladder: Development Strategy in Historical Perspective \(« Le développement entravé : l'échelle retirée aux pays du Sud d'une perspective historique »\)](#).

⁸³ US National Archives and Records Administration (2025) [Executive Order 14256: Regulating imports with a reciprocal tariff to rectify trade practices that contribute to large and persistent annual United States goods trade deficits \(« Décret présidentiel n° 14256 : réglementation des importations au moyen de droits de douane réciproques afin de corriger des pratiques commerciales contribuant à des déficits annuels importants et persistants des échanges de biens des États-Unis »\)](#).

⁸⁴ Jennifer Clarke (2025) [What tariffs has Trump announced and why? \(« Quels droits de douane Trump a-t-il annoncés et pourquoi ? »\)](#), BBC (consulté le 15 octobre 2025).

⁸⁵ Bodapati Srujana (2025) [India's Reckoning with Trump's Tariffs \(« L'Inde face aux droits de douane de Trump »\)](#), Tricontinental Institute ; White House (2025) [Fact Sheet: The United States and European Union Reach Massive Trade Deal \(« Fiche d'information : les États-Unis et l'Union européenne concluent un accord commercial majeur »\)](#).

des bénéfiques, les États-Unis devant récupérer 90 % des profits après remboursement de l'investissement initial.⁸⁶

Cette coercition économique manifeste dépasse la seule recherche d'avantages commerciaux. **L'administration Trump a renoncé à toute référence à un commerce fondé sur des règles communes, mobilisant les droits de douane pour imposer un agenda géopolitique conservateur et anti-chinois dans le Sud global, tout en entravant l'action climatique.** En août 2025, les États-Unis ont imposé des droits de douane de 50 % sur les importations brésiliennes afin de faire pression sur le Brésil pour qu'il mette fin à ce que le président qualifiait de « chasse aux sorcières » contre l'ancien dirigeant d'extrême droite Jair Bolsonaro, poursuivi pour tentative de renversement du scrutin de 2022.⁸⁷ En octobre 2025, des accords conclus avec la Malaisie et le Cambodge ont subordonné les relations commerciales à un alignement stratégique : rupture avec la Chine, adoption de contrôles américains unilatéraux à l'exportation, reproduction des barrières tarifaires américaines, et menace d'une sanction de 49 % pour Phnom Penh en cas de coopération économique avec des rivaux des États-Unis. L'accord avec Kuala Lumpur va jusqu'à interdire toute taxe sur les services numériques, au bénéfice des grandes plateformes technologiques américaines.⁸⁸ Enfin, l'outil tarifaire a également servi à intimider les États soutenant des initiatives climatiques mondiales, notamment un projet de taxe carbone sur le transport maritime débattu au sein de l'Organisation maritime internationale.⁸⁹

Alors que les États-Unis et d'autres puissances du Nord global mobilisent les droits de douane comme instruments de pression politique, y compris contre des alliés de longue date, ils poursuivent parallèlement le commerce d'armes avec Israël, malgré l'avertissement de la Commission d'enquête des Nations unies appelant à suspendre toute vente susceptible d'être utilisée dans un contexte de risque de génocide.⁹⁰ **Les condamnations symboliques formulées par certains gouvernements européens perdent ainsi toute portée face à la poursuite de transferts d'armements qui alimentent directement la violence exercée contre les Palestiniens. En 2025, le ministère israélien de la Défense a annoncé un niveau record d'exportations d'armes, dépassant 14,7 milliards de dollars en 2024, soit deux fois plus qu'il y a cinq ans, dont près de la moitié à destination de pays européens.**⁹¹ Les États-Unis restent le principal fournisseur d'Israël, représentant 69 % de ses importations d'armement entre 2019 et 2023, incluant avions, véhicules blindés, missiles et systèmes navals souvent spécifiquement

⁸⁶ Agathe Demarais (2025) [Why Did Asian Countries Give Trump So Much on Trade? \(« Pourquoi les pays asiatiques ont-ils fait tant de concessions à Trump sur le commerce ? »\)](#), Foreign Policy.

⁸⁷ Tom Phillips (2025) [Brazil's president asks US to scrap tariffs in 'friendly' call with Trump \(« Le président du Brésil demande aux États-Unis de lever les droits de douane lors d'un "appel amical" avec Trump »\)](#), The Guardian.

⁸⁸ Agathe Demarais (2025) [Why Did Asian Countries Give Trump So Much on Trade? \(« Pourquoi les pays asiatiques ont-ils fait tant de concessions à Trump sur le commerce ? »\)](#), Foreign Policy.

⁸⁹ Sara Schonhardt (2025) [Trump threatens to use tariffs to derail global climate measure \(« Climat : Trump brandit la menace de droits de douane pour bloquer une mesure mondiale »\)](#), Politico.

⁹⁰ Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (2024) [States and companies must end arms transfers to Israel immediately or risk responsibility for human rights violations: UN experts \(« Les États et les entreprises doivent mettre fin immédiatement aux transferts d'armes vers Israël sous peine d'engager leur responsabilité pour des violations des droits humains, avertissent des experts de l'ONU »\)](#).

⁹¹ Embassy of Israel Kathmandu (2025) [Israel Ministry of Defense Spokesperson: Israel Sets New Record in Defense Exports: Over \\$14.7 Billion in 2024 \(« Porte-parole du ministère israélien de la Défense : Israël établit un nouveau record d'exportations en matière de défense, dépassant 14,7 milliards de dollars en 2024 »\)](#).

adaptés.⁹² Même des gouvernements affirmant ne pas procéder à de telles livraisons se trouvent impliqués : selon des données douanières de l'Autorité fiscale israélienne, les exportations britanniques d'armes vers Israël ont atteint en 2025 un niveau record d'un million de livres sterling, soit plus du double des années antérieures.⁹³



Réunion du groupe des femmes et des questions de genre (WGC) à Brasilia, octobre 2025 (Anderson Coehlo)

Le recours à des instruments commerciaux unilatéraux ne se limite toutefois pas à Washington. En janvier 2026, l'Union européenne a activé son mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF). Présenté comme un dispositif destiné à encourager des modes de production plus propres dans les pays tiers, il impose des redevances sur les importations dont l'intensité carbone excède les seuils du système européen d'échange de quotas d'émission.⁹⁴ Néanmoins, en adoptant de telles mesures de manière unilatérale, l'UE s'expose à de vives critiques dans le Sud global, d'autant que plusieurs analyses estiment que le MACF réduira les exportations africaines vers l'Europe tout en générant des réductions d'émissions limitées.⁹⁵

Commerce Sud-Sud et intégration régionale : une voie d'avenir ?

Alors que les perspectives d'une coopération équitable avec le Nord global s'amenuisent, la dynamique des échanges Sud-Sud s'affirme, notamment en Afrique et en Amérique latine. Cette coordination accrue vise à réduire la dépendance à des marchés internationaux où nombre de pays

⁹² Zain Hussain (2024) [How top arms exporters have responded to the war in Gaza \(« Comment les principaux exportateurs d'armes ont réagi à la guerre à Gaza »\)](#), Stockholm International Peace Research Institute.

⁹³ Brian O'Flynn (2025) [UK arms received by Israel reach record high value in 2025 \(« Les livraisons d'armes britanniques à Israël atteignent un niveau record en 2025 »\)](#), Channel 4 FactCheck. Bien que le Royaume-Uni ne fournisse pas à Israël des armements majeurs, il lui vend des composants pour des avions, des radars et des systèmes de ciblage, notamment pour l'avion de combat F-35. Source : Zain Hussain (2024) [How top arms exporters have responded to the war in Gaza \(« Comment les principaux exportateurs d'armes ont réagi à la guerre à Gaza »\)](#), Stockholm International Peace Research Institute.

⁹⁴ Direction générale de la fiscalité et de l'union douanière (sans date) [Carbon Border Adjustment Mechanism \(« Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières »\)](#) (consulté le 16 décembre 2025).

⁹⁵ Rob Davies (2025) [Reconstructing an international trade order for the 21st century \(« La reconstruction de l'ordre commercial international au XXI^e siècle »\)](#), Third World Network ; The African Climate Foundation & Firoz Lalji Institute for Africa (2024) [Implications for African Countries of a Carbon Border Adjustment Mechanism in the EU \(« Les effets du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE sur les pays africains »\)](#).

du Sud ont historiquement disposé d'une faible capacité d'influence dans les négociations commerciales.⁹⁶ En 2025, le commerce mondial a poursuivi sa progression malgré un climat d'incertitude, une croissance largement portée par le Sud global.⁹⁷ **Les flux Sud-Sud représentent désormais près d'un tiers des échanges mondiaux et augmentent plus rapidement que les flux Nord-Sud ou Nord-Nord.**⁹⁸ Le partenariat commercial de 12 milliards de dollars entre le Brésil et l'Inde s'inscrit dans cette tendance, en réponse directe aux pressions tarifaires américaines.⁹⁹

Parallèlement, les accords régionaux constituent une autre piste pour renforcer la résilience économique et limiter l'exposition aux marchés dominés par les grandes puissances. La CNUCED a notamment mis en avant la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), établie en 2018 et opérationnelle depuis 2024.¹⁰⁰ Les États parties se sont engagés à éliminer progressivement les droits de douane sur 97 % des lignes tarifaires sur une période de cinq à treize ans, avec l'objectif de créer un marché continental intégré des biens et des services.¹⁰¹

Toutefois, l'intensification des échanges ne saurait, à elle seule, garantir la souveraineté économique du Sud global. L'histoire des politiques de libéralisation imposées par le Nord appelle à la vigilance. Des féministes panafricaines posent ainsi une question centrale : la ZLECAf peut-elle devenir un vecteur de solidarité politique continentale et de décision autonome à l'échelle du continent, plutôt qu'un simple levier d'intégration marchande et de croissance ?¹⁰² Selon le Nawi Collective, ces ambitions restent limitées, d'autant que l'accord a bénéficié d'un soutien marqué de puissances du Nord (Royaume-Uni, Union européenne, Canada et États-Unis) historiquement associées à des cadres commerciaux inéquitables ayant renforcé la dépendance de l'Afrique à l'exportation de matières premières.¹⁰³

Le grand retour de la politique industrielle... réservé au Nord global

La politique industrielle, entendue comme l'ensemble des instruments publics visant à développer les capacités productives, orienter l'investissement et favoriser la transformation structurelle, a longtemps été au cœur des trajectoires d'industrialisation du Nord global. Elle connaît aujourd'hui un regain d'intérêt, notamment dans le contexte de rivalité géopolitique avec la Chine. **Une étude publiée en 2025 indique que le nombre de mesures industrielles adoptées a été multiplié par trente entre 2010 et 2022. Les économies les plus avancées déploient entre cinq et quinze fois**

⁹⁶ Isabel Estevez et Thea Riofrancos (2025) [Global Green Industrial Policy \(« Une politique industrielle verte à l'échelle mondiale »\)](#), Climate & Community Institute.

⁹⁷ CNUCED (2025) [Global Trade Update \(October 2025\): Global trade remains strong despite policy changes and uncertainty \(« État du commerce mondial \[octobre 2025\] : une dynamique toujours forte malgré les changements de politique et l'incertitude »\)](#).

⁹⁸ CNUCED (2025) [Trade and development foresights 2025: Under pressure – uncertainty reshapes global economic prospects \(« Perspectives 2025 sur le commerce et le développement : sous pression, l'incertitude redessine l'économie mondiale »\)](#).

⁹⁹ The Cradle (2025) [India, Brazil grow closer in bid to bypass US tariffs \(« L'Inde et le Brésil se rapprochent pour contourner les droits de douane américains »\)](#).

¹⁰⁰ CNUCED (2024) [Rapport 2024 sur le développement économique en Afrique](#).

¹⁰¹ Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies et Centre africain de politique commerciale (2024) [AfCFTA: What you need to know \(« ZLECAf : ce qu'il faut savoir »\)](#).

¹⁰² Fatimah Kelleher (2024) [The African Continental Free Trade Area \(AfCFTA\) — Feminist Considerations on Pan-African Sovereignty and the Global Geo-Political Order](#) (« La Zone de libre-échange continentale africaine [ZLECAf] — Regards féministes sur la souveraineté panafricaine et l'ordre géopolitique mondial. »), Nawi Collective.

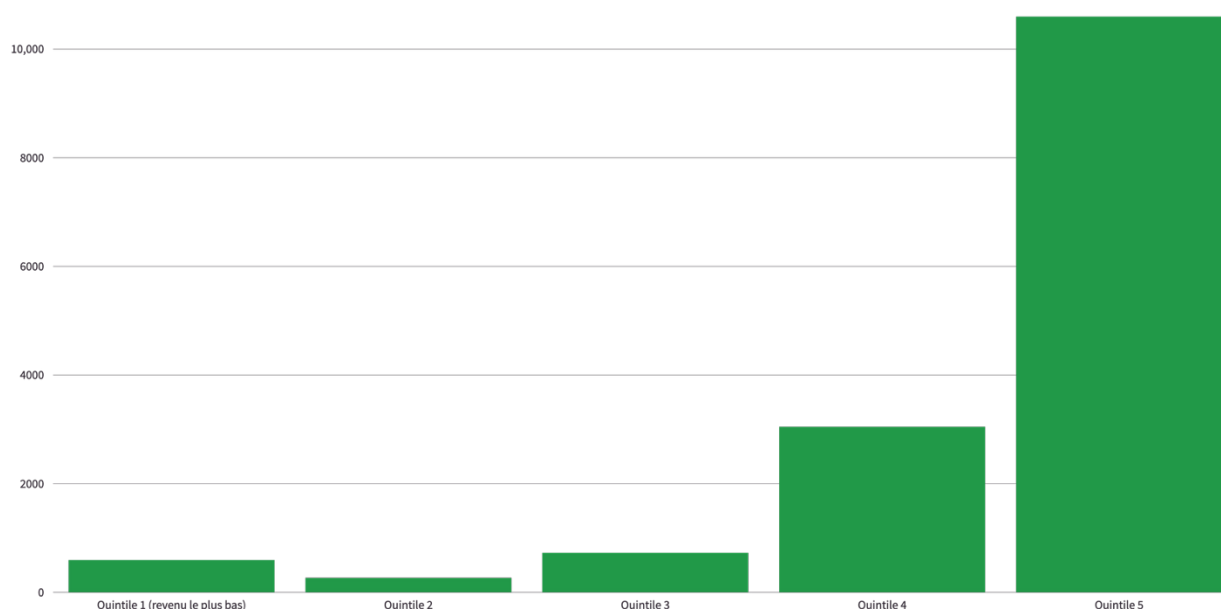
¹⁰³ Ibid.

plus d'outils de ce type — principalement sous forme de subventions et de soutien aux exportations — que les pays à faible revenu.¹⁰⁴

Ce déséquilibre souligne la manière dont les règles commerciales internationales contribuent à préserver les avantages productifs du Nord global. Depuis des décennies, des intellectuel-le-s du Sud global exhortent leurs gouvernements à mettre en œuvre des stratégies industrielles afin de renforcer la souveraineté économique et de réduire la dépendance à des exportations de matières premières peu diversifiées et à des segments manufacturiers à faible valeur ajoutée¹⁰⁵ — des orientations autrefois promues par de nombreux États nouvellement indépendants.¹⁰⁶ Toutefois, une telle réorientation suppose une refonte en profondeur des règles du commerce et de l'investissement à l'échelle internationale. Sans correction des héritages historiques et sans rééquilibrage des conditions de concurrence, les cadres actuels continuent de pénaliser les pays du Sud lorsqu'ils cherchent à protéger et à développer leurs propres bases productives.¹⁰⁷

La politique industrielle est un outil réservé à quelques-uns : les pays les plus riches déploient jusqu'à 15 fois plus de politiques industrielles que les pays aux revenus les plus faibles (2010-2022).

Une étude réalisée en 2025 révèle que le nombre de politiques industrielles a été multiplié par trente entre 2010 et 2022, les pays les plus riches déployant cinq à quinze fois plus de politiques industrielles que les pays aux revenus les plus faibles.



Source: Réka Juhász, Nathan J. Lane, Emily Oehlsen and Veronica C. Perez (2025)

¹⁰⁴ Réka Juhász, Nathan J. Lane, Emily Oehlsen et Veronica C. Perez (2025) [Measuring Industrial Policy: A Text-Based Approach](#) (« Mesurer la politique industrielle : une approche fondée sur l'analyse de textes »), National Bureau of Economic Research.

¹⁰⁵ Isabel Estevez et Thea Riofrancos (2025) [Global Green Industrial Policy](#) (« Une politique industrielle verte à l'échelle mondiale »), Climate & Community Institute.

¹⁰⁶ Pour en savoir plus, voir l'initiative [Post-Colonialisms Today](#) (« Les postcolonialismes aujourd'hui ») portée par Regions Refocus et le CODESRIA.

¹⁰⁷ Ha-Joon Chang (2011) [Industrial Policy: Can We Go Beyond an Unproductive Confrontation?](#) (« Politique industrielle : peut-on sortir d'une confrontation sans issue ? »), Banque mondiale ; Steven Gliberman (2024) [Industrial Policy as Zombie Economics](#) (« La politique industrielle, une économie zombie ? »), Fraser Institute.



La autoroute Entebbe-Kampala, achevée en 2021 grâce à un prêt de la banque chinoise Exim Bank (Adobe Stock)

Déclaration d'Entebbe : remettre l'investissement au service des peuples et de la planète

Depuis plusieurs années, gouvernements et institutions technocratiques évoquent un vaste « déficit de financement » qui freinerait l'action climatique et la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), plaidant pour un recours accru au capital privé. Cette lecture, fondée sur l'idée d'une insuffisance structurelle des ressources publiques, occulte toutefois l'enjeu central : le manque de volonté politique pour réorienter les flux financiers vers le bien-être collectif plutôt que vers des activités extractives.¹⁰⁸ Elle consolide un modèle qui approfondit la dépendance au capital du Nord global et perpétue des dynamiques extractivistes orientées vers le profit, au détriment du renforcement des capacités productives et de la souveraineté économique du Sud global au service de la justice sociale et écologique.

Adoptée par des mouvements populaires en novembre 2024, la Déclaration d'Entebbe remet directement en cause cette approche. Elle appelle à une refonte des accords internationaux d'investissement afin de privilégier un développement durable, équitable et ancré dans les droits, plutôt qu'une logique d'extraction financière.¹⁰⁹

La Déclaration appelle les accords internationaux d'investissement (AII), ainsi que les accords de libre-échange et de partenariat stratégique, à :

- **Établir un cadre d'investissement durable** : des engagements contraignants en matière de justice climatique et environnementale, ainsi que de financement climatique, intégrés aux cadres d'investissement ; le respect des droits humains, du travail et de l'égalité de genre, garanti par des obligations de diligence raisonnable et des processus décisionnels inclusifs ; la priorité donnée à la création de valeur locale, aux énergies renouvelables et à l'agroécologie, plutôt qu'à l'extraction et à l'agriculture industrielles ; un travail décent, des

¹⁰⁸ Eurodad (2023), [Debunking the financing gap](#) (« Démystifier le déficit de "financement" ») (vidéo).

¹⁰⁹ Déclaration conjointe de la société civile (2024) [People and the Planet: Entebbe Declaration](#) (« Les peuples et la planète : la Déclaration d'Entebbe »).

services publics équitables et des données ventilées par genre comme leviers de réduction des inégalités croisées.

- **Démanteler les mécanismes de règlement des différends investisseurs-États (RDIE) :** le renforcement des juridictions nationales pour encadrer les comportements des entreprises et garantir des procédures de règlement des différends transparentes et équitables ; la mise en place de mécanismes régionaux équilibrant droits des investisseurs et responsabilité publique, avec une priorité accordée aux recours internes ; le soutien aux initiatives internationales, notamment le Traité contraignant des Nations Unies sur les entreprises et les droits humains.
- **Mettre fin aux pratiques économiques exploitantes dans le Sud global :** le transfert obligatoire de technologies et de compétences au service des industries locales et de l'emploi décent ; la capacité des États du Sud à ajouter de la valeur à leurs ressources et à mobiliser les minerais de la transition pour la transformation structurelle ; des subventions de soutien, des règles de contenu local ; la garantie du consentement préalable, libre et éclairé ; l'orientation des investissements vers l'économie réelle afin de favoriser une véritable transformation structurelle.

LES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS

L'année 2025 marque un tournant majeur pour les institutions de Bretton Woods, dans un contexte dominé par l'agenda hostile au genre et au climat porté par les États-Unis et par un recul du multilatéralisme. Le secrétaire américain au Trésor a publiquement critiqué le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, les accusant de « dérive de mission » en raison de leur travail sur le genre et le climat.¹¹⁰ Sous cette pression, les deux institutions semblent avoir ajusté leur positionnement. Au FMI, les équipes dédiées au genre et au climat ont été regroupées au sein d'une même unité, tandis que le président de la Banque mondiale, Ajay Banga, a considérablement réduit les références au climat dans ses interventions publiques en 2025, privilégiant lors des Réunions de printemps et annuelles des thèmes tels que l'emploi et la prospérité.¹¹¹

Depuis longtemps, les analyses féministes dénoncent la contradiction entre, d'une part, les politiques d'austérité et les modèles extractivistes promus par ces institutions et, d'autre part, leurs engagements affichés en matière de genre et de climat. Toutefois, cette critique ne saurait justifier

¹¹⁰ Mary Svenstrup (2025) [The Trump Administration's IMF Policy Agenda—Surprisingly Mainstream but Not Without Big Open Questions \(« Le programme de l'administration Trump au FMI — étonnamment consensuel, mais encore marqué par de grandes zones d'ombre »\)](#), Center for Global Development.

¹¹¹ Charles Kenny, Vijaya Ramachandran and Guido Núñez-Mujica (2025) [The World Bank and Climate Projects: A Matter of Definition \(« a Banque mondiale et les projets climatiques : une question de définition »\)](#), Center for Global Development ; Moriah Costa (2025) [World Bank and IMF tread fine line on climate during spring meetings \(« La Banque mondiale et le Fonds monétaire international avancent avec prudence sur le climat lors des réunions de printemps »\)](#), Green Central Banking ; Bloomberg (2025) [IMF to Revamp Key Unit as US Objects to Climate, Gender Stance \(« Le FMI remanie une unité stratégique après l'opposition américaine sur le climat et le genre »\)](#).

un désengagement sur ces enjeux, qui sont au cœur du bien-être économique et social. La Banque mondiale dispose d'un mandat explicite en faveur du développement durable, et les interventions des deux organisations influencent directement les trajectoires climatiques et les inégalités de genre. De plus, plusieurs études montrent que le FMI intègre encore trop faiblement les risques climatiques dans ses activités de surveillance et ses recommandations de politique économique, alors même qu'ils sont indissociables de la stabilité macroéconomique.¹¹² Dans un contexte où ces institutions réévaluent en 2025 leurs cadres de conditionnalité, de surveillance et d'analyse de la soutenabilité de la dette, elles devraient a minima reconnaître, suivre et évaluer de manière systématique les effets de leurs politiques macroéconomiques sur le genre et le climat, et s'engager à ne pas aggraver les préjudices existants.

Le rôle croissant de la Banque mondiale dans la transition énergétique du Sud global

En 2019, la Banque mondiale est devenue le principal bailleur de fonds du développement dans le secteur de l'énergie, dépassant la Chine, dont les financements avaient culminé en 2016 avant de se réorienter vers des investissements directs étrangers portés par des entreprises privées, davantage concentrés dans les pays à revenu élevé.¹¹³ Depuis, la Banque mondiale occupe une position centrale pour les pays à revenu faible et intermédiaire et renforce son influence sur les trajectoires énergétiques du Sud global. Cette orientation s'illustre notamment à travers « Mission 300 », initiative lancée en avril 2024 avec la Banque africaine de développement, visant à fournir un accès à l'électricité à 300 millions de personnes en Afrique.¹¹⁴

Cependant, la priorité accordée à la mobilisation de capitaux privés tend à promouvoir un modèle énergétique axé sur la rentabilité, au détriment de l'accès universel. De grands projets d'infrastructure peuvent entraîner des déplacements de moyens de subsistance et retarder le déploiement des énergies renouvelables, au profit des combustibles fossiles ou de solutions technocratiques centralisées.¹¹⁵ Une analyse récente du Bretton Woods Project révèle que 70 % des réformes du secteur énergétique associées aux prêts de Financement à l'appui des politiques de développement (DPF) entre 2018 et 2023 étaient présentées comme favorables au climat. Or, elles consistaient principalement en des réformes de marché ouvrant les secteurs énergétiques du Sud global aux investisseurs étrangers, sans bénéfices climatiques clairement démontrés.¹¹⁶

¹¹² Recourse (2025) [Green rhetoric, grey reality: IMF surveillance and climate action 2022–2025](#) (« Rhétorique verte, pratiques grises : la surveillance du FMI et l'action climatique [2022–2025] »).

¹¹³ Boston University Global Development Policy Center (sans date) [China's Global Energy Finance Database](#) (« Base de données mondiale sur le financement de l'énergie de la Chine ») (consulté le 20 novembre 2025) ; Rebecca Ray (2025) [Will the World Bank be a partner for a just energy transition in developing countries?](#) (« La Banque mondiale sera-t-elle un partenaire pour une transition énergétique juste dans les pays en développement ? »), Bretton Woods Project.

¹¹⁴ Groupe de la Banque mondiale (sans date) [Mission 300 : électrifier l'Afrique](#).

¹¹⁵ Rebecca Ray (2025) [Will the World Bank be a partner for a just energy transition in developing countries?](#) (« La Banque mondiale sera-t-elle un partenaire pour une transition énergétique juste dans les pays en développement ? »), Bretton Woods Project.

¹¹⁶ Bretton Woods Project (2025) [A just energy transition deferred: How the World Bank counts pro-privatisation energy sector reforms as 'climate finance'](#) (« Transition énergétique juste différée : la Banque mondiale comptabilise des réformes de privatisation du secteur de l'énergie comme étant du "financement climatique" »).



Des militants manifestent pour la justice climatique et le désendettement devant le siège de la Banque mondiale et du FMI à Marrakech, en octobre 2023 (ZUMA Press Wire pour Glasgow Actions Team)

Par ailleurs, entre décembre 2024 et janvier 2025, les six plus grandes banques américaines — Goldman Sachs, Wells Fargo, Citi, Bank of America, Morgan Stanley et J. P. Morgan — se sont retirées de l'Alliance bancaire pour le climat (désormais dissoute), dans un contexte d'hostilité croissante à l'action climatique sous l'administration Trump.¹¹⁷ Si l'engagement antérieur de ces banques en faveur d'une transition juste demeurerait limité (d'où le scepticisme de la société civile à cet égard), leur retrait accentue le vide laissé par le désengagement du secteur privé. Dans ce contexte de sous-financement chronique, les banques multilatérales de développement (BMD), au premier rang desquelles la Banque mondiale, figurent parmi les rares acteurs dont les volumes consacrés aux énergies renouvelables continuent d'augmenter, comme l'a souligné le Groupe indépendant d'experts de haut niveau sur le financement climatique.¹¹⁸

La Banque mondiale a opéré un virage significatif en avril 2025 lorsque son président Ajay Banga a annoncé une stratégie énergétique dite « toutes sources confondues » pour le Sud global. Cette orientation revient sur les restrictions antérieures limitant le financement des projets liés au gaz naturel et au nucléaire.¹¹⁹ Cette inflexion fait écho aux arguments avancés par plusieurs dirigeant·e·s africain·e·s, selon lesquels la limitation des financements aux combustibles fossiles entraverait la croissance et l'accès à l'électricité, tout en révélant une forme d'hypocrisie au regard de l'industrialisation historique du Nord fondée sur ces mêmes énergies.¹²⁰ Dans le même temps, la Banque a continué à soutenir indirectement des projets fossiles via son agence de

¹¹⁷ Simon Jessop (2025) [JPMorgan becomes latest U.S. lender to quit Net-Zero Banking Alliance \(« JPMorgan devient la dernière banque américaine à quitter l'Alliance bancaire pour le climat »\)](#), Reuters.

¹¹⁸ Jesse Hoffman et autres (2024) [The State of Delivery: Post-COP29 progress report of the global climate finance agenda \(« L'état de la mise en œuvre : rapport d'étape post-COP29 sur l'agenda mondial du financement climatique »\)](#), Groupe indépendant d'experts de haut niveau sur le financement climatique.

¹¹⁹ Andrea Shalal (2025) [World Bank's Banga doubles down on intent to end ban loans for nuclear power projects \(« Le président de la Banque mondiale, Ajay Banga, réaffirme sa volonté de lever l'interdiction des prêts aux projets nucléaires »\)](#), Reuters ; Vijaya Ramachandran (2025) [The World Bank's "All of the Above" Approach to Energy in Poor Countries Is a Welcome Change \(« L'approche "toutes sources confondues" de la Banque mondiale en matière d'énergie dans les pays pauvres constitue une évolution bienvenue »\)](#), Center for Global Development.

¹²⁰ Yemi Osinbajo (2021) [The Divestment Delusion: Why Banning Fossil Fuel Investments Would Crush Africa \(« L'illusion du désinvestissement : pourquoi l'interdiction des investissements dans les combustibles fossiles nuirait gravement à l'Afrique »\)](#), Foreign Affairs.

garantie, Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), en accordant des garanties au secteur financier pour des opérations liées aux énergies fossiles, tout en affirmant être « alignée à 100 % » sur l'Accord de Paris.¹²¹ Au regard du long passif de l'institution en matière de priorité accordée aux intérêts commerciaux, ce repositionnement soulève des interrogations quant à ses motivations : s'agit-il réellement de répondre aux besoins énergétiques, ou plutôt de saisir de nouvelles opportunités d'investissement sur un continent historiquement exploité pour ses ressources naturelles.

Ces préoccupations sont alimentées par des projets récents aux conséquences sociales et environnementales lourdes. En juin 2025, la Banque a approuvé un prêt de 250 millions de dollars sous forme de partenariat public-privé en faveur de la République démocratique du Congo pour la construction d'un grand barrage hydroélectrique. Selon des organisations de la société civile, ce projet risque d'accroître l'endettement du pays, de déplacer plus de 30 000 personnes, d'aggraver l'insécurité alimentaire et d'accentuer la vulnérabilité climatique, sans garantir un accès accru à l'électricité pour les communautés les plus marginalisées.¹²² Au Ghana, une enquête menée par SOMO et ActionAid Ghana a montré que les 2 milliards de dollars investis par la Banque mondiale dans le gaz naturel ont renforcé la dépendance du pays aux énergies fossiles, alourdi la dette publique et favorisé la captation de profits par des entreprises privées. Des contrats de prise ferme et des accords d'achat d'électricité garantissaient en effet des paiements aux investisseurs étrangers, même lorsque l'énergie produite s'avérait trop coûteuse ou inadaptée aux besoins de la population.¹²³

SITES LOCAUX DE LUTTE



Parc national de Ruaha, Tanzanie (Adobe Stock)

¹²¹ Marjorie Pamintuan (2025) : [Green guarantees? Examining MIGA's 'greening' of financial intermediaries for climate finance](#) (« Garanties vertes ? Analyse de la "verdisation" des intermédiaires financiers de l'Agence multilatérale de garantie des investissements [MIGA] au titre du financement climatique »), Recourse, The Big Shift Global, Bank Climate Advocates, Eurodad.

¹²² International Rivers (2025) [Press Release | World Bank Approves Controversial Inga 3 Dam in DRC Despite Steep Human and Environmental Cost](#) (« Communiqué de presse | La Banque mondiale approuve le barrage controversé d'Inga 3 en République démocratique du Congo malgré des coûts humains et environnementaux considérables »).

¹²³ SOMO and ActionAid Ghana (2025) [Gaslighting Ghana: Predatory Investments and the Role of the World Bank Group in Driving Fossil Fuel Debts](#) (« Manipulation au Ghana : investissements prédateurs et rôle du Groupe de la Banque mondiale dans l'endettement fossile »).

La Banque mondiale annule un projet de conservation après la dénonciation par des communautés de graves violations de leurs droits

En Tanzanie, des communautés pastorales se sont opposées à un projet financé à hauteur de 150 millions de dollars par la Banque mondiale, intitulé *Resilient Natural Resource Management for Tourism and Growth* (REGROW - Gestion résiliente des ressources naturelles pour le tourisme et la croissance). Ce programme visait notamment à étendre le parc national de Ruaha. Après son approbation en 2017, des gardes du parc — armés et dotés de pouvoirs coercitifs accrus — ont été accusés d'avoir mené des expulsions violentes, commis des agressions sexuelles, des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées et procédé à des confiscations massives de bétail. Ces abus, en contradiction flagrante avec les propres politiques de sauvegarde de la Banque, menaçaient le déplacement d'au moins 84 000 personnes réparties dans 28 villages.

Alertée dès avril 2023 par l'Oakland Institute, la Banque mondiale a pourtant engagé 33 millions de dollars supplémentaires dans le projet au cours de l'année suivante.¹²⁴

La mobilisation persistante des communautés tanzaniennes, soutenue par l'Oakland Institute, a finalement conduit à l'annulation du projet en novembre 2024. En avril 2025, un examen interne de 70 pages a reconnu des « défaillances critiques dans la conception et la supervision du projet », admettant des violations des politiques institutionnelles et des « préjudices graves » infligés aux populations concernées. Le rapport évoque un engagement financier limité à 2,8 millions de dollars pour des « activités génératrices de revenus alternatives » et des « services sociaux », un montant sans commune mesure avec les 70 millions de dollars de dommages estimés par les communautés affectées.¹²⁵ Malgré ces insuffisances, l'abandon du projet illustre la puissance de la résistance locale et de la solidarité internationale pour contraindre une institution multilatérale à rendre des comptes.

Priorité au financement privé à la Banque mondiale : expansion des prêts de la SFI

Depuis son virage stratégique en faveur de la mobilisation de capitaux privés, la Banque mondiale oriente une part croissante de ses financements vers le Sud global par l'intermédiaire de la Société financière internationale (SFI), branche du Groupe chargée du développement du secteur privé.

Entre 2022 et 2024, les engagements de la SFI ont augmenté de 70 %. Sur le plan sectoriel, les investissements dans les marchés financiers, qui représentent la majeure partie du portefeuille de la SFI, ont progressé de 50 % sur la même période, suscitant des inquiétudes quant à la financiarisation accrue des économies du Sud global. Les financements accordés à l'agro-industrie

¹²⁴ Oakland Institute (2025) [World Bank Fails to Remedy Harms it Caused in Tanzania, Despite a Scathing Investigation by its Inspection Panel](#) (« Malgré une enquête accablante menée par son Panel d'inspection, la Banque mondiale ne répare pas les préjudices causés en Tanzanie »).

¹²⁵ Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et Association internationale de développement (AID) (2025) [Management report and recommendation in response to the Inspection Panel investigation report: Tanzania Resilient Natural Resource Management for Tourism and Growth \(REGROW\) project](#) (« Rapport et recommandations de la direction en réponse au rapport d'enquête du Panel d'inspection : projet Gestion résiliente des ressources naturelles pour le tourisme et la croissance [REGROW] en Tanzanie ») ; Oakland Institute (2025) [World Bank Fails to Remedy Harms it Caused in Tanzania, Despite a Scathing Investigation by its Inspection Panel](#) (« La Banque mondiale ne parvient pas à réparer les préjudices causés en Tanzanie, malgré une enquête accablante de son Panel d'inspection »).

ont, quant à eux, doublé.¹²⁶ Comme l'a relevé Friends of the Earth en 2022, ces opérations profitent fréquemment à de grandes multinationales déjà rentables plutôt qu'à des initiatives favorisant un développement équitable. À titre d'exemple, un prêt de 275 millions de dollars a été accordé à la société néerlandaise Louis Dreyfus Company au Brésil, sans preuve tangible des bénéfices sociaux ou environnementaux avancés.¹²⁷

Cette stratégie axée sur l'expansion du secteur privé et orientée vers le profit s'est également traduite par le soutien à des projets aux impacts environnementaux significatifs. En septembre 2025, la SFI a approuvé un programme de 1,3 milliard de dollars en faveur du secteur privé en Irak, comprenant 500 millions de dollars pour une entreprise de gaz naturel.¹²⁸ En août 2025, elle avait déjà validé un prêt de 400 millions de dollars pour la mine de cuivre-or de Reko Diq au Pakistan.¹²⁹ Des organisations de la société civile ont dénoncé ce projet minier, pointant l'absence de reconnaissance des peuples autochtones, les risques pour l'air et l'eau, les impacts sur les travailleurs et les moyens de subsistance, les implications climatiques ainsi que les antécédents environnementaux du propriétaire.¹³⁰ Par ailleurs, au Népal, des représentant-e-s autochtones de la nation Limbu ont déposé une plainte contre la SFI pour non-respect de ses propres normes de sauvegarde, notamment l'absence d'étude d'impact environnemental concernant un projet de téléphérique sur un territoire sacré. Ce chantier a déjà entraîné l'abattage d'environ 10 000 arbres et affecte l'habitat d'espèces menacées. La SFI n'a reconnu son implication auprès des communautés concernées qu'en juillet 2025, soit neuf mois après son retrait effectif du projet.¹³¹

La SFI a également favorisé la privatisation de services publics essentiels, avec des effets négatifs sur l'accessibilité financière et l'accès aux services pour les populations les plus dépendantes. **Cette dynamique est particulièrement visible dans le secteur de la santé : au cours des vingt dernières années, la SFI a investi plus de 9 milliards de dollars dans des prestataires de soins à but lucratif dans le Sud global.** En janvier 2025, une enquête de Bloomberg a révélé des pratiques observées dans des hôpitaux soutenus par la SFI en Ouganda et aux Philippines : l'accès aux soins d'urgence et aux traitements essentiels y était conditionné à la capacité de paiement des patient-e-s. Parmi les pratiques signalées figuraient l'exigence de dépôts initiaux, des retards dans la prise en charge, la suspension de médicaments et la prolongation d'hospitalisations à des fins de recouvrement de dettes.¹³²

L'expansion de l'empreinte de la SFI s'inscrit dans un contexte de restructuration d'ampleur du

¹²⁶ SFI (2025) [IFC Project Information and Data Portal \(« Portail d'informations et de données sur les projets de la SFI »\)](#) (consulté le 18 septembre 2025).

¹²⁷ Friends of the Earth (2025) [Unsustainable Investment: International Finance Corporation's Support for Industrial Agribusiness in Brazil \(« Investissements non durables : le soutien de la Société financière internationale à l'agro-industrie industrielle au Brésil »\)](#).

¹²⁸ SadaNews (2025) [Pour un montant de 1,3 milliard de dollars... l'Irak signe des contrats avec l'Institution financière internationale.](#)

¹²⁹ Ariba Shahid (2025) [IFC to provide \\$400 million loan for Pakistan's copper-gold Reko Diq mine \(« La SFI accordera un prêt de 400 millions de dollars pour la mine de cuivre-or de Reko Diq au Pakistan »\)](#), Reuters.

¹³⁰ Lettre conjointe de la société civile (2025) [Reko Diq mine: Mineral extraction must respect human rights and the environment \(« Mine de Reko Diq : l'extraction minière doit respecter les droits humains et l'environnement »\)](#), Recourse.

¹³¹ Recourse (2025) [Indigenous Peoples in Nepal file complaint to CAO over IFC advice to devastating Pathivara cable car project \(« Des peuples autochtones du Népal déposent une plainte auprès du CAO concernant l'appui de la SFI au projet dévastateur de téléphérique de Pathivara »\)](#).

¹³² Gavin Finch, Kendall Taggart et David Kocieniewski (2025) [Patients Detained, Denied Care at Hospitals Funded by World Bank \(« Des patients détenus et privés de soins dans des hôpitaux financés par la Banque mondiale »\)](#), Bloomberg.

Groupe de la Banque mondiale. À compter de janvier 2026, les équipes en charge de la production de connaissances des entités publiques — la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Association internationale de développement (AID) — seront fusionnées avec celles de la SFI. La réforme prévoit également la mutualisation de fonctions transversales (trésorerie, ressources humaines, systèmes d'information, communication, budget et services juridiques) entre les branches publiques et privées. Présentée par le président de la Banque mondiale, Ajay Banga, comme une démarche visant une plus grande efficacité et un meilleur « impact »,¹³³ cette fusion institutionnalise davantage une approche privilégiant le financement privé et renforce l'influence de la SFI. Elle intervient à un moment où le portefeuille de cette dernière concentre déjà des ressources considérables dans les marchés financiers, les industries extractives et des mégaprojets controversés à travers le Sud global.

L'austérité, encore et toujours : la recette inchangée du FMI pour le Sud global

En 2025, le FMI a engagé une révision de son dispositif de surveillance, mécanisme qui a historiquement orienté de nombreux pays en développement vers des politiques d'austérité budgétaire et des réformes d'inspiration néolibérale. La surveillance des États membres constitue l'une des trois missions fondamentales du FMI, aux côtés du prêt et du développement des capacités, et s'inscrit dans un cycle annuel. Elle se matérialise par la publication des rapports dits « au titre de l'article IV », qui analysent la situation macroéconomique des États membres et formulent des recommandations de politique publique. Bien que dépourvus de caractère juridiquement contraignant, ces rapports exercent une influence déterminante sur l'accès aux marchés internationaux des capitaux, les coûts de l'emprunt et les conditionnalités associées aux prêts.¹³⁴ Selon une analyse de 998 rapports publiés entre 2011 et 2025, réalisée à l'aide de l'outil d'intelligence artificielle *IMF Article IV Scanner* du Bretton Woods Project, **99 % des rapports préconisent des mesures d'austérité (dans 96 % des cas par des coupes dans les dépenses publiques ou les salaires du secteur public). Par ailleurs, 78 % encouragent des réformes favorables au secteur privé, telles que la déréglementation, afin d'attirer les investissements.**¹³⁵

¹³³ Helen Murphy (2025) [Devex Newswire: The inside scoop on the World Bank's internal restructuring plan](#) (« [Devex Newswire : les coulisses du plan de restructuration interne de la Banque mondiale](#) »), Devex.

¹³⁴ Bretton Woods Project (2025) [The IMF's upcoming surveillance review: In an ever more urgent global context, the Fund must learn lessons from its past failures to reform](#) (« [La prochaine révision du processus de surveillance du Fonds monétaire international : dans un contexte mondial toujours plus urgent, le Fonds doit tirer les leçons de ses échecs passés pour se réformer](#) ») ; Bretton Woods Project (2018) [IMF Surveillance](#) (« [La surveillance exercée par le FMI](#) »).

¹³⁵ Bretton Woods Project (2025) [BWP launches IMF surveillance scanner](#) (« [Lancement par le Bretton Woods Project d'un outil d'analyse de la surveillance exercée par le FMI](#) ») ; Bretton Woods Project (n.d.) [AI-Powered IMF Article IV Explorer](#) (« [Outil d'exploration des rapports Article IV du FMI fondé sur l'IA](#) ») (consulté le 25 septembre 2025)

SITES LOCAUX DE LUTTE

Le Fonds monétaire international accorde un financement controversé de 20 milliards de dollars au gouvernement argentin de droite — à la demande de Washington.

Depuis 2018, l'Argentine est le principal débiteur du FMI.¹³⁶ En avril 2025, l'institution a consolidé cette position en approuvant un nouveau programme de 20 milliards de dollars destiné à promouvoir une « économie plus ouverte et orientée vers le marché ». **Au premier semestre 2024, l'Argentine a versé 1,57 milliard de dollars d'intérêts au FMI (soit 29 fois son budget environnemental et 148 fois celui consacré aux énergies renouvelables)**, tandis que le président d'extrême droite Javier Milei supprimait le ministère des Femmes, du Genre et de la Diversité dans le cadre d'une politique d'austérité brutale et d'une offensive contre les politiques de genre.¹³⁷

« S'appuyant sur les efforts remarquables actuellement [déployés par l'Argentine] pour déréglementer l'économie, le programme vise à approfondir les réformes structurelles afin de stimuler la croissance du pays, notamment en exploitant son vaste potentiel dans les secteurs de l'énergie et de l'exploitation minière. »¹³⁸

- Rapport des services du FMI concernant l'accord élargi de financement de 2025 en faveur de l'Argentine

L'approbation d'un prêt équivalant à 479 % du quota argentin au FMI est particulièrement controversée, compte tenu du caractère déjà insoutenable de la dette du pays.¹³⁹ Même au regard des pratiques habituelles de l'institution, le montage est exceptionnel : il prévoit un décaissement immédiat de 12 milliards de dollars — soit 60 % du total — alors que les versements initiaux dans le cadre de la facilité élargie de crédit (EFF) avoisinent généralement 20 %. Le FMI lui-même a reconnu que l'ampleur de l'engagement et l'incertitude entourant la capacité de remboursement exposaient l'institution à des risques financiers.¹⁴⁰ Sur le plan institutionnel, le prêt a été validé alors que le président Milei a contourné le Congrès pour l'entériner par décret, en violation du droit argentin, dans un contexte plus large de remise en cause des contre-pouvoirs démocratiques.¹⁴¹

¹³⁶ FMI (2025) [Argentina: Request for an Extended Arrangement Under the Extended Fund Facility - Press Release: Staff Report ; Staff Supplement ; and Statement by the Executive Director for Argentina](#) (« Argentine : demande d'accord élargi au titre de la facilité élargie de crédit — communiqué de presse ; rapport des services ; supplément du rapport des services ; et déclaration de l'administrateur pour l'Argentine »).

¹³⁷ FARN (2024) [State of affairs in Argentina and the IMF agreement: views from civil society](#) (« État de la situation en Argentine et accord avec le FMI : analyses et positions de la société civile ») ; FARN, Recourse and ELFE (2025) [IMF and Argentina: new agreement, same problems](#) (« FMI et Argentine : nouvel accord, mêmes problèmes »).

¹³⁸ Espacio de Trabajo Fiscal para la Equidad (ETFE), FARN et Recourse (2025) [Argentina's State of Affairs: Institutional Decline and IMF Negotiations](#) (« État de la situation en Argentine : déclin institutionnel et négociations avec le FMI »).

¹³⁹ FARN, Recourse and ELFE (2025) [IMF and Argentina: new agreement, same problems](#) (« FMI et Argentine : nouvel accord, mêmes problèmes »).

¹⁴⁰ FMI (2025) [Argentina: Request for an Extended Arrangement Under the Extended Fund Facility - Press Release: Staff Report ; Staff Supplement ; and Statement by the Executive Director for Argentina](#) (« Argentine : demande d'accord élargi au titre de la facilité élargie de crédit — communiqué de presse ; rapport des services ; supplément du rapport des services ; et déclaration de l'administrateur pour l'Argentine »).

¹⁴¹ Espacio de Trabajo Fiscal para la Equidad (ETFE), FARN et Recourse (2025) [Argentina's State of Affairs: Institutional Decline and IMF Negotiations](#) (« État de la situation en Argentine : déclin institutionnel et négociations avec le FMI »).

Ce financement apparaît également une manœuvre ouvertement politique de la part des États-Unis. Malgré les réserves exprimées par près de la moitié du conseil d'administration du FMI quant à la soutenabilité de la dette argentine, le programme a été approuvé avec l'appui déterminant de Washington.¹⁴² **Le secrétaire au Trésor de l'administration Trump, Scott Bessent, a non seulement soutenu publiquement l'accord, mais est intervenu sur le marché des changes en achetant des pesos et en mettant en place un mécanisme de soutien financier de 20 milliards de dollars afin de stabiliser la monnaie avant les élections de mi-mandat d'octobre 2025.**¹⁴³ Cette intervention a temporairement rassuré les marchés, contribuant à une hausse de 15 à 20 % des obligations souveraines argentines et facilitant la sortie de certains investisseurs dans des conditions favorables. Ce n'est pas un hasard si d'anciens collègues de Scott Bessent à Wall Street figuraient parmi les détenteurs de positions significatives sur cette dette, bénéficiant ainsi directement de l'intervention.¹⁴⁴ Dans la même logique, la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, a exhorté publiquement l'Argentine à « maintenir le cap » des réformes avant les élections, allant jusqu'à apparaître aux côtés du ministre argentin de la Déréglementation avec une broche en forme de tronçonneuse — symbole du programme d'austérité de Milei — suscitant une vive polémique dans le pays.¹⁴⁵

Le soutien américain s'est étendu au-delà du FMI, avec l'annonce de financements supplémentaires via la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement, où Washington exerce une influence déterminante. En parallèle, l'administration américaine a encouragé un financement additionnel de 20 milliards de dollars par de grands établissements bancaires privés, une initiative depuis revue à la baisse et limitée à l'étude d'une facilité de financement à court terme de 5 milliards de dollars pour aider l'Argentine à honorer une échéance en janvier 2026.¹⁴⁶ Pris ensemble, ces mécanismes illustrent non seulement le poids géopolitique des États-Unis dans les circuits de financement multilatéraux, mais aussi la persistance d'un modèle néolibéral qui se consolide en exploitant la dette et la crise, plutôt que de rompre avec une trajectoire de développement largement remise en question.

Pour une analyse précédente de l'impact du FMI en Argentine, voir [l'édition 2024](#) du rapport Principales tendances.

¹⁴² Mark Weisbrot (2025) [Why the IMF's Loan to Argentina Is a Scandal](#) (« Les raisons du caractère scandaleux du prêt accordé par le FMI à l'Argentine »), Foreign Policy.

¹⁴³ Michael Stratford (2025) [Trump's gamble on Argentina looms over IMF-World Bank summit](#) (« Le pari argentin de Trump jette une ombre sur le sommet FMI-Banque mondiale »), POLITICO ; Natalie Sherman (2025) [The US bet big with Argentina bailout - is it paying off?](#) (« Les États-Unis ont misé gros sur le sauvetage de l'Argentine : le pari est-il en train de payer ? »), BBC.

¹⁴⁴ Alan Rappeport and Maria Abi-Habib (2025) [Big Investors Await Windfall From Trump's Argentina Bailout](#) (« Le sauvetage de l'Argentine par Trump promet de gros profits aux investisseurs »), The New York Times ; Charlie Garcia (2025) [How the U.S. government bought an election, rescued some Wall Street bigshots — and left you with the tab](#) (« Élection truquée, financiers sauvés, citoyens mis à contribution : les coulisses d'une manœuvre américaine »).

¹⁴⁵ Mark Weisbrot (2025) [Why the IMF's Loan to Argentina Is a Scandal](#) (« Les raisons du caractère scandaleux du prêt accordé par le FMI à l'Argentine »), Foreign Policy.

¹⁴⁶ Reuters (2025) [US banks shelve \\$20 billion bailout plan for Argentina, WSJ reports](#) (« Les banques américaines renoncent à un plan de sauvetage de 20 milliards pour l'Argentine, selon le Wall Street Journal »).

LA FISCALITÉ

Depuis des décennies, des économistes et mouvements féministes montrent que des systèmes fiscaux régressifs, conjugués à une architecture fiscale internationale inéquitable, entravent les progrès vers l'égalité en matière de genre. Une fiscalité progressive et redistributive est indispensable à la construction d'économies féministes fondées sur les droits humains, capables de financer des biens et services publics sensibles au genre, l'action climatique et la mise en œuvre effective des droits fondamentaux, plutôt que de privilégier la maximisation des profits.

L'insuffisance des recettes publiques, les politiques fiscales régressives et les flux financiers illicites, combinés à une crise de la dette qui épuise les ressources des pays du Sud global, alimentent une dynamique d'austérité et de sous-investissement chronique, notamment dans les systèmes de soin. Cette situation accroît la charge du travail de soin non rémunéré, assumée de manière disproportionnée par les femmes et les personnes issues de la diversité sexuelle et de genre. Dans ce contexte, l'ouverture en 2025 des négociations en vue d'une Convention-cadre juridiquement contraignante des Nations unies sur la coopération fiscale internationale constitue une opportunité politique majeure pour les pays du Sud global et les organisations de la société civile mobilisées pour la justice fiscale.¹⁴⁷

Les États-Unis persistent dans le rejet des efforts multilatéraux en faveur de la justice fiscale

En février 2025, les États-Unis ont officiellement quitté le processus de négociation de la future Convention fiscale des Nations unies, rejetant à la fois le cadre des discussions et les résultats susceptibles d'en découler.¹⁴⁸ Cette décision constitue un signal clair de désengagement multilatéral et s'inscrit dans une trajectoire récurrente de retrait stratégique face aux initiatives internationales perçues comme contraires aux intérêts des grandes entreprises américaines. Paradoxalement, ce départ anticipé pourrait aussi limiter la capacité des États-Unis à affaiblir le texte en cours de négociation avant d'en rejeter l'issue finale — une stratégie observée par le passé dans des cadres multilatéraux majeurs, tels que le Protocole de Kyoto ou les discussions menées au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur l'Érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS).¹⁴⁹

Les entreprises et les contribuables américains figurent parmi les principaux acteurs des abus fiscaux transfrontaliers, ce qui rend ce retrait d'autant plus problématique, car il risque d'affaiblir les mécanismes d'application. **Les multinationales basées aux États-Unis sont à l'origine d'une part**

¹⁴⁷ Arimbi Wahono (2024) [Justice fiscale fondée sur les droits : un cadre pour une approche progressive, féministe, écologiquement juste et décoloniale de la fiscalité](#), WEDO, Financial Transparency Coalition, Center for Economic and Social Rights et Shared Planet ; Andrea Larios Campos (2025) [Global Tax Governance from a Feminist Perspective \(« La gouvernance fiscale mondiale dans une perspective féministe »\)](#), DAWN Feminist.

¹⁴⁸ United States Mission to the United Nations (2025) [Statement at the Session for the Intergovernmental Negotiating Committee on the UN Framework Convention on International Tax Cooperation \(« Déclaration prononcée lors de la session du Comité intergouvernemental de négociation sur la Convention-cadre des Nations unies relative à la coopération fiscale internationale »\)](#).

¹⁴⁹ Tamra Gilbertson (2017) [Carbon Pricing: A critical perspective for community resistance \(« Tarification du carbone : une analyse critique au service de la résistance des communautés »\)](#), Indigenous Environmental Network et Climate Justice Alliance ; Eurodad (2025) [UN Tax Convention negotiations kick off in New York \(« Lancement des négociations sur la Convention fiscale des Nations unies à New York »\)](#).

substantielle des pertes de recettes liées à l'abus fiscal transfrontalier : entre 2016 et 2021, elles ont causé 495 milliards de dollars de pertes sur un total mondial estimé à 1 700 milliards de dollars, soit 29 %. Selon le rapport *State of Tax Justice 2025* du Tax Justice Network, ces pratiques se sont intensifiées depuis l'adoption de la loi *Tax Cuts and Jobs Act* lors de la première administration Trump, avec un quasi-doublement des transferts de bénéfices entre 2016 et 2021.¹⁵⁰ Ces données mettent en lumière une réalité fondamentale : l'abus fiscal transfrontalier ne relève pas de pratiques frauduleuses isolées, mais d'un système structuré d'extraction de richesses qui prive les pays du Sud global de ressources indispensables à la réalisation des droits humains et au financement du développement.

Des avancées substantielles et progressives dans les négociations sur la Convention fiscale des Nations unies

Les trois premières sessions de fond consacrées à la négociation de la Convention fiscale des Nations unies se sont tenues en 2025. Le Comité intergouvernemental de négociation, chargé de conduire le processus, prévoit trois sessions annuelles jusqu'en 2027, date à laquelle le texte final de la Convention et de ses protocoles devra être achevé et soumis pour adoption. Lors de la troisième session, organisée à Nairobi en novembre 2025, les délégations ont souligné la cohérence entre ces négociations et les engagements pris lors de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) à Séville, notamment en matière de renforcement de la mobilisation des ressources nationales. Comme l'a relevé le Center for Economic and Social Rights, les discussions techniques apparemment neutres autour des dispositions de la Convention recouvrent en réalité des enjeux profondément politiques : il s'agit d'un « combat sur la question de savoir qui a le droit de taxer et qui en bénéficie... Les mots que nous choisissons comptent et façonnent qui est taxé, et qui ne l'est pas ».¹⁵¹

Principaux points de divergence identifiés au cours des négociations :

- **Répartition équitable des droits d'imposition** : si tous les États ont souscrit au principe d'« équité », son interprétation reste profondément contestée. Le désaccord central porte sur le critère déterminant des droits d'imposition : doivent-ils reposer sur l'activité économique réelle (imposition à la source) ou sur la présence physique et la résidence des entreprises ? Lors des sessions d'août, plusieurs pays du Nord global — notamment les États membres de l'Union européenne, le Royaume-Uni, la Norvège et la République de Corée — ont privilégié des règles fondées sur la présence physique, sans soutenir une imposition liée à la génération effective des revenus. Cette approche tend à protéger les intérêts des juridictions de résidence concentrées dans le Nord global.¹⁵² À l'inverse, lors des discussions de Nairobi en décembre, les pays du Groupe africain, conduits par le Kenya, ont défendu une répartition des droits d'imposition ancrée dans l'activité économique réelle. Selon eux, l'exigence de présence physique affaiblit la capacité des pays sources — là où la valeur est créée — à taxer les revenus générés sur leur territoire. Le Brésil, l'Inde, la Chine, le Rwanda et la Zambie ont soutenu cette position, estimant que la Convention devait corriger des

¹⁵⁰ Tax Justice Network (2025) [State of Tax Justice 2025 \(« État des lieux 2025 de la justice fiscale »\)](#).

¹⁵¹ Center for Economic and Social Rights (2025) [Untitled LinkedIn post covering INC negotiations on Day 3 of August sessions \(« Publication LinkedIn sans titre portant sur les négociations du Comité intergouvernemental de négociation IINCJ - troisième jour des sessions d'août »\)](#).

¹⁵² Ibid.

déséquilibres fiscaux historiques et fonder l'équité sur la création effective de valeur plutôt que sur le lieu d'implantation des sièges sociaux des multinationales.¹⁵³ Voir la note d'analyse du Tax Justice Network sur la manière dont l'imposition fondée sur la résidence désavantage les pays du Sud global.¹⁵⁴

- **Imposition des personnes très fortunées** : les débats autour de l'article 5, consacré à l'imposition des personnes très fortunées (HNWIs), ont porté sur la lutte contre l'évitement et l'évasion fiscale, ainsi que sur le renforcement de la transparence et de l'échange d'informations. Les délégations n'ont pas convergé sur la question de savoir si cette imposition devait relever exclusivement des cadres nationaux.¹⁵⁵ Les Bahamas, la Jamaïque, Singapour et la Hongrie ont invoqué la souveraineté fiscale et mis en garde contre des dispositions trop prescriptives, tandis que le Brésil et la France ont plaidé pour des obligations accrues en matière de transparence et une taxation plus effective des grandes fortunes.¹⁵⁶
- **Transparence et articulation avec les cadres existants** : à Nairobi, plusieurs pays du Nord global ont cherché à limiter la portée de la Convention en mettant en garde contre d'éventuels « doublons » avec les instruments existants et en insistant sur la cohérence avec les conventions fiscales en vigueur.¹⁵⁷ La Suisse et la Pologne, par exemple, ont exprimé des préoccupations quant à d'éventuels conflits avec les accords de double imposition, traduisant une préférence pour le maintien des dispositifs actuels.¹⁵⁸ S'agissant de l'article 6 relatif à la transparence et à l'assistance administrative, la Suisse, l'Autriche, le Japon et le Royaume-Uni ont insisté sur les garanties procédurales et la confidentialité, dans des termes susceptibles de restreindre les obligations de transparence. À l'opposé, la Zambie et d'autres membres du Groupe africain ont appelé à des mécanismes de coopération renforcés — notamment l'échange automatique d'informations — conformément à l'ambition transformatrice du mandat de la Convention.¹⁵⁹ En août, le Kenya a appelé à juste titre que

¹⁵³ Center for Economic and Social Rights (2025) [Untitled LinkedIn post covering INC negotiations on 10 November 2025](#) (« Publication LinkedIn sans titre portant sur les négociations du Comité intergouvernemental de négociation IINC le 10 novembre 2025 »).

¹⁵⁴ Tax Justice Network (2025) [Source and Residence Taxation](#) (« Imposition à la source et imposition selon le lieu de résidence »).

¹⁵⁵ Institut international du développement durable (2025) [3rd Session of the Intergovernmental Negotiating Committee to develop a UN Framework Convention on International Tax Cooperation \(INC3\): Highlights and images for 10 November 2025](#) (« 3^e session du Comité intergouvernemental de négociation pour l'élaboration d'une Convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale IINC3: temps forts et images de la session du 10 novembre 2025 »).

¹⁵⁶ Center for Economic and Social Rights (2025) [Untitled LinkedIn post covering INC negotiations on 10 November 2025](#) (« Publication LinkedIn sans titre portant sur les négociations du Comité intergouvernemental de négociation IINC le 10 novembre 2025 »).

¹⁵⁷ Center for Economic and Social Rights (2025) [Untitled LinkedIn post covering INC negotiations on 10 November 2025](#) (« Publication LinkedIn sans titre portant sur les négociations du Comité intergouvernemental de négociation IINC le 11 novembre 2025 »).

¹⁵⁸ Center for Economic and Social Rights (2025) [Untitled LinkedIn post covering INC negotiations on 10 November 2025](#) (« Publication LinkedIn sans titre portant sur les négociations du Comité intergouvernemental de négociation IINC le 10 novembre 2025 »).

¹⁵⁹ Center for Economic and Social Rights (2025) [Untitled LinkedIn post covering INC negotiations on 11 November 2025](#) (« Publication LinkedIn sans titre portant sur les négociations du Comité intergouvernemental de négociation IINC le 11 novembre 2025 »).

« appeler à la complémentarité [avec les cadres existants], c'est appeler au maintien du statu quo ». ¹⁶⁰

Malgré ces obstacles, les négociations tenues à Nairobi ont permis des avancées significatives sur plusieurs propositions défendues par le Groupe africain, ainsi que sur d'autres axes susceptibles de produire des effets transformateurs. Les discussions autour de l'article 11, consacré au renforcement des capacités et à l'assistance technique, ont été particulièrement constructives. De nombreux États ont réaffirmé la nécessité de consacrer un article autonome à cette question, certains plaidant explicitement pour un soutien accru en faveur des petits États insulaires en développement, dont les administrations fiscales disposent souvent de ressources limitées face à la complexité des flux financiers internationaux. ¹⁶¹ Par ailleurs, les échanges relatifs à l'article 9 sur le développement durable ont également été encourageants à ce stade. Des délégations issues de toutes les régions ont souligné l'importance de tisser des liens explicites entre justice fiscale, égalité de genre, justice climatique et réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). ¹⁶²

PLEINS FEUX SUR LE MILITANTISME INTERNATIONAL

Groupe de travail sur les prélèvements de solidarité mondiale : des engagements volontaires pour faire avancer la fiscalité au service du financement pour le climat.

Même des acteurs économiques orthodoxes et des institutions néolibérales, telles que les ministères des Finances et le FMI, semblent reconnaître de plus en plus le rôle essentiel de la fiscalité dans la mobilisation de financements climatiques, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Cette évolution a notamment été illustrée par le lancement, lors de la COP28 en 2023, du Groupe de travail sur les prélèvements de solidarité mondiale, coprésidé par la France, le Kenya et la Barbade. ¹⁶³ Cependant, cette initiative repose sur une base volontaire et ne rassemble à ce stade que 14 pays. Elle s'appuie également sur des partenariats avec des institutions telles que le FMI et la Banque mondiale, dont les orientations ont historiquement fragilisé la progressivité fiscale et encouragé des politiques fiscales régressives dans le Sud global.

Certes, le Groupe de travail a contribué à légitimer dans le débat dominant l'idée d'un financement climatique public fondé sur l'impôt et non générateur de dettes. Néanmoins, gouvernements et société civile doivent demeurer vigilants et œuvrer à l'adoption d'engagements juridiquement contraignants visant à taxer les principaux pollueurs, notamment dans le cadre de la future Convention fiscale des Nations unies. **Des coalitions restreintes de pays volontaires**

¹⁶⁰ Center for Economic and Social Rights (2025) [Untitled LinkedIn post covering INC negotiations on Day 2 of August sessions \(« Publication LinkedIn sans titre portant sur les négociations du Comité intergouvernemental de négociation IINC – troisième jour des sessions d'août »\)](#).

¹⁶¹ Institut international du développement durable (2025) [3rd Session of the Intergovernmental Negotiating Committee to develop a UN Framework Convention on International Tax Cooperation \(INC3\): Highlights and images for 10 November 2025 \(« 3^e session du Comité intergouvernemental de négociation pour l'élaboration d'une Convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale \[INC3\] : temps forts et images de la session du 14 novembre 2025 »\)](#).

¹⁶² Center for Economic and Social Rights (2025) [Untitled LinkedIn post covering INC negotiations on 10 November 2025 \(« Publication LinkedIn sans titre portant sur les négociations du Comité intergouvernemental de négociation IINC le 12 novembre 2025 »\)](#).

¹⁶³ Global Solidarity Levies Task Force (2024) [Scaling Solidarity: Progress on Global Solidarity Levies \(« Renforcement des mécanismes de solidarité : état d'avancement des prélèvements de solidarité à l'échelle mondiale »\)](#).

ne peuvent se substituer à un cadre multilatéral fondé sur les droits, établissant clairement l'obligation pour les acteurs les plus riches et les plus émetteurs de s'acquitter de leur dette écologique envers le Sud global et les populations en première ligne de la crise climatique.

LE FINANCEMENT POUR LE CLIMAT

La crise du financement climatique résulte d'un enchevêtrement de défaillances structurelles. En premier lieu, les ressources publiques internationales destinées à l'atténuation, à l'adaptation et aux pertes et préjudices dans les « pays en développement »¹⁶⁴ demeurent chroniquement insuffisantes, en dépit de l'obligation juridique faite aux « pays développés » d'apporter un soutien financier. De plus, parmi les fonds qui parviennent effectivement au Sud global, seule une part infime soutient des actions climatiques justes du point de vue du genre et pilotées par les communautés locales.¹⁶⁵ Dans le même temps, les flux financiers mondiaux continuent de privilégier des activités extractivistes et fortement émettrices. Les États du Sud global se voient, quant à eux, entravés dans la mise en œuvre de politiques industrielles vertes, centrées sur les besoins sociaux et pilotées par la puissance publique, en raison de contraintes structurelles pesant sur leur espace budgétaire et leur autonomie décisionnelle. La prédominance des prêts dans l'architecture du financement climatique aggrave encore la vulnérabilité liée à l'endettement. *Les précédents Rapports sur les tendances ont ainsi montré que ces financements favorisent les prêts, priorisent l'atténuation au détriment de l'adaptation et transitent principalement par des canaux dominés par les banques multilatérales de développement.*¹⁶⁶

Une transition climatique féministe et équitable suppose pourtant un État doté de capacités renforcées : capable de planifier démocratiquement, d'investir directement et d'établir des règles contraignantes — combinant incitations et obligations — pour encadrer le capital, comme le soutiennent Daniela Gabor et Benjamin Braun à travers la notion de « grand État vert ».¹⁶⁷ **Or, la réalité actuelle est tout autre : le financement pour le climat reste dominé par des solutions volontaires et de marché, qui se sont révélées inefficaces pour réduire les flux financiers nuisibles — avec une obsession pour la gestion des « risques climatiques » plutôt que l'imposition de désinvestissements des industries destructrices,** et des stratégies de C, qui mobilisent des fonds publics pour garantir les profits privés et attirer les capitaux, plutôt que pour renforcer les capacités publiques.¹⁶⁸

¹⁶⁴ Bien que nous rejetions la distinction entre pays « développés » et « en développement », cette terminologie est employée dans le présent document afin de s'aligner sur l'usage retenu dans les processus climatiques officiels relevant de la CCNUCC.

¹⁶⁵ Oxfam et CARE (2025) [Climate Finance Shadow Report 2025: Analysing progress on climate finance under the Paris Agreement](#) (« Rapport parallèle sur le financement pour le climat 2025 : analyse des progrès réalisés en matière de financement pour le climat dans le cadre de l'Accord de Paris »).

¹⁶⁶ Ibid.

¹⁶⁷ Daniela Gabor et Benjamin Braun (2024) [Green macrofinancial regimes](#) (« Cadres macrofinanciers en faveur de la transition écologique »), Review of International Political Economy.

¹⁶⁸ Daniela Gabor (2023) [The \(European\) Derisking State](#) (« L'État européen du dérisquage »), Center for Open Science.

Financement pour le climat : l'engagement de la CCNUCC reste lettre morte

Un an après la COP28 organisée à Bakou en 2024, qualifiée de « COP du financement », au cours de laquelle les gouvernements des pays développés ont adopté un nouvel objectif collectif de 300 milliards de dollars par an d'ici 2035¹⁶⁹, la COP30 n'a toujours pas répondu à l'urgence climatique vécue dans le Sud global.

À Belém, les pays en développement ont été clairs : sans l'application de l'article 9.1 de l'Accord de Paris, qui oblige les pays développés à augmenter le financement pour le climat, il est impossible de sortir des énergies fossiles ou de mettre en œuvre une transition juste. **Pourtant, le « Global Mutirão » issu de la COP30 n'a fait que recycler des engagements existants, sans décisions concrètes sur la sortie des énergies fossiles, l'ambition climatique ou les financements publics pour les pays en développement.**¹⁷⁰ Le compromis final, consistant en un programme de travail de deux ans couvrant l'ensemble de l'article 9, demeure en deçà d'un véritable plan de mise en œuvre centré sur l'article 9.1. Il ouvre néanmoins une possibilité d'avancée pour renforcer, à terme, le financement public sous forme de dons.

Surtout, ce programme de travail offre un levier stratégique pour la société civile, dans la mesure où les fonds multilatéraux relevant de la CCNUCC (voir note de bas de page) demeurent parmi les mécanismes les plus équitables de soutien aux pays en développement.¹⁷¹ Ils offrent des conditions plus concessionnelles, reposent sur des structures de gouvernance plus inclusives et intègrent des garanties en matière d'égalité de genre, de protection environnementale, de droits sociaux et de droits des peuples autochtones.¹⁷²

Toutefois, sans augmentation substantielle des contributions à ces fonds, ces « meilleures conditions » restent largement théoriques. Bien qu'un objectif de triplement des flux sortants d'ici 2030 ait été annoncé, les niveaux actuels demeurent très en deçà. **En décembre 2025, le Fonds pour les pertes et préjudices (FRLD), récemment opérationnel, n'avait reçu que 821,5 millions de dollars de promesses, alors que les pertes et préjudices dans les pays en développement pourraient atteindre entre 290 et 580 milliards de dollars par an d'ici 2030.**¹⁷³ De même, le Fonds d'adaptation, malgré un portefeuille dépassant 1 milliard de dollars, n'a obtenu que 135 millions de dollars d'engagements pour 2026, un montant comparable à celui de l'année précédente.¹⁷⁴ Quant au Fonds pour l'environnement mondial et au Fonds vert pour le climat, aucun

¹⁶⁹ Pour une analyse approfondie du caractère insuffisant et inéquitable du Nouvel objectif chiffré collectif (NCQG), voir le Rapport sur les tendances 2024.

¹⁷⁰ Bertha Argueta (2025) [COP30: A win for Just Transition, a loss for climate ambition](#) (« COP30 : une victoire pour la transition juste, un recul pour l'ambition climatique ») ; CCNUCC (2025) [Global Mutirão: Uniting humanity in a global mobilization against climate change](#) (« Global Mutirão : une mobilisation planétaire pour faire front commun contre la crise climatique »).

¹⁷¹ Il s'agit notamment du Fonds d'adaptation, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), du Fonds vert pour le climat (FVC) et du Fonds pour les pertes et préjudices (FRLD).

¹⁷² Liane Schalatek, Tara Daniel, Line Niedeggen et Nada Elbohi (2025) [Submission by the Women and Gender Constituency \(WGC\) on the "Baku to Belém Roadmap to 1.3T"](#) (« Contribution du Women and Gender Constituency [WGC] relative à la "Feuille de route de Bakou à Belém vers 1,3 billion de dollars" »), Women and Gender Constituency.

¹⁷³ Reinhard Mechler, Laurens M. Bouwer, Thomas Schinko, Swenja Surminski et JoAnne Linnerooth-Bayer (2019) [Loss and Damage from Climate Change: Concepts, Methods and Policy Options](#) (« Pertes et préjudices liés au changement climatique : Cadres conceptuels, méthodologies et options de politique publique »), SpringerOpen.

¹⁷⁴ Adaptation Fund (2025) [Adaptation Fund Mobilizes US\\$135 Million for Most Vulnerable at COP30 in Brazil](#) (« Le Fonds d'adaptation mobilise 135 millions de dollars pour les populations les plus vulnérables lors de la COP30 au Brésil ») ; Natural

signal tangible ne laisse présager une augmentation significative des contributions lors des prochaines reconstitutions (respectivement 2026-2029 et 2028-2031).

Externalisation croissante de la mise en œuvre aux banques multilatérales de développement

Alors que les fonds climatiques relevant de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques doivent encore améliorer leur capacité à orienter les ressources vers des initiatives ancrées localement, centrées sur les populations et sensibles au genre, cette ambition est fragilisée par une tendance croissante à s'aligner sur les pratiques des banques multilatérales de développement (BMD), voire à leur déléguer davantage la mise en œuvre. Cette évolution privilégie des approches descendantes, de grande échelle et orientées vers le secteur privé. En septembre 2025, le Conseil du Fonds d'adaptation a ainsi examiné une proposition visant à renforcer l'implication des BMD via des mécanismes de financement mixte (mobilisant des fonds publics pour attirer des capitaux privés) ou des partenariats public-privé, dont l'historique montre qu'ils transforment souvent l'investissement public en rendement privé.¹⁷⁵ En octobre, lors de la dernière réunion annuelle du Conseil du Fonds vert pour le climat, plus de la moitié des financements approuvés ont été attribués à trois projets majeurs portés par des BMD.¹⁷⁶ En décembre 2025, le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial a mis en avant le ratio de cofinancement des projets de financement mixte du FEM-8,¹⁷⁷ accentuant la transformation des fonds climatiques en instruments d'attraction de capitaux privés plutôt qu'en outils répondant aux priorités des pays et des communautés en première ligne.

Parallèlement, les BMD revendiquent un alignement sur les objectifs climatiques tout en orientant, dans les faits, les financements publics vers des solutions technocratiques ou des projets centralisés de grande ampleur, souvent dépourvus de garanties sociales et environnementales robustes (voir le chapitre consacré aux **Institutions de Bretton Woods** pour le cas de la Banque mondiale). Entre 2022 et 2024, plus d'un quart de leurs investissements énergétiques ont été dirigés vers l'hydroélectricité à grande échelle, les biocarburants industriels, le nucléaire, le captage et stockage du carbone, l'hydrogène destiné à l'exportation, la valorisation énergétique des déchets ou encore le gaz fossile. **Ces orientations ont des effets écologiques délétères, affaiblissent la souveraineté et la démocratie énergétiques en privilégiant des logiques d'exportation et retardent la sortie des combustibles fossiles.** Sous couvert de « développement vert », elles soutiennent ainsi des

Resources Defense Council (2025) [Climate Funds Pledge Tracker](#) (« Outil de suivi des engagements financiers des fonds climatiques »).

¹⁷⁵ Conseil du Fonds d'adaptation (2025), [Concept Note: Assessment of the Implications of the New Collective Quantified Goal On Adaptation Fund Operations](#) (« Note conceptuelle : évaluation des implications du Nouvel objectif chiffré collectif sur les opérations du Fonds d'adaptation »).

¹⁷⁶ GCFWatch (2025) [GCF Observer Network of Civil Society, Indigenous Peoples, and Local Communities Intervention on Consideration of Funding Proposals](#) (« Intervention du Réseau des observateurs du Fonds vert pour le climat des organisations de la société civile, des peuples autochtones et des communautés locales sur l'examen des propositions de financement »).

¹⁷⁷ GEF (2025) [GEF approuve un financement de 372 millions de dollars pour relever les défis environnementaux à travers le monde et se prépare à un nouveau cycle d'investissements.](#)

projets susceptibles de porter atteinte aux droits des groupes les plus marginalisés, en particulier les femmes, les jeunes et les peuples autochtones.¹⁷⁸



Des militants défilent devant la COP30 à Belém, au Brésil. L'un d'eux tient une pancarte sur laquelle on peut lire « Nous sommes la résistance climatique » (Katherine Quaid, WECAN)

PERSPECTIVES

Le Nord global renonce à des décennies d'obligations en matière de développement. En est-il de même pour le financement climatique ?

Les réductions substantielles de l'aide publique au développement (APD) observées au cours de l'année écoulée laissent présager des pressions similaires sur le financement climatique, dans la mesure où les flux d'APD liés au climat représentent environ un quart des budgets totaux d'APD, malgré le principe selon lequel le financement climatique doit être « nouveau et additionnel » par rapport à l'APD. Selon des analyses menées par Oxfam et de CARE, **une réduction proportionnelle du financement climatique à la suite des coupes dans l'APD entraînerait une baisse du financement climatique public comprise entre 72,5 et 79,2 milliards de dollars en 2025, contre 95,3 milliards de dollars en 2022.**¹⁷⁹ À l'inverse, le maintien des niveaux actuels de financement climatique dans un contexte de contraction des budgets d'APD pourrait se traduire par des arbitrages défavorables à la réalisation des objectifs de développement et aux droits humains fondamentaux, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Les prochaines éditions du Rapport sur les tendances permettront de mesurer si ce scénario alarmant devient réalité.

¹⁷⁸ Recourse (2025) [Briefing: Shifting MDB energy finance from false solutions to truly just transitions](#) (« Note d'analyse : réorienter le financement énergétique des banques multilatérales de développement, des fausses solutions vers des transitions véritablement justes »).

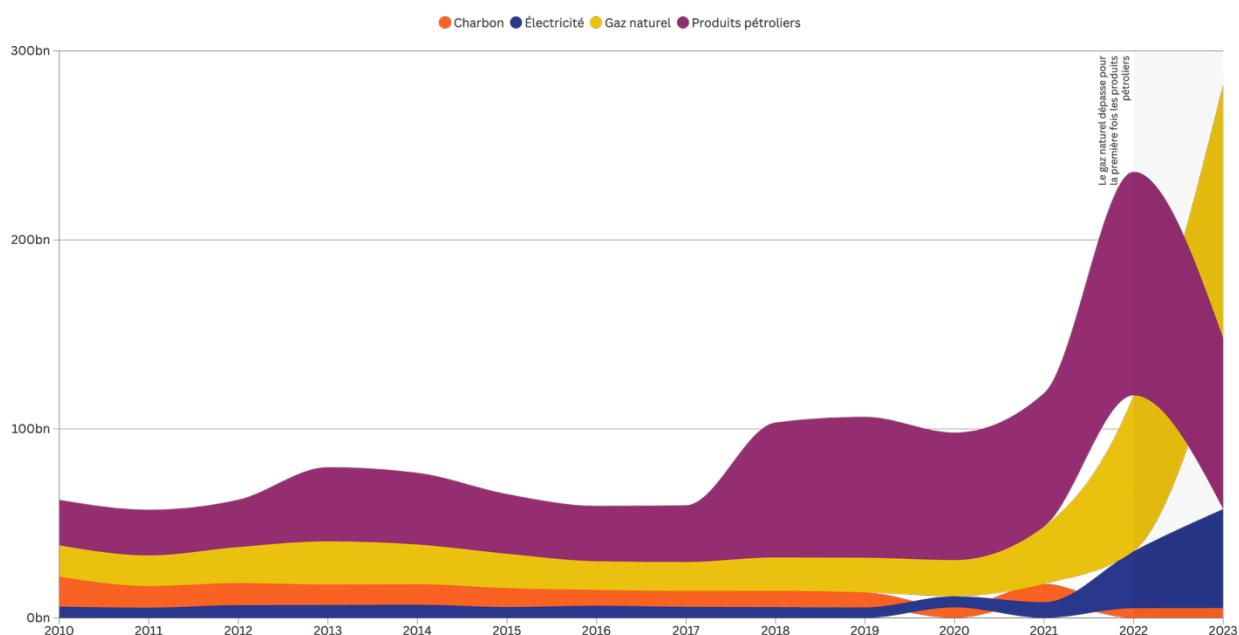
¹⁷⁹ Oxfam et CARE (2025) [Climate Finance Shadow Report 2025: Analysing progress on climate finance under the Paris Agreement](#) (« Rapport parallèle sur le financement pour le climat 2025 : analyse des progrès réalisés en matière de financement pour le climat dans le cadre de l'Accord de Paris »).

Le financement des combustibles fossiles pourrait reculer, mais pas dans les pays du G7

L'article 2.1 (c) de l'Accord de Paris engage les États à rendre les « flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques ». En d'autres termes, le financement climatique ne devrait ni compromettre l'atténuation ni affaiblir la résilience.¹⁸⁰ Dans la pratique, toutefois, les financements publics continuent de soutenir massivement la production et la consommation de combustibles fossiles, à des niveaux largement supérieurs au financement public international consacré à l'action climatique.¹⁸¹

Si les subventions aux combustibles fossiles ont diminué d'environ 35 % entre 2022 et 2023 (après le pic des prix de l'énergie consécutif à la guerre en Ukraine), elles dépassaient encore les 100 milliards de dollars en 2023. Cette baisse globale masque toutefois une réalité préoccupante : **les pays du G7, parmi les plus riches au monde, ont augmenté leurs subventions de manière continue entre 2020 et 2023, pour atteindre 282,16 milliards de dollars en 2023.** Les aides au gaz fossile ont fortement progressé, devenant pour la première fois le principal poste de subvention dans ces pays. Cette évolution reflète la place centrale accordée au gaz comme supposé « carburant de transition », malgré ses impacts environnementaux et sa contribution significative aux émissions de gaz à effet de serre.¹⁸²

Les subventions aux énergies fossiles augmentent pour la troisième année consécutive dans les sept pays les plus riches du monde



Note: En millions de dollars pour l'exercice clos le 30 juin.

Source: OECD & IISD (2025) Suivi des subventions aux énergies fossiles. (Consulté le 10 octobre 2025)

¹⁸⁰ CCNUCC (2015) [Accord de Paris](#).

¹⁸¹ Ibid.

¹⁸² OCDE et Institut international du développement durable (2025) [Fossil Fuel Subsidy Tracker \(« Outil de suivi des subventions aux énergies fossiles »\)](#) (consulté le 10 octobre 2025).

Des avancées ont néanmoins été enregistrées sur le plan du financement public international. Lors de la COP26 en 2021, des États et institutions publiques ont lancé le *Clean Energy Transition Partnership* (CETP), s'engageant à mettre fin au financement international des combustibles fossiles d'ici 2022 et à réorienter ces flux vers les énergies propres. Parmi les 17 pays à revenu élevé signataires, 10 ont depuis aligné pleinement leurs politiques de financement énergétique sur cet engagement, notamment via l'adoption de politiques d'exclusion des projets fossiles au sein de leurs agences de crédit à l'exportation. En conséquence, le financement international des combustibles fossiles par les membres du CETP a chuté de 78 % d'ici 2024 par rapport à la moyenne 2019–2021, et de 81 % si l'on exclut les États-Unis, qui se sont retirés du partenariat en février 2025.¹⁸³

À ce stade, cette évolution ne s'est pas traduite par une hausse équivalente du soutien aux énergies propres. Les financements destinés aux projets d'énergies propres n'ont progressé que d'environ 3,2 milliards de dollars sur la même période, ce qui indique que moins d'un cinquième des montants retirés des combustibles fossiles a été réalloué à ces projets. En outre, l'essentiel de ces flux s'est concentré dans des pays à revenu élevé ou intermédiaire supérieur, considérés comme offrant des conditions d'investissement plus attractives. Par ailleurs, de nombreux pays ayant réduit leur soutien international aux combustibles fossiles continuent de fournir des subventions nationales substantielles et d'autoriser de nouveaux projets d'extraction et d'expansion fossiles.¹⁸⁴

Coalitions des non-volontaires : les Partenariats pour une transition énergétique juste (JETP)

Lancés en 2021, les Partenariats pour une transition énergétique juste (JETP) ont été présentés comme des solutions reproductibles pouvant être mises à l'échelle permettant de financer la transition vers les énergies renouvelables dans les pays en développement. Dans les faits, ils reposent largement sur un modèle visant à rendre le financement climatique attractif pour le secteur privé par le transfert des risques vers les États.¹⁸⁵ Déployés en Afrique du Sud, en Indonésie, au Vietnam et au Sénégal, les JETP représentent plus de 45 milliards de dollars d'engagements et constituent des cadres multilatéraux à travers lesquels les pays développés et les banques multilatérales de développement (BMD) sont censés fournir des financements et une assistance technique pour soutenir la sortie du charbon et le déploiement des énergies renouvelables. À ce stade, la structure actuelle des JETP demeure principalement orientée vers la rentabilité et les priorités des bailleurs. **Les fonds promis sont majoritairement composés de prêts et d'investissements privés et non de dons, souvent assortis de taux d'intérêt supérieurs aux taux de croissance du PIB des pays bénéficiaires, ce qui accroît les risques de surendettement.** Cette logique de rentabilité se traduit également par une concentration des financements sur des projets de grande échelle et commercialement viables, au détriment des énergies renouvelables détenues par les communautés ou les villages, excluant de fait les

¹⁸³ Natalie Jones, Indira Urazova, Claire O'Manique, Adam McGibbon et Kate DeAngelis (2025) [Holding Course, Missing Speed: Protecting progress on ending fossil fuel finance and unlocking clean energy support](#) (« Des progrès, mais pas assez rapides : Préservation des avancées vers la fin du financement des énergies fossiles et déblocage du soutien aux énergies propres »), Institut international du développement durable, Oil Change International et Friends of the Earth U.S.

¹⁸⁴ Ibid.

¹⁸⁵ Sean Sweeney (2024) [The Fad Is Dead: Why "Just Energy Transition Partnerships" Are Failing](#) (« L'effet de mode est terminé : pourquoi les "partenariats pour une transition énergétique juste" [JETP] échouent »), New Labor Forum.

populations locales de la propriété des infrastructures, des processus décisionnels et au partage des bénéfices de la transition énergétique.¹⁸⁶

Les JETP illustrent également la fragilité d'un modèle reposant sur la bonne volonté des bailleurs du Nord et des financeurs privés. Par exemple, alors que le JETP de 20 milliards de dollars destiné à l'Indonésie a été présenté comme « le plus grand programme de financement de la transition énergétique jamais annoncé »,¹⁸⁷ les États-Unis n'ont concrètement versé aucun fonds au cours des deux premières années du partenariat, pour finalement se retirer en mars 2025, laissant environ 3 milliards de dollars de financements promis pour l'Indonésie, et le Vietnam, dans l'incertitude.¹⁸⁸ Parallèlement, la crédibilité du groupe de travail de la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ) — chargé de mobiliser au moins 10 milliards de dollars de financements privés pour le JETP indonésien¹⁸⁹ — a été remise en question. En effet, quatre de ses sept banques membres (Bank of America, Citi, HSBC et Macquarie) se sont retirées de la Net-Zero Banking Alliance¹⁹⁰ (initiative clé de la GFANZ avant sa dissolution en septembre 2025),¹⁹¹ ce qui jette un sérieux doute sur leur volonté de fournir les financements promis dans le cadre du JETP.

Finance spéculative pour les pays forestiers : le Tropical Forests Forever Facility

Autre « solution » largement saluée dans les cercles internationaux, le *Tropical Forests Forever Facility* (TFFF) est présenté comme un mécanisme innovant destiné à mobiliser des capitaux publics et privés afin de financer, sur la base de résultats, la réduction de la déforestation dans les pays abritant des forêts tropicales. L'objectif affiché est d'orienter davantage de ressources vers la conservation et la restauration des écosystèmes forestiers.¹⁹² Lancé avec emphase lors de la COP30 à Belém, à l'initiative de la présidence brésilienne de la COP, ce dispositif volontaire a été décrit par le Brésil comme « non pas un don, mais une initiative fonctionnant selon une logique de marché, mobilisant des ressources privées à partir d'investissements publics ». ¹⁹³ Toutefois, les engagements annoncés restent modestes au regard de l'ambition affichée : les pays donateurs n'ont promis que 5,5 milliards de dollars sur un objectif total de 25 milliards. Certaines promesses sont en outre

¹⁸⁶ International Rivers et la Vietnam Climate Defenders Coalition (2024) [The Missing "JUST" in Vietnam's Just Energy Transition Partnership \(JETP\) \(« Vietnam : des partenariats énergétiques pour une transition "JUSTE" qui ne le sont pas »](#); Aljoscha Karg, Joyeeta Gupta et Yang Chen [2025] [Just Energy Transition Partnerships : An inclusive climate finance approach ? \(« Partenariats pour une transition énergétique juste : une approche inclusive du financement climatique ? »\)](#), Energy Research & Social Science.

¹⁸⁷ Partenariat pour une transition énergétique en Indonésie (2023) [Comprehensive Investment and Policy Plan 2023 \(« Plan global d'investissement et de politiques publiques 2023 »\)](#).

¹⁸⁸ Energy Academy Indonesia (2025) [Hashim: JETP Is a Failed Project, No US Funds Have Arrived \(« Selon Hashim, le JETP n'a pas tenu ses promesses, aucun fonds américain n'ayant été déboursé »\)](#); Tim Cocks, Francesco Guarascio et Fransiska Nangoy (2025) [Exclusive: US withdraws from plan to help major global polluters move from coal \(« Exclusif : les États-Unis se retirent d'un plan visant à aider les principaux pollueurs mondiaux à sortir du charbon »\)](#), Reuters.

¹⁸⁹ Partenariat pour une transition énergétique en Indonésie (2023) [Comprehensive Investment and Policy Plan 2023 \(« Plan global d'investissement et de politiques publiques 2023 »\)](#).

¹⁹⁰ Damien Gayle (2025) [Six big US banks quit net zero alliance before Trump inauguration \(« Six grandes banques américaines quittent une alliance en faveur de la neutralité carbone avant l'investiture de Donald Trump »\)](#), The Guardian; Simon Jessop et Virginia Furness (2025) [HSBC joins US banks in quitting climate coalition \(« HSBC se joint au retrait des banques américaines d'une coalition en faveur du climat »\)](#), Reuters.

¹⁹¹ Simon Jessop et Virginia Furness (2025) [Net-Zero Banking Alliance folds after mass exodus by members \(« L'alliance Net-Zero Banking s'effondre après un exode massif de ses membres »\)](#), Reuters.

¹⁹² Brazil Federal Government (2025) [Tropical Forest Forever Facility \(TFFF\) - Note conceptuelle 3.0.](#)

¹⁹³ COP30 Brazil (2025) [Tropical Forests Forever Facility \(TFFF\) proposes innovative financing model for conservation \(« Le Tropical Forests Forever Facility présente un modèle de financement innovant en faveur de la conservation des forêts »\)](#).

assorties de conditions, tandis que ces mêmes États se sont abstenus de prendre des engagements fermes en matière de financement climatique public direct dans le cadre des négociations de la COP30.¹⁹⁴

Les organisations de la société civile se sont montrées beaucoup plus sceptiques à l'égard du TFFF, comme en témoigne une lettre ouverte dénonçant un mécanisme descendant qui privilégie l'investissement par la financiarisation des forêts.¹⁹⁵ En effet, celui-ci n'offre aucune garantie réelle de financement pour les pays de forêts tropicales ou pour les peuples autochtones, puisqu'il s'agit d'un mécanisme de financement mixte qui investit en dernier ressort sur les marchés obligataires des pays en développement.¹⁹⁶ Selon la note conceptuelle du TFFF, les décisions d'investissement « seront prises exclusivement dans l'objectif d'optimiser les rendements ajustés au risque et de maintenir un profil financier solide ». ¹⁹⁷ Si le fonds affirme exclure les investissements directs dans la déforestation ou dans des secteurs fortement polluants tels que le charbon, la tourbe, le pétrole et le gaz, il n'exclut pas des projets dits « verts » à fort impact — comme les grands barrages hydroélectriques ou l'extraction de minerais critiques — susceptibles de provoquer de graves dommages écologiques et sociaux. Après l'injection initiale de 20 % de capital public, le TFFF repose pour les 80 % restants sur la mobilisation non garantie de capitaux d'investisseurs institutionnels, en particulier de grands acteurs de Wall Street comme BlackRock et PIMCO, dont les profits sont, de fait, prioritaires sur tout soutien financier significatif aux pays forestiers tropicaux. Une fois les investisseurs et les parrains initiaux rémunérés, la part des ressources qui parviendra effectivement aux pays concernés demeure indéterminée.¹⁹⁸

Les marchés volontaires du carbone repartent à la hausse, avec l'appui de l'ONU

Malgré de nombreuses preuves attestant que les compensations carbone n'ont pas permis de réaliser des réductions d'émissions réelles et additionnelles¹⁹⁹ — et bien qu'elles ne relèvent pas du financement climatique à proprement parler — les marchés du carbone connaissent un regain d'activité. **Après une baisse temporaire de la valeur des transactions entre 2021 et 2023 (principalement liée à des questions d'intégrité), la valeur du marché volontaire du carbone a presque doublé entre 2023 et 2024, tout en restant inférieure à son pic de 2021.**²⁰⁰ Cette dynamique devrait encore s'accroître avec la mise en œuvre opérationnelle de l'article 6 de l'Accord

¹⁹⁴ COP30 Brazil (2025) [Over USD 5.5 billion Announced for Tropical Forest Forever Facility as 53 Countries Endorse the Historic TFFF Launch Declaration](#) (« Plus de 5,5 milliards de dollars annoncés pour le Tropical Forest Forever Facility, alors que 53 pays approuvent la déclaration historique de lancement du TFFF »).

¹⁹⁵ Coalition Mondiale des Forêts (2025) [NO to TFFF, YES to Forest Rights: Statement from Civil Society Organizations on the Launch of the Tropical Forests Forever Fund \(TFFF\)](#) (« NON au TFFF, OUI aux droits des forêts : Déclaration des organisations de la société civile sur le lancement du "Fonds Forêts tropicales pour toujours" »).

¹⁹⁶ COP30 Brazil (2025) [Tropical Forests Forever Facility \(TFFF\) proposes innovative financing model for conservation](#) (« Le Tropical Forests Forever Facility présente un modèle de financement innovant en faveur de la conservation des forêts »); Larry Lohmann (2025) [Spoils of a Continuing Colonialism: The Tropical Forest Forever Facility](#) (« Les retombées d'un colonialisme qui perdure : le Tropical Forest Forever Facility »), The Corner House.

¹⁹⁷ Brazil Federal Government (2025) [Tropical Forest Forever Facility \(TFFF\) - Note conceptuelle 3.0](#).

¹⁹⁸ COP30 Brazil (2025) [Tropical Forests Forever Facility \(TFFF\) proposes innovative financing model for conservation](#) (« Le Tropical Forests Forever Facility présente un modèle de financement innovant en faveur de la conservation des forêts »); Larry Lohmann (2025) [Spoils of a Continuing Colonialism: The Tropical Forest Forever Facility](#) (« Les retombées d'un colonialisme qui perdure : le Tropical Forest Forever Facility »), The Corner House.

¹⁹⁹ Joseph Romm, Stephen Lezak et Amna Alshamsi (2025) [Are Carbon Offsets Fixable? \(La compensation carbone peut-elle être réformée ?\)](#), Annual Review of Environment and Resources.

²⁰⁰ CNUCED (2025) [2025 World Investment Report: International investment in the digital economy](#) (« Rapport 2025 sur l'investissement dans le monde : L'investissement international dans l'économie numérique »).

de Paris, qui établit des mécanismes de marché permettant aux pays d'échanger des crédits carbone (l'article 6.2 portant sur l'échange de réductions d'émissions entre pays, et l'article 6.4 instituant un marché mondial du carbone supervisé par l'Organisation des Nations unies).²⁰¹

Toutefois, les enjeux d'intégrité demeurent : selon une analyse de Carbon Market Watch, seul un crédit sur vingt-six parmi les premiers crédits carbone attendus au titre de l'article 6.4 correspondrait à une réduction effective des émissions.²⁰² Par ailleurs, la quasi-totalité des pays développés ayant soumis en 2025 leurs plans climatiques nationaux à la CCNUCC indique qu'ils comptent recourir aux marchés du carbone en vertu de l'article 6 pour atteindre leurs objectifs d'atténuation, renforçant ainsi la dépendance à un mécanisme conçu pour permettre aux plus riches de continuer à polluer.²⁰³

SITES LOCAUX DE LUTTE



Les peuples autochtones Ka'apor protestent contre les négociants en carbone sur leur territoire. Leur pancarte indique : « Wildlife Works hors du territoire Ka'apor ! Le marché du carbone est une fausse solution environnementale ! » (TUXA TA PAME)

La suspension d'un projet de marché du carbone au Brésil constitue une victoire pour la souveraineté autochtone

En juin 2025, un tribunal fédéral brésilien a suspendu un projet de crédits de compensation carbone prévu sur le territoire autochtone Ka'apor, dans l'État du Maranhão, au motif qu'il avait été lancé sans avoir obtenu le consentement préalable, libre et éclairé (CLPE) des peuples autochtones Ka'apor. L'affaire a été portée devant la justice par le Conseil Tuxa Ta Pame du peuple Ka'apor, qui a soutenu que le dispositif de compensation fondé sur la conservation des forêts avait été développé sans consultation ni approbation des communautés, en violation du

²⁰¹ CCNUCC (sans date) [Article 6 de l'Accord de Paris](#).

²⁰² Isa Mulder et Benja Faecks (2025) [First wave of Article 6 carbon credits misfire spectacularly](#) (« La première vague de crédits carbone relevant de l'article 6 échoue de manière spectaculaire »), Carbon Market Watch.

²⁰³ Climate Action Network International (2025) [NDCs 3.0: Missing the Mark on Ambition and Equity](#) (« CDN 3.0 : des objectifs manqués en matière d'ambition et d'équité »).

droit brésilien et des cadres internationaux relatifs aux droits des peuples autochtones.²⁰⁴

Cette décision s'inscrit dans une dynamique plus large de montée en puissance des contentieux climatiques, une tendance appelée à se renforcer à la suite de l'avis consultatif historique rendu en juillet 2025 par la Cour internationale de Justice, qui a précisé les obligations des États en matière de changement climatique.²⁰⁵ L'affaire brésilienne constitue ainsi une avancée majeure pour la souveraineté autochtone et la justice environnementale dans le pays. Elle crée un précédent déterminant en confirmant que les peuples autochtones peuvent recourir aux mécanismes juridiques pour bloquer des projets de compensation carbone et de REDD+ avant leur mise en œuvre, notamment pour contester l'expansion de dispositifs injustes qui menacent les droits territoriaux et permettent aux acteurs polluants de procéder à un écoblanchiment de leurs activités.

LA MAINMISE DES ENTREPRISES

Les grandes entreprises technologiques ont toujours entretenu un rapport ambivalent avec la régulation : malgré de nombreux contentieux, les mécanismes d'application du droit se sont révélés insuffisants pour contenir leur pouvoir monopolistique. Les conséquences de cette situation se sont aggravées et, si l'influence politique de la Big Tech est particulièrement visible aux États-Unis, ses effets dépassent largement ce cadre national. Sur fond de rivalités géopolitiques et de compétition pour la suprématie technologique entre le Nord global et la Chine, les entreprises technologiques américaines approfondissent leur ancrage dans le complexe militaro-industriel, consolidant un modèle d'accumulation capitaliste numérique militarisé et étendant les logiques sécuritaires au cœur des infrastructures civiles. Cette évolution renforce les dispositifs de surveillance et les pratiques de violence étatique visant en premier lieu les femmes et d'autres groupes en première ligne des résistances. Parallèlement, dans leur course à la domination de l'IA, les entreprises de la Big Tech se lancent dans la construction de centres de données extrêmement énergivores, qui non seulement accaparent des ressources rares comme l'eau et les terres, mais entraînent aussi une hausse des coûts des services publics pour les communautés qui les accueillent — un nouvel exemple où des populations sont contraintes de subventionner les excès et les profits des plus riches.²⁰⁶

²⁰⁴ Aintzane Márquez et Joanna Cabello (2025) [A major legal win for the Ka'apor People in Brazil against the carbon offset industry \(« Brésil : le peuple Ka'apor remporte une bataille juridique décisive contre l'industrie des crédits de compensation carbone »\)](#), SOMO.

²⁰⁵ Joana Setzer et Catherine Higham (2025) [Global trends in climate change litigation: 2025 snapshot \(« Tendances mondiales du contentieux climatique : instantané 2025 »\)](#), le LSE Grantham Research Institute on Climate Change & the Environment et le Sabin Center for Climate Change Law ; Lukas Schaugg, Natalie Jones et Jeffrey Qi (2025) [Historic International Court of Justice Opinion Confirms States' Climate Obligations \(« Un avis historique de la Cour internationale de justice confirme les obligations climatiques des États »\)](#), Institut international du développement durable.

²⁰⁶ Sasha Luccioni et Yacine Jernite (2025) [How Your Utility Bills Are Subsidizing Power-Hungry AI \(« Comment vos factures d'électricité subventionnent une IA énergivore »\)](#), Tech Policy Press.

Remarque : le champ d'études de ce chapitre se limite aux entreprises de la Big Tech. Nous reconnaissons toutefois que, dans l'ensemble des secteurs économiques (notamment les énergies fossiles, les autres industries extractives, la finance, l'agro-industrie et l'armement), de grandes entreprises exercent une influence disproportionnée sur les décisions publiques et accaparent de plus en plus de fonctions publiques. Voir l'édition 2023 du Rapport sur les principales tendances pour une analyse plus large de la capture des politiques publiques par les entreprises, y compris par les acteurs des énergies fossiles.

Les riches s'enrichissent davantage dans un contexte d'inégalités croissantes

La richesse des milliardaires et des grandes entreprises augmente à un rythme sans précédent, alimentant la mainmise des intérêts privés sur les politiques publiques. **En 2024, les milliardaires ont accumulé environ 2 000 milliards de dollars, soit trois fois plus qu'en 2023. Une analyse réalisée par Oxfam montre que l'essentiel de cette richesse est accaparé plutôt que gagné : près de 60 % proviennent d'héritages, de positions monopolistiques ou de liens de connivence.**²⁰⁷ Les avantages fiscaux constituent une autre source majeure de thésaurisation des richesses. En 2024, près de 10 % des entreprises cotées à l'indice S&P 500 (dont Tesla, 3M et Airbnb) n'ont payé aucun impôt fédéral sur les sociétés aux États-Unis.²⁰⁸ Les propriétaires milliardaires, comme Elon Musk pour Tesla, peuvent ensuite contourner l'imposition sur leurs revenus personnels en la différant jusqu'au moment où ils décident d'encaisser leurs plus-values gonflées.²⁰⁹

Cette accumulation de richesse s'opère au prix d'un creusement des inégalités. **En 2025, les 0,001 % les plus riches détenaient plus de trois fois la richesse de la moitié la plus pauvre de la population mondiale.**²¹⁰ Alors que 3,6 milliards de personnes continuent de vivre dans la pauvreté (un chiffre pratiquement inchangé depuis 1990), des milliards d'autres connaissent une précarisation croissante, sous l'effet de la hausse du coût de la vie, la crise du logement, l'intensification de l'urgence climatique et l'insuffisance des investissements publics.²¹¹ La concomitance de cette situation avec l'expansion du militarisme et la concentration des richesses par les entreprises et les individus n'est pas fortuite : les dynamiques qui sous-paier les travailleurs, pillent les terres, l'eau et d'autres biens communs, et s'attaquent au multilatéralisme visent avant tout à maximiser les profits au détriment du bien-être social et écologique.

²⁰⁷ Anjela Taneja, Anthony Kamande, Chandreyi Guharay Gomez, Dana Abed, Max Lawson et Neelanjana Mukhia (2025) [L'art de prendre sans entreprendre : L'injustice de la pauvreté face aux richesses imméritées issues du colonialisme](#), Oxfam.

²⁰⁸ Mark Krantz (2025) [Nearly 10% Of S&P 500 Companies Paid No Tax — Including Tesla \(« Près de 10 % des entreprises de l'indice S&P 500 n'ont payé aucun impôt, dont Tesla »\)](#), Investor's Business Daily.

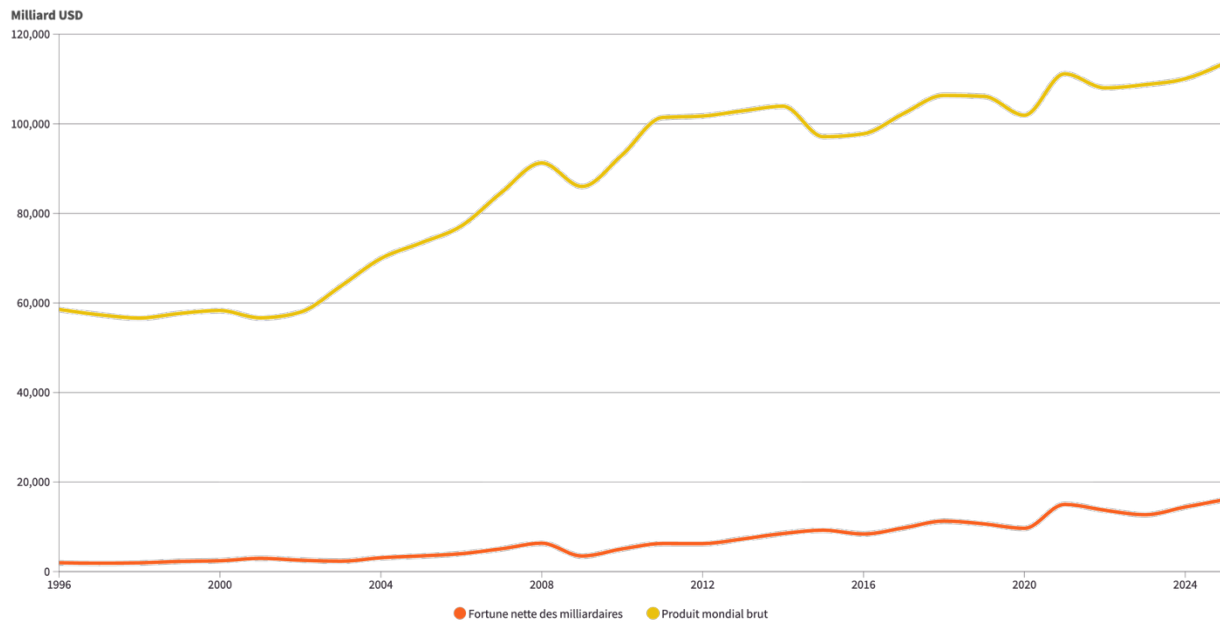
²⁰⁹ Amy Hanauer (2025) [It's Tax Day. You've Paid Your Share, but the Billionaires Haven't. \(« C'est le jour de l'impôt. Vous avez payé votre part — pas les milliardaires. »\)](#), Institute on Taxation and Economic Policy.

²¹⁰ World Inequality Lab (2025) [World Inequality Report 2026 \(« Rapport mondial sur les inégalités 2026 »\)](#).

²¹¹ Anjela Taneja, Anthony Kamande, Chandreyi Guharay Gomez, Dana Abed, Max Lawson et Neelanjana Mukhia (2025) [L'art de prendre sans entreprendre : L'injustice de la pauvreté face aux richesses imméritées issues du colonialisme](#), Oxfam.

La fortune des milliardaires et des entreprises augmente à un rythme sans précédent.

En 2024, les milliardaires ont amassé environ 2 000 milliards de dollars, soit trois fois plus qu'en 2023. Cela représente près de 15 % de toute la richesse mondiale.



Note: La fortune nette des milliardaires est exprimée en milliards de dollars américains constants, indexés sur 2017 = 100. Le produit mondial brut (PMB) est exprimé en milliards de dollars américains constants, indexés sur 2015 = 100.

Source: arrepim (2025)

Quand la Big Tech s’empare de l’État et prospère grâce à la guerre

La concentration extrême de la richesse mondiale se manifeste de façon frappante dans la Big Tech : les huit personnes les plus riches de la planète en sont toutes issues, en tant que fondatrices ou dirigeantes. Elon Musk, le cofondateur d’Oracle Larry Ellison, Mark Zuckerberg, Jeff Bezos, les cofondateurs de Google Larry Page et Sergey Brin, le PDG de Nvidia Jensen Huang, ainsi que l’ancien PDG de Microsoft Steve Ballmer cumulent chacun plus de 150 milliards de dollars, avec un record dépassant les 400 milliards pour Musk.²¹² **Cette richesse ne découle pas d’un processus d’innovation productive, mais d’une accumulation rendue possible par l’évitement fiscal, la répression systématique des syndicats et d’autres formes de dépossession sociale et écologique.** Les données montrent que les « Silicon Six » ont, à elles seules, échappé au paiement d’environ 278 milliards de dollars d’impôts fédéraux sur les sociétés aux États-Unis sur la dernière décennie.²¹³ Amazon incarne particulièrement cette dynamique, en se hissant au rang de premier dépensier national en matière de répression syndicale, avec 12,7 millions de dollars engagés en 2024 pour empêcher l’organisation collective des salariés.²¹⁴

²¹² Forbes (2025) [Forbes Real Time Billionaires List](#) (« Classement en temps réel des milliardaires publié par Forbes ») (consulté le 17 août 2025).

²¹³ Fair Tax Foundation (2025) [The Silicon Six and their enduring global tax gap](#) (« Les géants de la Tech et l’impôt manquant : le scandale fiscal persistant des “Silicon Six” »).

²¹⁴ Dave Jamieson (2025) [Amazon Spent Nearly \\$13 Million On Anti-Union Consultants Last Year](#) (« Amazon a dépensé près de 13 millions de dollars l’an dernier pour des cabinets de conseil antisyndicaux »), HuffPost ; U.S. Department of Labor (2025) [LM-10 Employer Report \(Amazon\)](#) (« Déclaration patronale LM-10 [Amazon] »).



Photo prise par Annabelle Avril, WECF

Lors de l'investiture de Donald Trump en 2025, Musk, Bezos et Zuckerberg étaient assis au premier rang, devant des candidats au cabinet, un bon exemple de la conversion directe de cette richesse en capital politique.²¹⁵ Pendant la campagne présidentielle américaine de 2024, les entreprises technologiques ont injecté 1,2 milliard de dollars dans le financement électoral, dont près des deux tiers en faveur des Républicains, Musk représentant à lui seul plus de la moitié de ces contributions.²¹⁶ Une fois Trump en fonction, Musk a obtenu carte blanche pour mettre en place un *Department of Government Efficiency* (DOGE), avec pour effet : snacke sans précédent aux données et systèmes fédéraux, des licenciements massifs, le démantèlement d'agences publiques et la suppression de réglementations.²¹⁷ En six mois, l'administration Trump a retiré ou suspendu des actions de contrôle visant 165 entreprises, dont environ un quart opèrent dans le secteur technologique.²¹⁸

²¹⁵ Edward Helmore (2025) [Trump inauguration: Zuckerberg, Bezos and Musk seated in front of cabinet picks](#) (« Investiture de Donald Trump : Mark Zuckerberg, Jeff Bezos et Elon Musk assis au premier rang, devant un futur membre du cabinet »), The Guardian.

²¹⁶ Rick Claypool (2025) [Deleting Tech Enforcement: Trump 2.0 Is Dropping Lawsuits and Investigations Against the \\$1 Billion-Spending Technology Sector](#) (« Démantèlement de la régulation du secteur technologique : Donald Trump 2.0 abandonne les poursuites et les enquêtes visant un secteur technologique qui dépense plus d'un milliard de dollars »), Public Citizen.

²¹⁷ Elizabeth Beavers et Mike Tanglis (2025) [Duplicious Oligarch Grifting Endlessly: Elon Musk has a conflict of interest at more than 70 percent of agencies targeted by DOGE](#) (« Duplicité d'un oligarque qui profite sans limites : Elon Musk est en situation de conflit d'intérêts dans plus de 70 % des agences visées par le DOGE »), Public Citizen.

²¹⁸ Rick Claypool (2025) [Deleting Tech Enforcement: Trump 2.0 Is Dropping Lawsuits and Investigations Against the \\$1 Billion-Spending Technology Sector](#) (« Démantèlement de la régulation du secteur technologique : Donald Trump 2.0 abandonne les poursuites et les enquêtes visant un secteur technologique qui dépense plus d'un milliard de dollars »), Public Citizen.

L'absence de contrôle réglementaire a permis à la Big Tech de croître à un rythme effréné

Entre 2019 et 2025, les cinq plus grandes entreprises du secteur (Alphabet, Amazon, Apple, Meta et Microsoft) ont racheté au moins 191 entreprises. Les autorités de la concurrence n'ont bloqué que deux fusions, et la Commission européenne n'a examiné qu'environ 4 % des opérations, la grande majorité des acquisitions n'ayant pas été notifiées. Cette situation illustre le caractère procédural, plutôt que substantiel, des politiques de concurrence, qui laissent le pouvoir monopolistique se consolider par des acquisitions routinières sans contrôle effectif. En mars 2025, le rachat par Google de l'entreprise israélienne de cybersécurité Wiz pour 32 milliards de dollars, la plus importante acquisition de son histoire, a ancré la Big Tech directement dans le secteur de la défense.²¹⁹

L'incursion croissante de la Big Tech dans la défense est un phénomène relativement récent, qui remplace des cycles d'engouement antérieurs comme les cryptomonnaies. À partir de juin 2025, des dirigeants de Palantir, Meta et OpenAI ont tous obtenu des fonctions officielles au sein de l'*Executive Innovation Corps* de l'armée américaine, avec pour objectif explicite de rendre les opérations militaires américaines « plus légères, plus intelligentes et plus létales ».²²⁰ **Les interdictions d'usage militaire de l'IA, autrefois mises en avant par Google, Meta et OpenAI, ont toutes été levées en 2025.** Désormais, OpenAI collabore avec Anduril sur des systèmes anti-drones, Meta déploie des formations de combat en réalité virtuelle pour les soldats, et Google justifie la recherche et le développement d'armes au nom de la « compétition démocratique ».²²¹ Le capital-risque dédié à la défense a augmenté d'un tiers en 2024 pour atteindre 31 milliards de dollars.²²² Des plateformes fondées sur les données, comme Palantir, ont éclipsé les industriels traditionnels de l'armement, confirmant que la domination des données prime désormais sur le militarisme fondé sur le matériel.²²³



Les milliardaires des géants de la technologie, dont Mark Zuckerberg, Jeff Bezos et Elon Musk, lors de l'investiture de Trump, en janvier 2025. (Saul Loeb, AFP)

²¹⁹ Margarida Silva, Jasper van Teeffelen et Çağrı Çavuş (2025) [Big Tech acquires a new company every 11 days \(« Les géants de la Tech acquièrent une nouvelle entreprise tous les 11 jours »\)](#), SOMO.

²²⁰ U.S. Army (2025) [Army Launches Detachment 201: Executive Innovation Corps to Drive Tech Transformation \(« L'U.S. Army lance le Détachement 201 : un corps d'innovation exécutif destiné à accélérer la transformation technologique »\)](#).

²²¹ Sheera Frenkel (2025) [The Militarization of Silicon Valley \(« La militarisation de la Silicon Valley »\)](#), The New York Times.

²²² McKinsey & Company (2025) [Creating a modernized defense technology frontier \(« Création d'une nouvelle frontière technologique pour une défense modernisée »\)](#).

²²³ Sheera Frenkel (2025) [The Militarization of Silicon Valley \(« La militarisation de la Silicon Valley »\)](#), The New York Times.

La Big Tech tire profit du génocide et de l'apartheid israéliens en Palestine, mais la contestation commence à payer

Le génocide israélien en Palestine a joué un rôle déterminant dans l'intégration croissante de la Big Tech au complexe militaro-industriel. Comme l'expose le rapport du Rapporteur spécial des Nations unies sur l'économie du génocide, l'« occupation perpétuelle » de la Palestine constitue un laboratoire de demande permanente, dans lequel les entreprises de la Big Tech et les fabricants d'armes peuvent tester et déployer des technologies létales sans contrôle ni obligation de rendre des comptes, avant de les commercialiser à l'échelle mondiale comme étant « éprouvées sur le terrain » ou « testées au combat ».²²⁴ **Les guerres menées et facilitées par les États du Nord global alimentent ainsi une demande croissante pour les drones, la surveillance par IA, la reconnaissance faciale et les systèmes de combat automatisés, renforçant ainsi la rentabilité des contrats militaires.**²²⁵

La pression publique peut néanmoins contraindre les entreprises à infléchir leurs pratiques, en particulier lorsque les atteintes à leur réputation affectent clairement leurs profits. En août 2025, The Guardian a publié une enquête révélant que Microsoft collaborait avec l'Unité 8200, une unité d'élite du renseignement militaire israélien, pour stocker d'importants volumes de données issues de la surveillance des civils palestiniens, notamment à des fins de planification de frappes aériennes à Gaza. Un mois plus tard seulement, Microsoft a mis fin à l'accès de l'Unité 8200 à sa plateforme Azure, marquant le premier cas connu d'une entreprise américaine de la Big Tech retirant à Israël l'accès à ses services.²²⁶

SITES LOCAUX DE LUTTE



Des militants du Movimiento Socioambiental Comunitario por el Agua y el Territorio (MOSACAT) protestent contre l'installation d'un nouveau centre de données Google à Cerrillos, près de Santiago du Chili (MOSACAT)

²²⁴ Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 (2025) [A/HRC/59/23 : D'une économie d'occupation à une économie de génocide](#).

²²⁵ Sheera Frenkel (2025) [The Militarization of Silicon Valley \(« La militarisation de la Silicon Valley »\)](#), The New York Times.

²²⁶ Harry Davies & Yuval Abraham (2025) [Microsoft blocks Israel's use of its technology in mass surveillance of Palestinians \(« Microsoft bloque l'utilisation de ses technologies par Israël pour la surveillance de masse des Palestiniens »\)](#), The Guardian.

En Amérique latine, des communautés s'opposent à l'expansion de centres de données gourmands en eau

La flambée de la demande liée à l'IA transforme les centres de données en nouvelles frontières de l'extractivisme dans le Sud global. L'eau, l'électricité et le foncier sont de plus en plus réorientés vers l'alimentation et le refroidissement de fermes de serveurs, souvent situées dans des zones périurbaines et rurales où les communautés disposent de protections juridiques limitées et d'un faible poids politique. Face à cela, les populations s'organisent et ripostent, en recourant aux contentieux et à la création de coalitions pour imposer aux entreprises technologiques des modifications coûteuses de conception et des évaluations des risques climatiques.

À Santiago, capitale du Chili, des habitants, des élus locaux et des organisations environnementales ont contesté le projet de centre de données de Google, d'un montant de 200 millions de dollars, en raison du prélèvement prévu dans un aquifère local, en pleine sécheresse qui dure depuis dix ans. En février 2024, un tribunal environnemental local a annulé partiellement l'autorisation accordée en 2020 et exigé que Google révise son dossier afin d'y intégrer une évaluation des impacts climatiques. En septembre 2024, l'entreprise a annoncé qu'elle recommençait la procédure depuis le début, en déposant une nouvelle demande fondée sur un système de refroidissement par air, en remplacement du dispositif initial de refroidissement par eau.²²⁷

Une dynamique similaire s'est produite en Uruguay. Alors que le pays connaissait sa pire sécheresse depuis près de 75 ans, des communautés ont, en 2023, contesté un projet de Google susceptible de consommer jusqu'à 7,6 millions de litres d'eau potable par jour issus du réseau public, après que l'entreprise a acquis 30 hectares en 2021 dans la zone franche du Parque de las Ciencias. **Les mobilisations ont mis en lumière la contradiction entre une eau du robinet devenue pratiquement impropre à la consommation pour les ménages et le fait que plus de 80 % de l'usage national de l'eau serve des fins industrielles, au détriment d'un droit à l'eau pourtant protégé par la Constitution.** Sous la pression publique, le projet a été remanié : le refroidissement par eau a été abandonné au profit du refroidissement par air, et l'ampleur globale de l'installation a été réduite.²²⁸

²²⁷ Tribunal environnemental de Santiago (Chili, 2024) [Anuló parcialmente su aprobación: Tribunal ordena incorporar efectos del cambio climático en la evaluación ambiental del proyecto "Cerrillos Data Center"](#) (« Annulation partielle de son approbation : le tribunal ordonne l'intégration des effets du changement climatique dans l'évaluation environnementale du projet "Cerrillos Data Center" ») ; Reuters (2024) [Google takes Chile data center plans back to square one on environmental concerns](#) (« Google repart à zéro pour son projet de centre de données au Chili en raison de préoccupations environnementales »).

²²⁸ Grace Livingstone (2023) « [It's pillage](#) »: thirsty Uruguayans decry Google's plan to exploit water supply (« "C'est du pillage" : des Uruguayens dénoncent le projet de Google d'exploiter les ressources en eau en Uruguay »), The Guardian ; Niva Yadav (2024) [Google's Uruguay data center approved after reformulation](#) (« Le centre de données de Google en Uruguay est approuvé après reformulation du projet »), Data Center Dynamics.

CONCLUSION

Loin d'être défailants, ces systèmes de pouvoir, présents dans les espaces multilatéraux, l'architecture financière internationale et les régimes commerciaux, remplissent leur fonction première : reproduire et consolider des rapports de pouvoir impérialistes. En 2025, la crise de cupidité au cœur de l'ordre économique mondial est devenue impossible à ignorer.

À l'horizon 2026, nous analyserons attentivement les avancées réalisées et identifierons les leviers stratégiques suivants pour nourrir l'action politique de la société civile féministe :

- la **Première Conférence internationale sur la transition juste hors des combustibles fossiles**, coorganisée par les gouvernements de la Colombie et des Pays-Bas en avril 2026 ;
- la poursuite des travaux du **Groupe d'experts de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU sur l'« au-delà du PIB »**, visant à élaborer et à normaliser de nouveaux indicateurs de bien-être en remplacement du PIB ;
- les progrès réalisés grâce à la **plateforme des emprunteurs de Séville** et à l'**Agence africaine de notation de crédit**, pour renforcer la voix collective des pays confrontés à des charges de dette injustes ;
- le renforcement de la **coopération commerciale Sud-Sud**, comme levier pour corriger des décennies de déséquilibres commerciaux Nord-Sud et consolider la souveraineté économique du Sud global ;
- la poursuite des négociations dans le cadre de la **Convention fiscale des Nations unies** en 2026, en vue de la soumission du texte final et des protocoles en 2027 ;
- les travaux de mise en œuvre du **Mécanisme pour une transition** juste décidé lors de la COP30, ainsi que du **Programme de travail sur le financement climatique au titre de l'article 9** et du Fonds pour les pertes et préjudices.

Cette liste ne saurait être exhaustive, dans la mesure où le véritable moteur du changement ne se trouve pas dans les salles feutrées des négociations ou les cercles technocratiques, mais dans les luttes menées sur le terrain par les mouvements populaires, qui accomplissent un travail ardu et souvent invisibilisé pour la justice économique et écologique.

En tant que féministes, nous continuons de puiser notre force dans la lutte pour la reconnaissance et la valorisation du travail de soin et pour la libération collective. Elle apporte une clarté morale et des propositions structurelles de justice nécessaire pour construire le monde que nous voulons — et que nous savons possible. Et en cette période d'effondrement écologique, d'aggravation des inégalités et d'impérialisme assumé, nous restons fermement attachées à cette vision, convaincues qu'elle constitue la seule voie possible.